Panorama de la société 2011

LES INDICATEURS SOCIAUX DE L'OCDE

Panorama de la société 2011

LES INDICATEURS SOCIAUX DE L'OCDE

OCDE

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :
OCDE (2011), *Panorama de la société 2011 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Éditions OCDE.
http://dx.doi.org/10.1787/soc_glance-2011-fr

ISBN 978-92-64-09871-8 (imprimé)
ISBN 978-92-64-09870-1 (PDF)
ISBN 978-92-64-11842-3 (HTML)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo : Couverture : © iStockphoto/naphtalina
Chapitre 4 : © Stockbyte/Getty Images
Chapitre 5 : © Maria Taglienti-Molinari/Brand X/Corbis
Chapitre 6 : © Matthieu Spohn/PhotoAlto Agency RF Collections/Getty Images
Chapitre 7 : © Helen King/Corbis
Chapitre 8 : © Daniel Boiteau/Fotolia.com.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : *www.oecd.org/editions/corrigenda*.

© OCDE 2011

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à *rights@oecd.org*. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) *info@copyright.com* ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) *contact@cfcopies.com*.

Avant-propos

Le présent ouvrage est la sixième édition du Panorama de la société, *recueil d'indicateurs sociaux que l'OCDE publie tous les deux ans. Comme les précédentes éditions, ce rapport tente de répondre à la demande croissante de données quantitatives sur le bien-être social et ses tendances dans les pays de l'OCDE. Cette sixième édition actualise certains indicateurs figurant dans les précédentes éditions et en introduit plusieurs nouveaux.*

Le rapport 2011 salue l'arrivée de quatre nouveaux pays membres de l'OCDE : le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovénie. C'est la première fois que ces pays sont pris en compte dans le Panorama de la société. *Des données sont également présentées séparément, le cas échéant, pour l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et la Fédération de Russie.*

On trouvera dans le présent rapport un chapitre spécialement consacré au travail non rémunéré (chapitre 1). Le rapport contient aussi un guide destiné à aider le lecteur à comprendre la structure des indicateurs sociaux de l'OCDE (chapitre 2) et donne une vue d'ensemble des grandes tendances (chapitre 3). Les indicateurs sont ensuite présentés dans les autres chapitres. Pour des informations plus détaillées sur les indicateurs, y compris certains qui ne figurent pas dans l'édition papier, on se reportera au site Internet de l'OCDE (www.oecd.org/els/social/indicateurs/sag).

Ce rapport a été préparé par Simon Chapple et Maxime Ladaique. Y ont collaboré, apportant chacun leur précieuse contribution, Nabil Ali, Michael De Looper, Michael Förster, Pauline Fron, Herwig Immervoll, Gaetan Lafortune, Thomas Liebig, Pascal Marianna, Marlène Mohier, Veerle Miranda (chapitre spécial), Dominique Paturot, Dominic Richardson, Andrew Reilly, Kim Robin et Olivier Thevenon. Monika Queisser, Chef de la Division des politiques sociales de l'OCDE, a assumé la responsabilité de la supervision.

Table des matières

Acronymes et signes conventionnels 7

Chapitre 1. **Cuisiner, s'occuper des enfants, construire ou réparer : Le travail non rémunéré à travers le monde** 9

Travail non rémunéré et bien-être 10
Qu'est-ce que le travail non rémunéré ? 10
Mesurer le travail non rémunéré 11
Emploi du temps dans les pays de l'OCDE et les pays émergents 12
Disparités entre hommes et femmes 14
Types de travail non rémunéré 18
Évaluer le travail non rémunéré 25
Conclusion 26
Notes 28
Bibliographie 28

Chapitre 2. **Interpréter les indicateurs sociaux de l'OCDE** 31

L'objectif de *Panorama de la société* 32
La structure des indicateurs sociaux de l'OCDE 32
Choix et description des indicateurs 34
Contenu de la présente publication 38
Notes 38
Bibliographie 38

Chapitre 3. ***Panorama de la société* : Vue d'ensemble** 41

Chapitre 4. **Indicateurs de contexte général** 45

1. Revenu des ménages 46
2. Fécondité 48
3. Migrations 50
4. Familles 52
5. Ratio de soutien démographique 54

Chapitre 5. **Indicateurs de l'autonomie** 57

1. Emploi 58
2. Chômage 60
3. Performances scolaires 62
4. Nombre potentiel d'années à la retraite 64
5. Dépenses d'éducation 66

Chapitre 6. **Indicateurs d'équité** 69

1. Inégalités de revenus 70
2. Pauvreté 72
3. Difficultés liées au revenu 74
4. Capacité à sortir des minima sociaux 76
5. Dépenses sociales publiques 78

Chapitre 7. **Indicateurs de santé** 81

1. Espérance de vie 82
2. Mortalité infantile 84
3. Expériences positives et négatives 86
4. Qualité de l'air et de l'eau 88
5. Dépenses de santé 90

Chapitre 8. **Indicateurs de la cohésion sociale** 93

1. Confiance 94
2. Confiance à l'égard des institutions sociales 96
3. Comportement pro- et anti-social 98
4. Participation électorale 100
5. Tolérance 102

Ce livre contient des...

StatLinks

Accédez aux fichiers Excel®
à partir des livres imprimés !

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : ***http://dx.doi.org***.
Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.
Les *StatLinks* sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.

Acronymes et signes conventionnels

Codes ISO des pays de l'OCDE

Allemagne	DEU	Israël	ISR
Australie	AUS	Italie	ITA
Autriche	AUT	Japon	JPN
Belgique	BEL	Luxembourg	LUX
Canada	CAN	Mexique	MEX
Chili	CHL	Norvège	NOR
Corée	KOR	Nouvelle-Zélande	NZL
Danemark	DNK	Pays-Bas	NLD
Espagne	ESP	Pologne	POL
Estonie	EST	Portugal	PRT
États-Unis	USA	République slovaque	SVK
Finlande	FIN	République tchèque	CZE
France	FRA	Royaume-Uni	GBR
Grèce	GRC	Slovénie	SVN
Hongrie	HUN	Suède	SWE
Irlande	IRL	Suisse	CHE
Islande	ISL	Turquie	TUR

Codes ISO des autres grandes économies

Afrique du Sud	ZAF	Fédération de Russie	RUS
Brésil	BRA	Inde	IND
Chine	CHN	Indonésie	IDN

Signes conventionnels

. . Non disponible.

(↘) dans la légende correspond à la variable qui classe les pays par ordre décroissant de gauche à droite.

(↗) dans la légende correspond à la variable qui classe les pays par ordre croissant de gauche à droite.

© OCDE 2011

Chapitre 1

Cuisiner, s'occuper des enfants, construire ou réparer : Le travail non rémunéré à travers le monde[1]

Travail non rémunéré et bien-être

Les familles consacrent beaucoup de temps à des activités productives non rémunérées, notamment à faire la cuisine et le ménage et à s'occuper des enfants. Ce travail non rémunéré génère une augmentation de la consommation totale de biens et services et représente un revenu implicite (Becker, 1965). Avec l'industrialisation, une partie de plus en plus grande de la production domestique de nourriture, de vêtements et de soins dispensés aux membres de la famille peut être transférée vers les marchés et acquise par les ménages. À l'échelon national, le bien-être est souvent représenté par le revenu global ou la production par habitant (PIB par habitant par exemple), tandis que l'évolution du bien-être est symbolisée par le taux de croissance correspondant. Toutefois, le niveau de bien-être est sous-estimé si le travail non rémunéré est important. De la même manière, l'amélioration du bien-être sera surestimée si la croissance du PIB est générée par une diminution du travail non rémunéré et une augmentation du travail rémunéré (Stiglitz *et al.*, 2009).

Le fait de ne pas tenir compte de la production des ménages peut également fausser les mesures des inégalités de revenus et du taux de pauvreté (Abraham et Mackie, 2005). Par exemple, les familles où l'un des deux parents se charge de la cuisine et du ménage et s'occupe des enfants ont un revenu disponible plus élevé par rapport aux ménages dont les revenus et les heures travaillées sont identiques mais où les deux parents travaillent et doivent se procurer sur le marché des services de ménage et de garde d'enfants. Alors que ces deux types de familles sont considérés de la même manière par les méthodes traditionnelles d'évaluation du niveau de vie en fonction des revenus, Frazis et Stewart (2010) montrent qu'une mesure des inégalités ajustée pour tenir compte de la production domestique offre une distribution plus équitable, dans la mesure où le travail rémunéré varie bien plus que le travail non rémunéré au sein des ménages.

Outre le travail non rémunéré effectué à la maison, les individus réalisent également du travail non rémunéré pour leur famille et la communauté dans son ensemble. Le bénévolat (aide aux voisins, soins aux personnes de tout âge invalides ou non, organisations caritatives, aide aux immigrants, entraînement d'équipes sportives ou participation à la gestion des écoles) contribue aussi directement et indirectement au bien-être de la société.

Ce chapitre spécial met en évidence l'importance du travail non rémunéré en tant qu'indicateur clé du bien-être, en s'appuyant sur des enquêtes détaillées sur l'emploi du temps réalisées dans 26 pays de l'OCDE, ainsi qu'en Chine, en Inde et en Afrique du Sud.

Qu'est-ce que le travail non rémunéré ?

Le travail non rémunéré correspond à la production, par les membres de la famille, de biens et services non commercialisés sur le marché. Une partie du travail rémunéré, comme la cuisine, le jardinage ou le ménage, est destiné à la consommation propre de la famille. Les produits du travail non rémunéré peuvent également être consommés par des tiers (exemples : cuisiner pour des amis, tondre la pelouse d'un parent âgé ou entraîner l'équipe locale de football).

La distinction entre travail non rémunéré et loisirs est définie en fonction du critère du « tiers ». Si un tiers peut être rémunéré pour réaliser l'activité concernée, on considère qu'il s'agit d'un travail. Par conséquent, la cuisine, le ménage, la garde des enfants, la lessive, la promenade du chien et le jardinage sont tous des exemples de travail non rémunéré. À l'inverse, on ne peut pas payer un tiers pour regarder un film, jouer au tennis ou lire un livre en silence pour son propre compte, étant donné que les bénéfices de ces activités reviennent à celui qui les réalise (le tiers) et non à celui qui l'aurait embauché (Ironmonger, 1996). C'est pourquoi ces activités sont considérées comme des loisirs.

Certaines formes de travail non rémunéré, comme le fait de jouer avec ses enfants, de promener son chien, de cuisiner ou d'entretenir son jardin, sont souvent agréables (voir *Panorama de la société 2009* sur la satisfaction procurée par diverses activités). Cette satisfaction est un bénéfice qui ne peut être transféré à un tiers. C'est pour cette raison que le niveau de satisfaction éprouvée par la personne qui réalise l'activité ne peut être utilisé comme critère de distinction entre travail et loisirs (Hill, 1979).

Mesurer le travail non rémunéré

Les enquêtes sur l'emploi du temps visent à consigner comment les individus utilisent leur temps, généralement au moyen d'un journal sur 24 heures. Par ailleurs, ces enquêtes fournissent des informations contextuelles sur l'activité (lieu où elle a été réalisée et avec qui, autres activités menées simultanément, fréquence), ainsi que sur les caractéristiques socio-économiques de la personne et de sa famille.

Plusieurs problématiques peuvent influer sensiblement sur la comparabilité des données relatives à l'emploi du temps entre les pays, comme la méthode utilisée pour collecter les données et les tranches horaires ou le nombre de jours qui composent le journal (Miranda, 2011). En principe, les enquêtes sur l'emploi du temps couvrent une année entière et comportent donc une proportion représentative de jours ouvrés et non ouvrés, ainsi que de jours fériés et de vacances scolaires. Toutefois, certains pays ne couvrent que des périodes particulières de la semaine ou de l'année, généralement choisies pour éviter les biais saisonniers induits, par exemple, par les jours fériés ou les congés annuels des salariés. Tel est par exemple le cas, dans une plus ou moins large mesure, au Canada, en Chine, au Danemark, en France, en Irlande, au Japon, en Corée, au Mexique et en Afrique du Sud. L'exclusion des périodes de vacances conduit à surestimer le temps de travail annuel rémunéré et à sous-estimer le travail non rémunéré et les loisirs dans ces neuf pays. Ensuite, l'Irlande et le Mexique ont recours à une variante simplifiée du journal d'emploi du temps, c'est pourquoi les estimations relatives à ces pays sont bien moins précises. Par ailleurs, dans l'enquête mexicaine sur l'emploi du temps, les répondants sont interrogés sur leur emploi du temps au cours des sept jours précédant l'entretien. Compte tenu du délai important entre l'activité et l'entretien, il est donc probable que les réponses soient approximatives. Enfin, les enquêtes sur l'emploi du temps ont été réalisées à différentes années, dans des pays à différents stades du cycle économique et avec un accès différent aux technologies, ce qui peut expliquer certaines des variations observées à l'échelle internationale.

Pour améliorer la comparabilité entre les pays, les enquêtes se concentrent autant que faire se peut sur la population âgée de 15 à 64 ans. Les activités sont regroupées en cinq grandes catégories : 1) travail non rémunéré ; 2) travail rémunéré ou études ; 3) occupations personnelles ; 4) loisirs ; et 5) autres utilisations du temps. Le « travail non rémunéré » englobe les tâches domestiques courantes (cuisine, ménage et jardinage), les soins aux enfants, aux autres membres de la famille ou aux tiers, le bénévolat et les courses. Le

« travail rémunéré ou les études » comprend les emplois à temps plein ou partiel, le travail non rémunéré dans l'entreprise/l'exploitation familiale, les pauses sur le lieu de travail, le temps passé à chercher du travail, le temps passé à l'école et les devoirs. Les « occupations personnelles » incluent le sommeil, le temps passé à manger et à boire et les autres services domestiques, médicaux et personnels (hygiène, soins corporels, rendez-vous chez le médecin, etc.). Les « loisirs » recouvrent les passe-temps, le temps passé devant la télévision et l'ordinateur, les sports, les sorties avec des amis ou la famille, les sorties culturelles, etc. Enfin, les « autres utilisations du temps » correspondent aux activités religieuses, aux devoirs civiques et aux activités non définies.

Le temps consacré aux déplacements est considéré comme une activité dérivée et à ce titre, il est classé dans la même catégorie que l'activité auquel il est rattaché, même si, au sens strict, les déplacements ne sont pas compatibles avec le critère du tiers puisqu'il est impossible de payer quelqu'un pour se déplacer à sa place. Néanmoins, les déplacements peuvent avoir des destinations multiples. Souvent, on essaie de gagner du temps en profitant du trajet domicile-travail pour déposer les enfants à l'école ou faire ses courses. En règle générale, dans les enquêtes, le temps consacré aux déplacements est comptabilisé en fonction de la destination. Par exemple, les déplacements entre le domicile et le travail sont considérés comme des déplacements liés au travail rémunéré, les déplacements entre le lieu de travail et l'école comme des déplacements liés à la garde des enfants, les déplacements entre l'école et le supermarché comme des déplacements liés aux courses et les déplacements entre le supermarché et le domicile comme des déplacements liés aux courses.

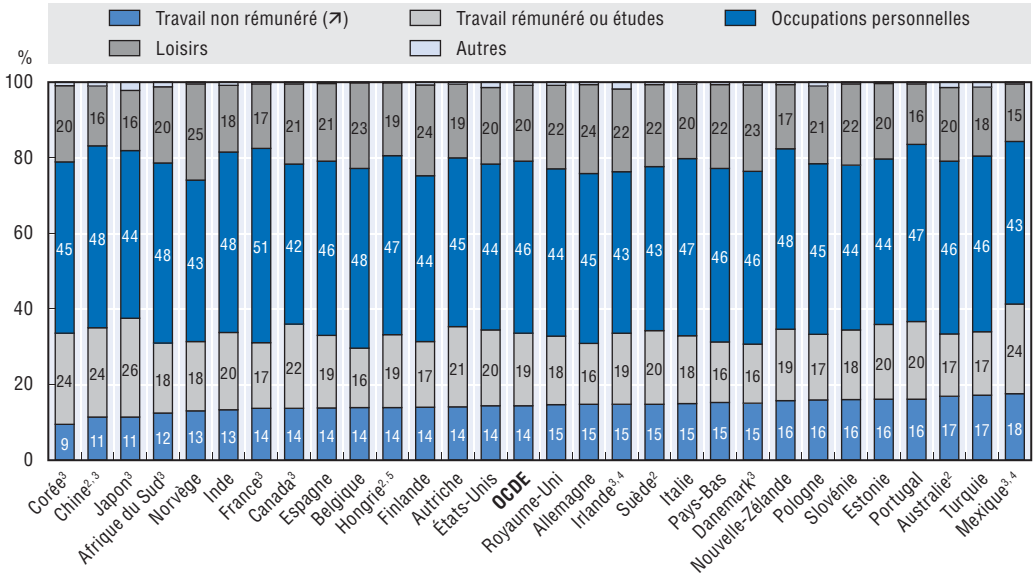
Emploi du temps dans les pays de l'OCDE et les pays émergents

Parmi les 29 pays pour lesquels des données sont disponibles (toutes les moyennes de l'OCDE présentées ici sont des moyennes non pondérées des pays présentés dans les graphiques), le temps de travail non rémunéré moyen s'élève à 3.4 heures par jour (sur 24 heures), soit 14 % de la journée (graphique 1.1). On observe des disparités importantes entre les pays. Ce sont les Mexicains qui consacrent le plus de temps au travail non rémunéré, à 4.5 heures environ par jour. Les Japonais, les Coréens et les Chinois se situent à l'autre extrémité de l'échelle, puisqu'ils consacrent moitié moins de temps que les Mexicains au travail non rémunéré. Dans tous les pays, ce sont les occupations personnelles, qui englobent le sommeil et les repas, qui occupent la majeure partie de l'emploi du temps, puisqu'elles représentent 46 % en moyenne d'une journée de 24 heures. Le temps restant est dédié aux loisirs (20 % du temps total) et au travail rémunéré ou aux études (19 % en moyenne du temps total). En moyenne, moins de 1 % de la journée est consacré aux activités religieuses et aux autres activités non définies.

Qu'il soit rémunéré ou non, le travail occupe un tiers environ de notre temps. L'Europe occidentale et l'Afrique du Sud affichent le temps de travail total le plus bas, tandis que le Japon et le Mexique se distinguent par le temps de travail total le plus élevé (graphique 1.2). Au Japon et au Mexique, la population travaille neuf et dix heures respectivement par jour au total. À titre de comparaison, en Belgique, au Danemark, en Allemagne et en Afrique du Sud, on travaille 7 à 7.5 heures par jour. Dans la plupart des pays, le temps consacré au travail rémunéré est supérieur au temps passé à réaliser un travail non rémunéré, à l'exception de l'Australie et de la Turquie. Si le temps de travail rémunéré moyen semble faible, il convient de rappeler que les chiffres couvrent les jours ouvrés et non ouvrés et les vacances et qu'ils incluent à la fois les personnes qui occupent un emploi et les personnes sans emploi.

Graphique 1.1. **Entre un dixième et un cinquième de notre temps est consacré au travail non rémunéré**

Répartition de l'emploi du temps par activité, en pourcentage de l'utilisation totale du temps par les 15-64 ans entre 1998 et 2009[1]



1. Afrique du Sud : 2000 ; Allemagne : 2001-02 ; Australie : 2006 ; Autriche : 2008-09 ; Belgique : 2005 ; Canada : 2005 ; Chine : 2008 ; Corée : 2009 ; Danemark : 2001 ; Espagne : 2002-03 ; Estonie : 1999-2000 ; États-Unis : 2008 ; Finlande : 1999-2000 ; France : 1998-99 ; Hongrie : 1999-2000 ; Inde : 1999 ; Italie : 2002-03 ; Irlande : 2005 ; Japon : 2006 ; Mexique : 2009 ; Norvège : 2000-01 ; Nouvelle-Zélande : 1998-99 ; Pays-Bas : 2006 ; Pologne : 2003-04 ; Portugal : 1999 ; Royaume-Uni : 2000-01 ; Slovénie : 2000-01 ; Suède : 2000-01 ; Turquie : 2006.
2. Dans plusieurs pays, il n'a pas été possible de limiter l'échantillon à la population âgée de 15 à 64 ans. Les tranches d'âge sont les suivantes : Australie : plus de 15 ans ; Chine : 15-74 ans ; Hongrie : 15-74 ans ; Suède : 20-64 ans. Une augmentation de la limite supérieure ne devrait pas influer de manière sensible sur l'emploi du temps. En revanche, une limite inférieure plus basse diminue l'importance du travail non rémunéré.
3. Les enquêtes menées au Canada, en Chine, au Danemark, en France, en Irlande, au Japon, en Corée, au Mexique et en Afrique du Sud ne couvrent pas une année calendaire entière, ce qui signifie que les jours non ouvrés sont plus ou moins sous-représentés. Étant donné que le travail non rémunéré augmente le week-end, le fait de ne pas tenir compte des jours non ouvrés surestime le travail rémunéré et sous-estime le travail non rémunéré et les loisirs.
4. L'Irlande et le Mexique ont recours à un journal simplifié de l'emploi du temps. En outre, les Mexicains sont interrogés sur leur emploi du temps au cours des sept jours précédant l'entretien. Dans ces conditions, les estimations relatives à l'Irlande et au Mexique sont moins précises.
5. Pour la Hongrie, ne sont disponibles que des tableaux préparés à l'avance sur l'emploi du temps et les catégories ne sont pas toujours parfaitement comparables avec les agrégations utilisées dans les autres pays. Il convient donc d'interpréter avec prudence les chiffres comparés de la Hongrie avec ceux des autres pays.

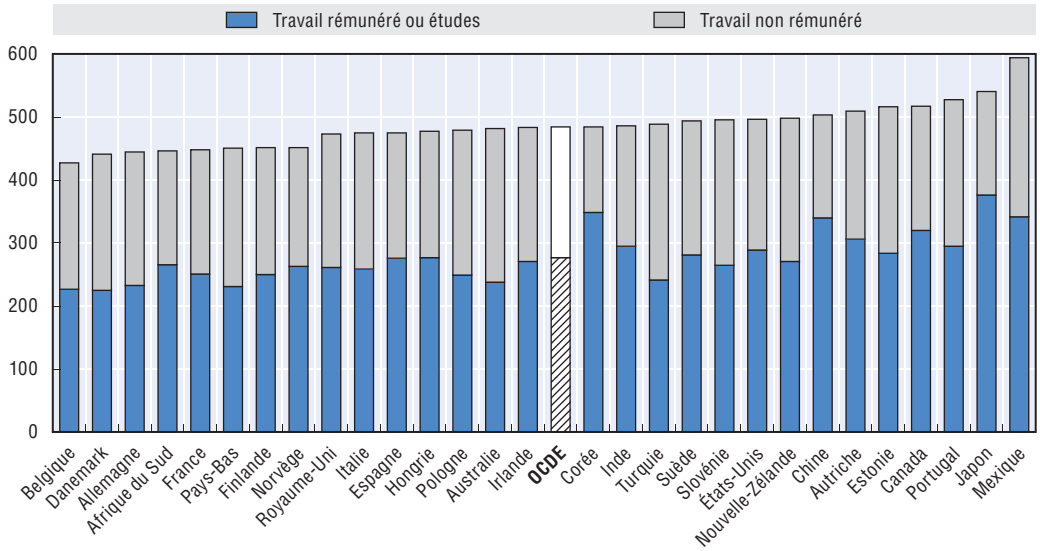
Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur les enquêtes nationales sur l'emploi du temps (voir Miranda, 2011, pour de plus amples informations).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382387

Dans les pays où le temps de travail rémunéré est élevé, comme la Chine, le Japon et la Corée, le temps de travail non rémunéré est généralement bas. La situation est inversée pour l'Europe occidentale, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Turquie (graphique 1.3). L'arbitrage apparent entre travail non rémunéré et travail rémunéré est également visible dans la variation plus limitée du temps de travail total entre les pays par rapport aux variations observées sur le plan du travail rémunéré et du travail non rémunéré.

Graphique 1.2. **C'est en Europe occidentale que le temps de travail total est le plus bas et hors de l'Europe qu'il est le plus élevé**

Total des minutes travaillées, rémunérées ou non, par jour



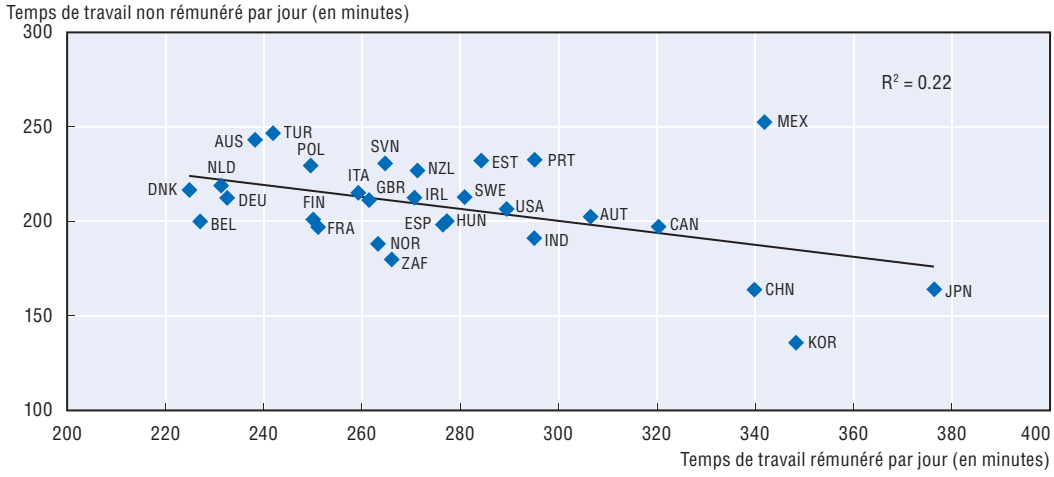
Note : Le temps consacré aux déplacements relatifs au travail rémunéré et non rémunéré est intégré aux catégories correspondantes. Voir le graphique 1.1 pour les notes par pays.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur les enquêtes nationales sur l'emploi du temps (voir Miranda, 2011).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382406

Graphique 1.3. **Arbitrages entre travail rémunéré et travail non rémunéré**

Temps de travail rémunéré et non rémunéré (en minutes)



Note : Le temps consacré aux déplacements relatifs au travail rémunéré et non rémunéré est intégré aux catégories correspondantes. Voir le graphique 1.1 pour les notes par pays.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur les enquêtes nationales sur l'emploi du temps (voir Miranda, 2011).

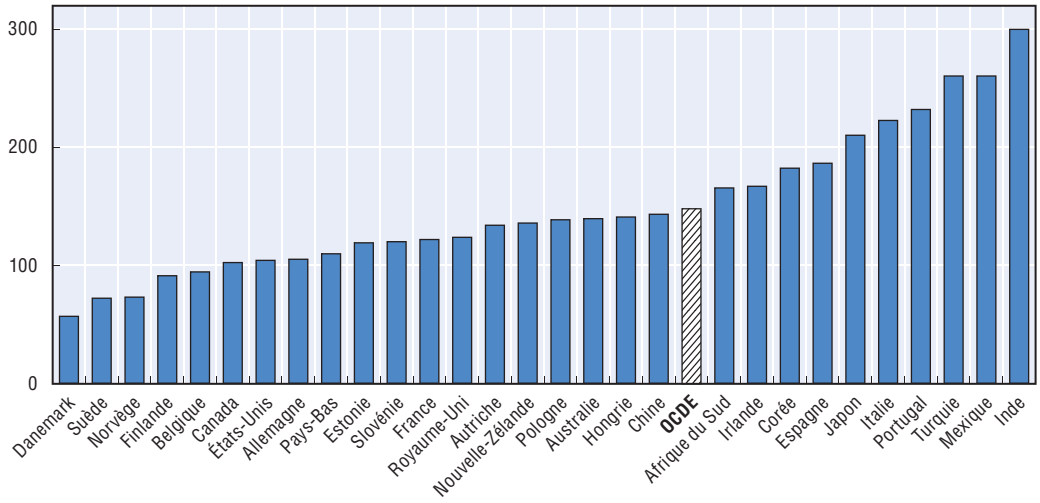
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382425

Disparités entre hommes et femmes

Quel que soit le pays, les femmes consacrent davantage de temps que les hommes au travail non rémunéré (graphique 1.4), avec un écart de 2.5 heures en moyenne par jour. Toutefois, on observe d'importantes variations dans cet écart hommes-femmes en fonction des pays. Par exemple, les femmes turques, mexicaines et indiennes consacrent 4.3 à

Graphique 1.4. **Les femmes consacrent davantage de temps que les hommes au travail non rémunéré dans tous les pays**

Temps de travail non rémunéré des femmes moins celui des hommes en minutes par jour



Note : Voir le graphique 1.1 pour les notes par pays.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur les enquêtes nationales sur l'emploi du temps (voir Miranda, 2011).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382444

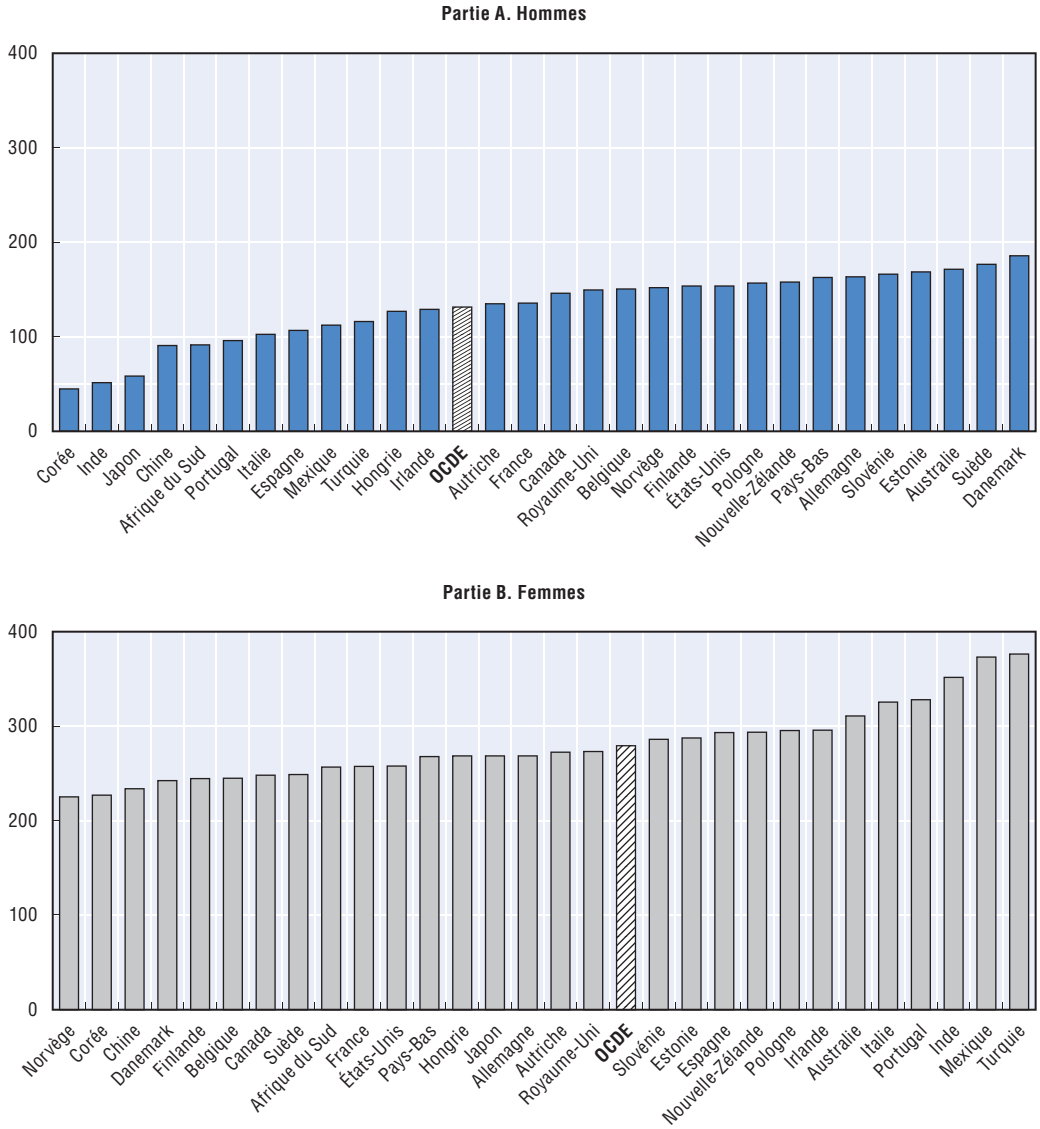
5 heures de plus par jour que les hommes au travail non rémunéré, alors que l'écart n'est que légèrement supérieur à une heure dans les pays nordiques. L'écart hommes-femmes observé en Inde et au Mexique tient principalement aux longues heures passées par les femmes à cuisiner et à s'occuper des enfants. En Europe du Sud, en Corée et au Japon, les femmes consacrent également beaucoup plus de temps que les hommes au travail non rémunéré.

Les pays qui présentent l'écart hommes-femmes le plus important en matière de travail non rémunéré sont aussi ceux où les hommes consacrent relativement peu de temps au travail non rémunéré (graphique 1.5, partie A). En Corée, en Inde et au Japon, le temps de travail non rémunéré des hommes s'élève en moyenne à moins d'une heure par jour, contre 1.5 heure en Chine et en Afrique du Sud, près de deux heures en Turquie, en Italie, au Mexique, au Portugal et en Espagne et 2.5 heures dans les autres pays présentés dans le graphique. Le temps de travail non rémunéré limité des hommes n'est pas nécessairement compensé par celui des femmes (graphique 1.5, partie B). En Chine, par exemple, les hommes et les femmes accordent très peu de temps au travail non rémunéré par rapport aux autres pays. En Australie, en revanche, hommes et femmes sont en tête du classement du plus grand nombre d'heures de travail non rémunéré.

Quels sont les facteurs à l'origine des écarts importants observés entre hommes et femmes en matière de travail non rémunéré ? Les femmes sont de plus en plus actives sur le marché du travail rémunéré depuis ces dernières décennies, ce qui s'est traduit par une diminution de leur temps de travail non rémunéré. Il existe une forte corrélation négative entre le taux d'emploi des femmes dans un pays et le temps de travail non rémunéré moyen des femmes (graphique 1.6). Le temps de travail non rémunéré abandonné par les femmes est en partie récupéré par les hommes, comme en témoigne la corrélation positive entre le taux d'emploi des femmes et le temps de travail non rémunéré moyen des hommes. Cependant, même dans le pays qui affiche le temps de travail non rémunéré le plus élevé pour les hommes (Danemark), ces derniers y consacrent moins de temps que les femmes en Norvège, pays où le temps de travail non rémunéré des femmes est le plus faible.

Graphique 1.5. **Les hommes asiatiques consacrent le moins de temps au travail non rémunéré, tandis que les femmes mexicaines et turques y passent le plus de temps**

Temps de travail non rémunéré par jour (en minutes)



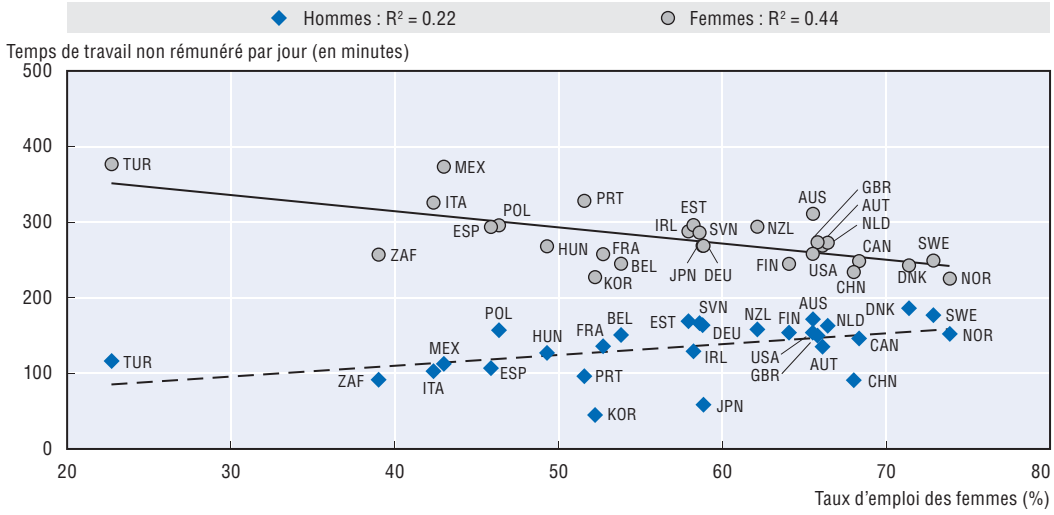
Note : Voir le graphique 1.1 pour les notes par pays.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur les enquêtes nationales sur l'emploi du temps (voir Miranda, 2011).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382463

La contribution plus importante des femmes au travail non rémunéré tient en partie à leur temps de travail plus court. Comme l'indique le graphique 1.7, l'écart hommes-femmes en termes de temps de travail total (travail rémunéré et non rémunéré, déplacements compris) est proche de zéro ou nul dans les pays où l'emploi des femmes est élevé. Le temps de travail plus long consacré par les femmes au ménage et à s'occuper des enfants est donc compensé par une diminution du temps de travail rémunéré. Ainsi, le travail rémunéré à temps partiel est très répandu chez les femmes en Australie, en Allemagne, au Japon, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, où plus de 40 % des femmes travaillent à temps partiel (OCDE, 2007). Dans les pays où le travail à temps partiel est peu répandu, notamment dans le sud de l'Europe, les

Graphique 1.6. **Le temps de travail non rémunéré des hommes augmente au fur et à mesure que celui des femmes diminue et que leur temps de travail rémunéré progresse**

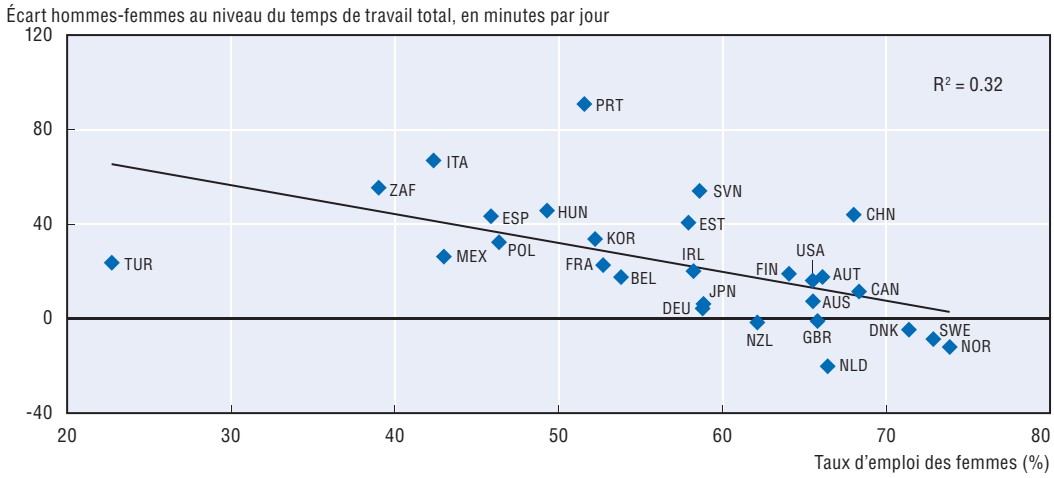


Note : Les taux d'emploi des femmes couvrent la tranche d'âge 15-64 ans et correspondent à l'année où a été réalisée l'enquête sur l'emploi du temps. Voir le graphique 1.1 pour les notes par pays.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur les enquêtes nationales sur l'emploi du temps (voir Miranda, 2011) et enquêtes de l'OCDE sur la population active (taux d'emploi des femmes).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382482

Graphique 1.7. **Dans les pays où le taux d'emploi des femmes est élevé, la répartition du temps de travail total entre hommes et femmes est plus équitable**



Note : Les taux d'emploi des femmes couvrent la tranche d'âge 15-64 ans et correspondent à l'année où a été réalisée l'enquête sur l'emploi du temps. Voir le graphique 1.1 pour les notes par pays.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur les enquêtes nationales sur l'emploi du temps (voir Miranda, 2011) et enquêtes de l'OCDE sur la population active (taux d'emploi des femmes).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382501

enfants constituent un facteur déterminant du retrait des femmes du marché du travail (Lewis *et al.*, 2008). C'est également dans ces pays que les femmes travaillent bien plus longtemps au total (graphique 1.7).

L'action publique, au moyen notamment de la réglementation du temps de travail, de la politique familiale et des initiatives menées en faveur de l'égalité hommes-femmes, peut exercer une influence sur le rôle des femmes dans le travail non rémunéré (Baker,

1997 ; Gornick et Meyers, 2003 ; Hook, 2006). Les services de garde d'enfants financés par l'État permettent d'alléger les mères de certaines de leurs responsabilités en matière de garde d'enfants et d'encourager leur travail rémunéré. Néanmoins, les dispositifs de congé parental long sont principalement utilisés par les femmes, ce qui renforce les inégalités hommes-femmes et nuit à la situation des femmes sur le marché du travail. Si le droit au congé paternité non transférable favorise une répartition plus équitable des congés parentaux entre hommes et femmes, jusqu'à présent, aucun effet à long terme n'a été observé sur la distribution des travaux domestiques (OCDE, 2011).

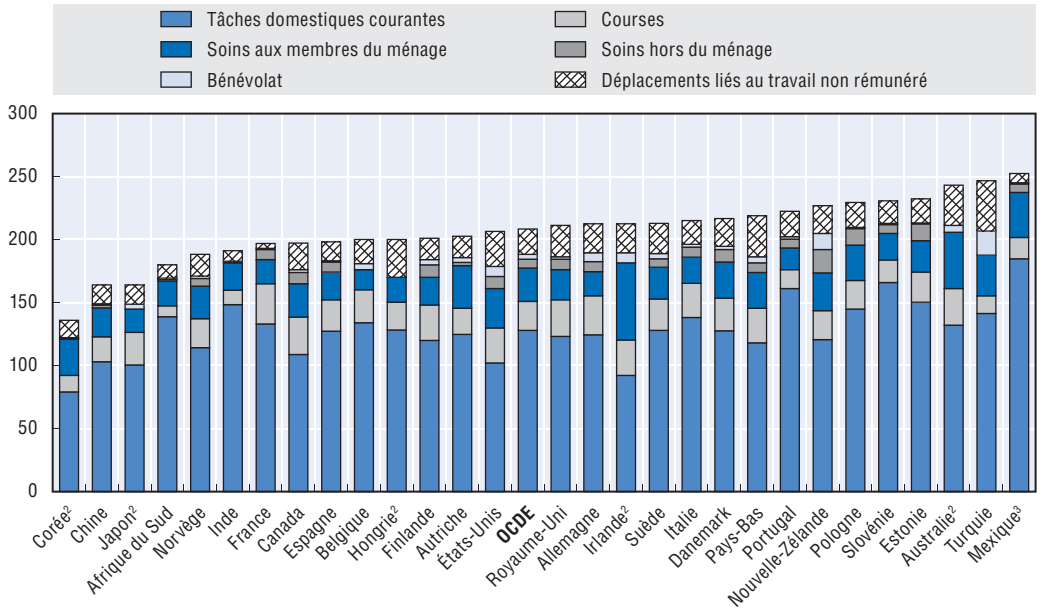
Types de travail non rémunéré

Tâches domestiques courantes

Le travail non rémunéré correspond en majorité aux tâches domestiques courantes : la cuisine, le ménage, le jardinage et l'entretien de la maison. Dans les 29 pays étudiés, on consacre en moyenne deux heures et huit minutes par jour aux travaux domestiques (graphique 1.8). La durée totale varie néanmoins fortement entre les pays, de même que la part des travaux domestiques courants dans le travail non rémunéré total. Par exemple, les Coréens consacrent 1.4 heure par jour aux tâches domestiques, mais celles-ci représentent 60 % du temps total alloué au travail non rémunéré. À l'inverse, les Australiens passent en

Graphique 1.8. **Les tâches domestiques courantes représentent la plus grande partie du travail non rémunéré**[1]

Minutes de travail non rémunéré par jour par catégorie d'activité



1. Voir graphique 1.1 pour les notes par pays.
2. Pour l'Australie, la Hongrie et l'Irlande, les soins prodigués aux membres du ménage ne peuvent être distingués des soins dispensés hors du ménage. Dans les enquêtes sur l'emploi du temps réalisées en Corée et au Japon, il n'y a pas de distinction entre les soins prodigués aux membres du ménage et les soins dispensés hors du ménage, la distinction étant établie entre les soins dispensés au sein de la famille et les soins aux autres. Tous les soins dispensés aux membres de la famille sont donc inclus dans la catégorie « soins aux membres du ménage », que les membres de la famille fassent partie du ménage ou non.
3. Pour le Mexique, le temps de déplacement ne peut être séparé de l'activité à laquelle il est rattaché, à l'exception de certains déplacements liés à la garde des enfants. Chacune des sous-catégories est donc légèrement surestimée.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur les enquêtes nationales sur l'emploi du temps (voir Miranda, 2011).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382520

moyenne plus de deux heures à effectuer des travaux domestiques courants mais ceux-ci ne représentent que la moitié de leur temps de travail non rémunéré total. Par rapport aux autres composantes du travail non rémunéré, on observe une variation moindre entre les pays au niveau des tâches domestiques courantes (coefficient de variation de 0.17).

Dans les principales catégories de travail non rémunéré, les tâches domestiques courantes sont généralement suivies par le fait de s'occuper des membres de la famille et les courses, qui représentent 26 et 23 minutes par jour respectivement en moyenne. L'importance relative de ces deux catégories varie en fonction des pays, même si les variations sont plus limitées pour les courses (coefficient de variation : 0.26) que pour les soins aux membres de la famille (coefficient de variation : 0.34). C'est au niveau du bénévolat que l'on observe les fluctuations les plus marquées entre les pays (coefficient de variation : 1.10), le temps consacré en moyenne au bénévolat chaque jour étant compris entre moins d'une minute en Inde et en Corée à 8 minutes en Irlande et aux États-Unis.

Garde des enfants

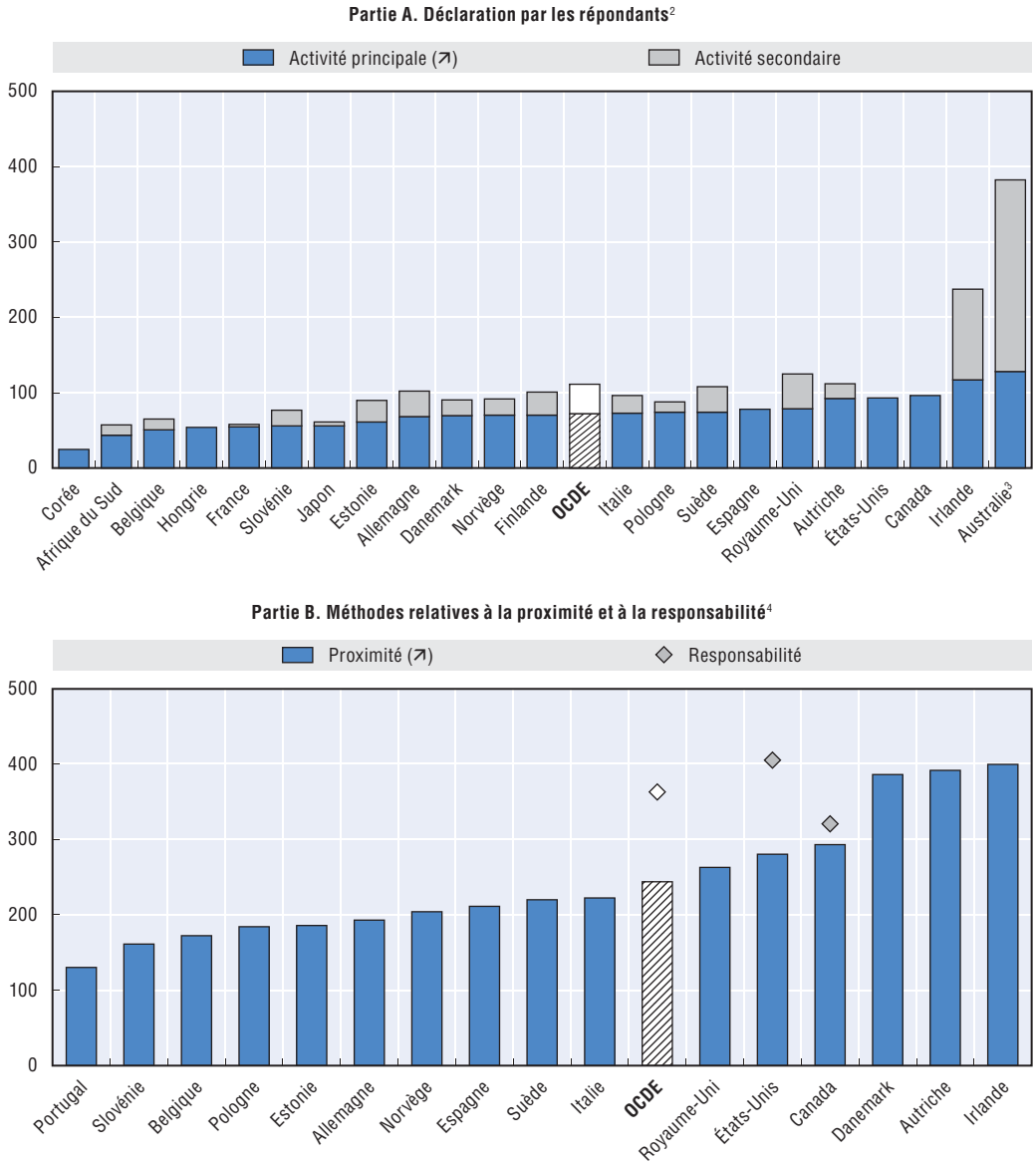
La garde des enfants est souvent conjuguée à d'autres activités, comme par exemple le fait de faire la cuisine pendant qu'un enfant joue dans la pièce d'à côté. Les enquêtes sur l'emploi du temps prennent en compte cette polyvalence en distinguant les activités « principales » (« que faisiez-vous ? ») des activités « secondaires » (« faisiez-vous autre chose en même temps ? »). Toutefois, cette méthode a ses limites dans le sens où les activités principales sont répertoriées minutieusement tandis que les activités secondaires sont généralement laissées de côté (voire totalement ignorées dans certains pays). Certaines enquêtes incitent les répondants à déclarer leurs activités secondaires en proposant des exemples clairs sur le formulaire. Néanmoins, tous les pays ne procèdent pas à cette distinction et la prise en compte des activités secondaires peut donc être variable à l'échelle internationale (Folbre et Yoon, 2007).

Plusieurs enquêtes tentent de tenir compte de la nature diffuse de la garde des enfants en posant des questions complémentaires. Ces questions sont définies soit en fonction du temps passé en compagnie d'un enfant (« avec qui étiez-vous ? ») soit du temps passé en ayant la responsabilité d'un enfant (« aviez-vous la charge d'un enfant ? » ou « vous occupiez-vous d'un enfant ? »). L'avantage de ces questions est qu'elles sont plus à même de prendre en compte les répondants qui, sinon, n'auraient pas déclaré leur responsabilité. Elles saisissent en outre mieux la garde passive, qui diffère de la garde active au sens où elle limite les autres activités plutôt que de constituer une activité en elle-même (Budig et Folbre, 2004). En revanche, les méthodes relatives à la proximité et à la responsabilité peuvent conduire à une surestimation lorsque plusieurs adultes se partagent la responsabilité de la garde de l'enfant.

Le graphique 1.9 présente les différentes méthodes permettant de mesurer la garde des enfants : la méthode de la déclaration par les répondants dans la partie A et les méthodes relatives à la proximité et à la responsabilité dans la partie B. Sur les 22 pays pour lesquels des données cohérentes sont disponibles[2], la garde d'enfants comme activité principale représente 1 heure et 12 minutes en moyenne dans l'emploi du temps quotidien des parents. Cette moyenne augmente à près de deux heures par jour si l'on inclut la garde d'enfants comme activité secondaire[3]. C'est en Corée, en Belgique et en Hongrie que le temps total consacré à la garde des enfants (en tant qu'activité principale) est le plus faible (moins d'une heure par jour), tandis qu'il est le plus élevé dans les pays anglophones. L'incidence de la prise en compte des activités secondaires est illustrée par les estimations très élevées de l'Australie en matière de garde d'enfants : le journal d'emploi du temps utilisé en Australie propose des exemples précis d'activités secondaires, qui incitent les

Graphique 1.9. **Garde active et garde passive des enfants**

Temps quotidien dédié à la garde des enfants (en minutes)[1]



1. Voir le graphique 1.1 et le graphique 1.8 pour des notes par pays supplémentaires.
2. La garde d'enfants déclarée par les répondants correspond au temps consacré à la garde des enfants déclaré par les répondants eux-mêmes dans leurs journaux d'emploi du temps, qu'il s'agisse d'une activité principale ou d'une activité secondaire. Les estimations font référence à la garde des enfants de moins de 18 ans, à l'exception de l'Australie et du Canada (moins de 15 ans).
3. Les estimations de l'Australie incluent aussi le temps passé à garder des enfants qui ne font pas partie du ménage. Néanmoins, l'impact sur les résultats n'est pas significatif puisque ce type de garde est peu fréquent. Par exemple, aux États-Unis, les parents consacrent 77 minutes par jour en moyenne à garder leurs propres enfants, contre deux minutes pour les enfants qui n'appartiennent pas à leur famille.
4. La méthode relative à la proximité mesure la garde passive en fonction du temps passé en présence d'un enfant. La méthode relative à la responsabilité mesure la garde passive en fonction du temps pendant lequel les répondants sont responsables de la garde d'un enfant. Malheureusement, l'âge limite utilisé dans ces deux méthodes varie sensiblement entre les pays : 10 ans dans la plupart des pays d'Europe – à l'exception du Danemark (18 ans), de l'Irlande (18 ans) et du Portugal (14 ans) – 15 ans au Canada et 13 ans aux États-Unis.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur les enquêtes nationales sur l'emploi du temps (voir Miranda, 2011).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382539

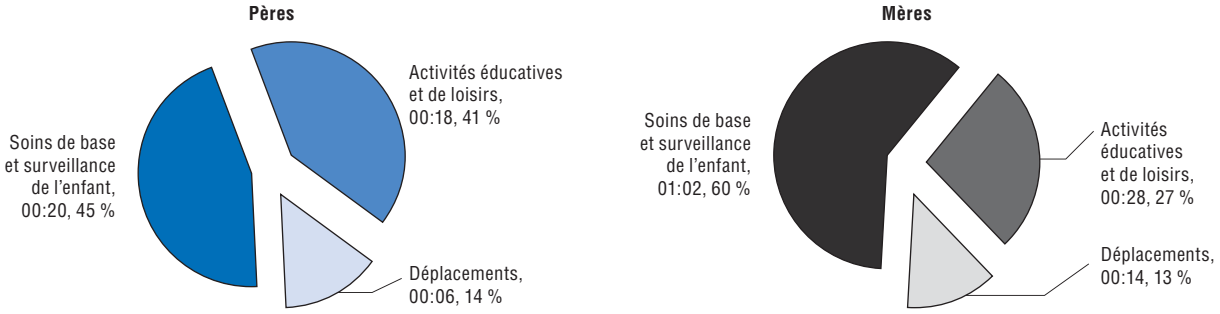
parents à déclarer le temps consacré à la garde passive. La surveillance des enfants est le type de garde passive le plus important en Australie, dans la mesure où il représente près de quatre heures par jour pour les parents des enfants de moins de 15 ans.

La partie B du graphique 1.9 compare deux mesures de garde *passive*. Dans les 16 pays qui incluent une question liée à la proximité dans leur questionnaire sur l'emploi du temps, les parents passent en moyenne quatre heures par jour en compagnie de leurs enfants. La méthode liée à la responsabilité (utilisée dans deux pays seulement) aboutit à des estimations encore plus élevées, qui atteignent 6.7 heures par jour aux États-Unis et 5.3 heures au Canada, même si l'écart avec la méthode relative à la proximité est minime au Canada. Le classement par pays en termes de garde passive est très similaire à celui de la garde active fourni dans la partie A, la Slovénie et la Belgique se situant dans le bas du classement contrairement à l'Autriche, au Danemark et à l'Irlande qui arrivent en tête.

Le temps total consacré à la garde des enfants diffère non seulement en fonction du sexe des parents mais aussi en fonction du type d'activité. Il existe une distinction entre : 1) les *soins de base*, qui visent à répondre aux besoins essentiels des enfants, comme le fait de les habiller, de les nourrir, de changer leurs couches, de les soigner et de les surveiller ; 2) les *activités éducatives et de loisirs*, notamment aider les enfants à faire leurs devoirs, leur lire des histoires et jouer avec eux ; et 3) les *déplacements* liés aux deux catégories précédentes, par exemple le fait de conduire un enfant à l'école, chez le médecin ou au sport. Le temps que les mères consacrent à la garde des enfants est essentiellement dédié aux soins de base et à la surveillance, qui représentent 60 % des activités des mères en termes de garde d'enfants (graphique 1.10). En revanche, les pères accordent proportionnellement plus de temps que les mères aux activités éducatives et de loisirs, à hauteur de 41 % du temps total alloué à la garde des enfants, contre 27 % pour les mères. Néanmoins, les mères consacrent deux fois plus de temps que les pères à la garde des enfants, et ce quels que soient le pays et les différentes sous-catégories. En moyenne dans les 22 pays pour lesquels des données sont disponibles, la garde des enfants occupe 42 minutes par jour pour les pères contre 1 heure et 40 minutes pour les mères.

Graphique 1.10. **Les femmes consacrent la plupart de leur temps aux soins de base, tandis que les hommes se consacrent essentiellement aux activités éducatives et de loisirs**

Temps alloué aux différents types d'activités en matière de garde des enfants



Note : Les graphiques sont constitués à partir des moyennes non pondérées dans les 21 pays pour lesquels des données sont disponibles. Les estimations couvrent les enfants de moins de 18 ans, à l'exception de l'Australie et du Canada (moins de 15 ans). Voir les graphiques 1.1 et 1.8 pour les notes par pays.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur les enquêtes nationales sur l'emploi du temps (voir Miranda, 2011).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382558

S'occuper des adultes

Le fait de s'occuper des adultes fait partie intégrante de la fonction d'assurance des familles et revêt une importance particulière dans l'environnement actuel, caractérisé par le vieillissement rapide des populations. Or les enquêtes sur l'emploi du temps accordent moins d'attention aux soins dispensés aux adultes qu'à la garde des enfants. De nombreux questionnaires ne contiennent même pas de catégorie réservée aux soins aux personnes âgées. En outre, les soins aux adultes ne sont pas sous-divisés en fonction de l'âge de la personne qui les reçoit, ce qui signifie qu'il est souvent impossible de faire la distinction entre les soins à un conjoint malade ou invalide et les soins prodigués à d'autres membres de la famille. Seule l'enquête coréenne propose différentes catégories pour les soins aux parents, aux conjoints et à d'autres membres de la famille. Les différences existantes en termes de définition et de présentation rendent donc très difficile toute comparaison des soins aux adultes entre différents pays.

Le tableau 1.1 répertorie le temps moyen passé à s'occuper des adultes dans les pays, en fonction des différentes classifications utilisées. Dans les dix premiers pays, les soins aux membres de la famille adultes sont séparés des soins aux enfants, ainsi que des soins aux personnes extérieures à la famille. Dans ces pays, le temps passé à s'occuper des adultes est compris entre 0.2 et 6 minutes par jour. Les résultats sont similaires au Japon et en Corée, où les chiffres englobent aussi les membres de la famille qui ne vivent pas dans le foyer. Dans les questionnaires de l'Australie et de l'Irlande, les soins aux adultes vivant dans le foyer ne peuvent être distingués des soins dispensés aux adultes non membres du foyer et le temps moyen passé à s'occuper des adultes est sensiblement plus important. S'agissant des douze pays qui composent les Enquêtes européennes harmonisées emploi du temps (Harmonised European Time Use Survey – HETUS), les soins aux adultes sont classés avec les activités liées à la tenue de la maison dans la catégorie « Autres travaux domestiques ». Dans la plupart des pays, le temps total consacré à ces activités est nettement plus élevé que dans les pays évoqués précédemment. Toutefois, en Pologne et en Slovénie, et dans une moindre mesure en Finlande, en France, en Italie et au Royaume-Uni, le total des minutes allouées aux autres travaux domestiques est très faible (une à quatre minutes par jour), ce qui laisse à penser qu'on passe très peu de temps à prendre soin des adultes. Enfin, les femmes consacrent en moyenne plus de temps que les hommes à s'occuper des adultes, quelle que soit la classification utilisée (à l'exception de l'Estonie). Néanmoins, l'écart est beaucoup plus faible que pour la garde des enfants.

Les femmes cuisinent, font le ménage et s'occupent des enfants pendant que les hommes font du bricolage

Le travail non rémunéré des hommes diffère de celui des femmes. Traditionnellement, les hommes se consacrent au bricolage (graphique 1.11). Ils passent aussi un peu plus de temps à jardiner, s'occuper des animaux et faire du bénévolat, même si leur taux de participation dans ces activités est équivalent à celui des femmes. Les tâches considérées traditionnellement comme incombant aux femmes (cuisine et ménage par exemple) restent réalisées en premier lieu par les femmes. Dans les pays concernés par les enquêtes, 82 % des femmes en moyenne préparent les repas, contre 44 % seulement des hommes. Le temps moyen passé à cuisiner par les femmes est quatre fois supérieur à celui des hommes (graphique 1.11, partie B).

Tableau 1.1. **Les différences dans la classification des soins aux adultes entre les pays compliquent les comparaisons**[1]

Minutes consacrées chaque jour à s'occuper des adultes (hors déplacements)

	Total (↗)	Hommes	Femmes
Soins aux membres adultes du foyer			
Pays-Bas	0.2	0.2	0.2
Afrique du Sud	0.6	0.2	1.0
Danemark	0.8	0.9	0.8
Autriche	1.2	0.5	1.8
Inde	1.3	0.6	2.1
États-Unis	1.9	1.5	2.4
Canada	2.0	1.0	3.0
Portugal	2.0	0.0	3.0
Turquie	3.4	3.3	3.6
Mexique	6.0	3.0	8.8
Soins aux membres adultes de la famille[2]			
Japon	2.9	1.0	5.0
Corée	4.0	2.0	5.0
Soins aux adultes[3]			
Irlande	8.0	3.1	13.0
Australie	9.0	7.0	11.0
Autres travaux domestiques[4]			
Pologne	1.0	1.0	2.0
Slovénie	2.0	2.0	3.0
Finlande	4.0	4.0	5.0
France	4.0	4.0	4.0
Italie	4.0	3.0	4.0
Royaume-Uni	4.0	4.0	4.0
Estonie	5.0	6.0	5.0
Belgique	8.0	7.0	9.0
Allemagne	9.0	7.0	11.0
Espagne	11.0	5.0	16.0
Suède	11.0	10.0	13.0
Norvège	12.0	11.0	13.0

1. Voir les graphiques 1.1 et 1.8 pour les notes par pays.
2. Les soins aux membres adultes de la famille englobent aussi les soins dispensés aux membres de la famille qui ne vivent pas dans le foyer.
3. Les soins aux adultes couvrent à la fois ceux qui vivent dans le foyer et ceux qui n'y vivent pas.
4. Les autres travaux domestiques comprennent la tenue de la maison et les soins aux adultes.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur les enquêtes nationales sur l'emploi du temps (voir Miranda, 2011).

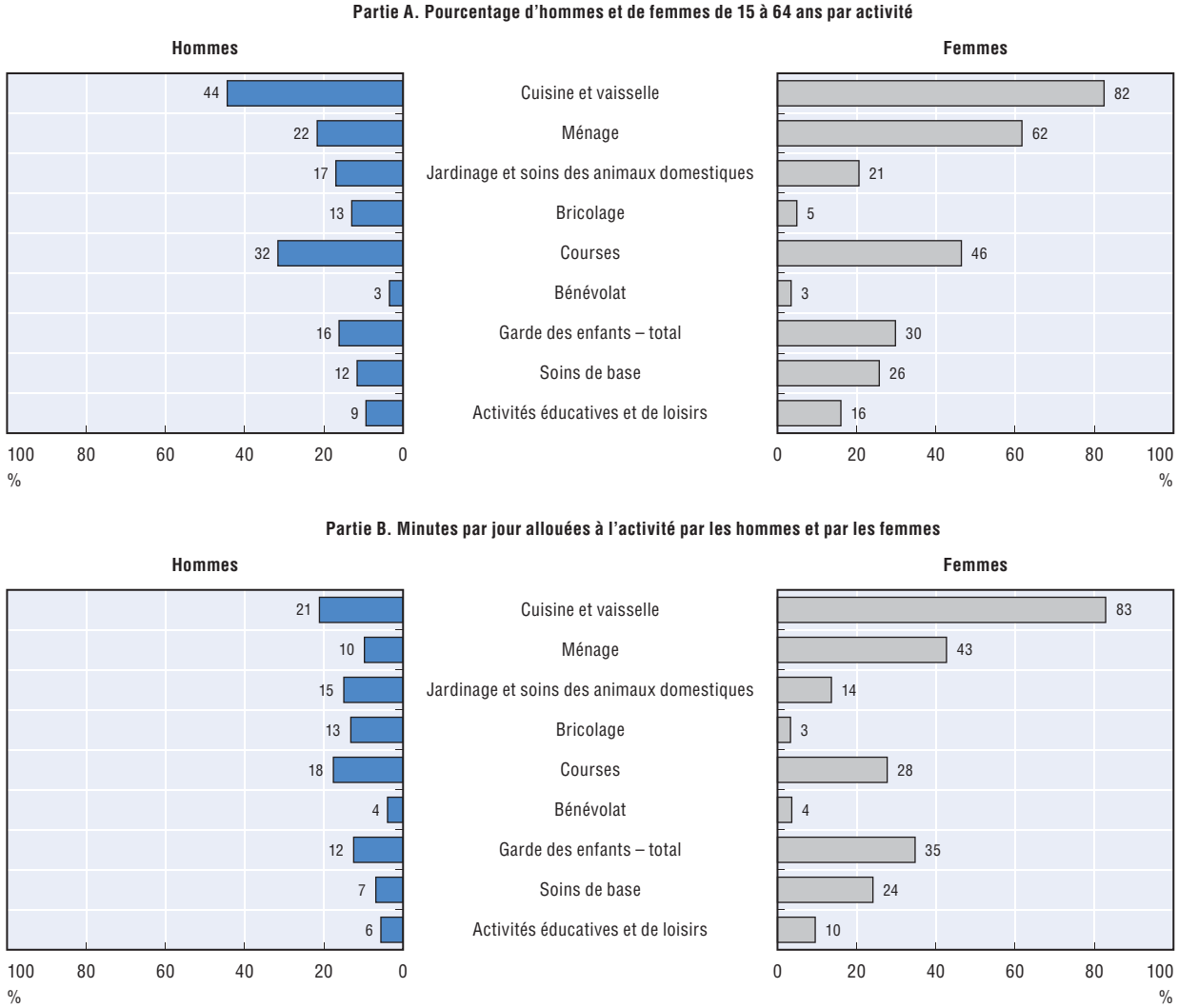
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932383109

Qui fait la cuisine et combien de temps ?

Les données présentées dans les parties précédentes fournissent un aperçu de l'emploi du temps moyen de *tous*. Or tout le monde n'est pas concerné par le travail non rémunéré. Il est donc intéressant d'analyser à la fois les taux de participation aux différents types de travail non rémunéré et le temps consacré à ces activités par ceux qui les réalisent. La présente section s'attache plus particulièrement à la cuisine, qui constitue le principal type de travail non rémunéré.

Dans les 28 pays pour lesquels des données sont disponibles, deux tiers environ de la population cuisine en moyenne. Toutefois, le taux de participation est compris entre 44 % en Irlande et en Inde et plus de 75 % dans les pays nordiques[4]. En fonction de la participation, ce classement est inversé en ce qui concerne le temps réel alloué à la cuisine

Graphique 1.11. **Les femmes cuisinent, font le ménage et s'occupent des enfants, tandis que les hommes font du bricolage**



Note : Voir les graphiques 1.1 et 1.8 pour les notes par pays. Les pourcentages correspondent à des moyennes non pondérées dans les 29 pays pour lesquels des données sont disponibles. Les statistiques présentées dans la partie B reflètent l'emploi du temps moyen pour *tous*, y compris pour ceux qui ne réalisent pas l'activité.

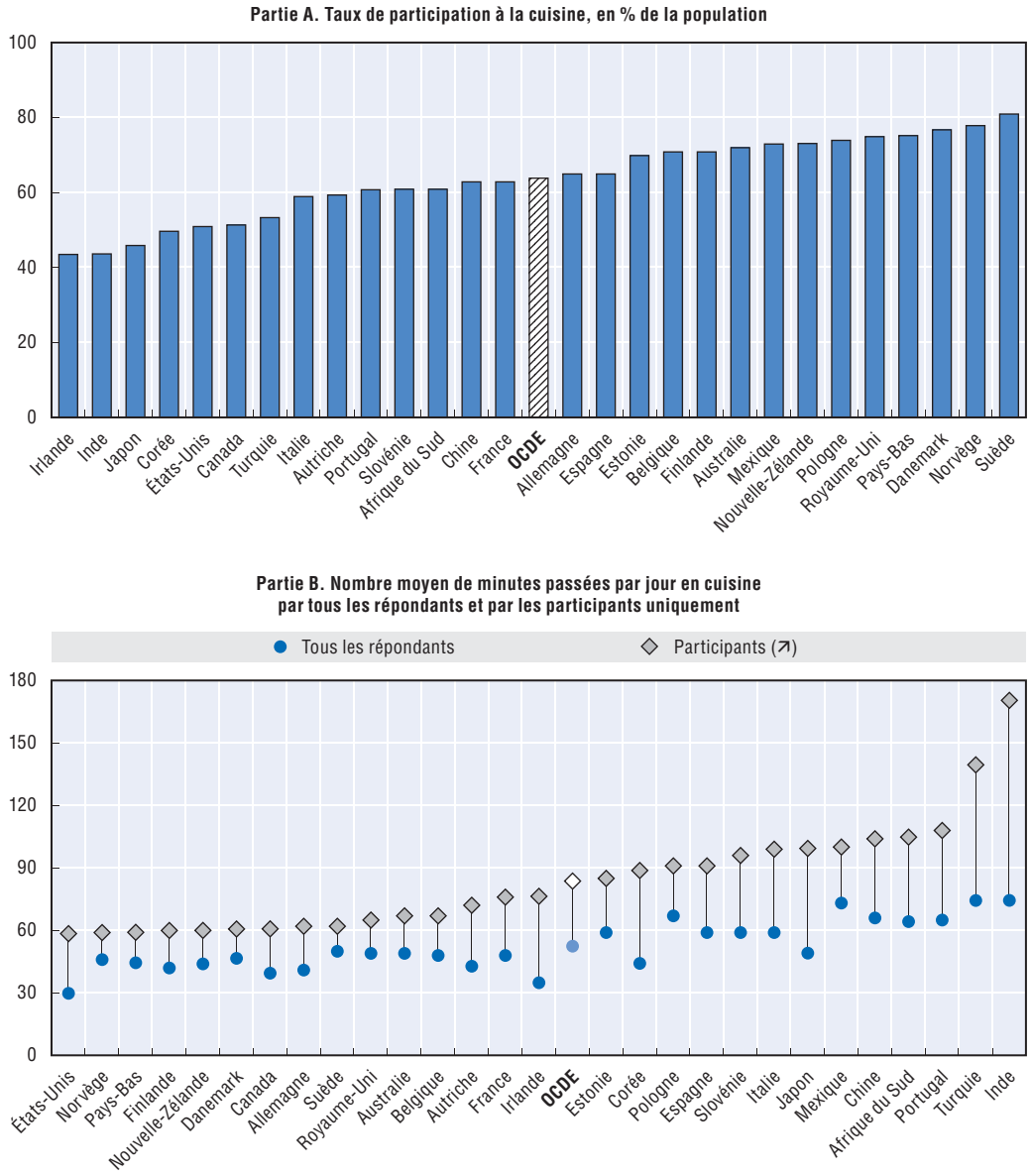
Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur les enquêtes nationales sur l'emploi du temps (voir Miranda, 2011).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382577

(graphique 1.12, partie B). Si moins de la moitié des adultes cuisinent en Inde, ceux qui le font y consacrent près de trois heures par jour. En revanche, en Norvège et au Danemark, la grande majorité de la population fait la cuisine mais y consacre à peine une heure.

Les États-Unis sont le seul pays où le taux de participation et le temps moyen passé en cuisine se situent en bas du classement. En d'autres termes, la population américaine attache en moyenne peu d'importance à la cuisine par rapport aux autres pays participant à l'enquête. Les États-Unis figurent également parmi les pays où l'on passe peu de temps à manger en tant qu'activité principale et leur taux d'obésité s'inscrit parmi les plus élevés de la zone OCDE (voir *Panorama de la société 2009*)[5].

Graphique 1.12. **Les Indiens sont moins nombreux à cuisiner mais ceux qui cuisinent y consacrent beaucoup de temps**



Note : Voir le graphique 1.1 pour des notes par pays.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur les enquêtes nationales sur l'emploi du temps (voir Miranda, 2011).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382596

Évaluer le travail non rémunéré

Il existe deux méthodes pour attribuer une valeur monétaire au travail non rémunéré. La méthode du *coût d'opportunité* valorise le travail effectué sur la base du salaire du membre du ménage concerné sur le marché, en s'appuyant sur l'hypothèse selon laquelle ce dernier subit un manque à gagner en raison du travail non rémunéré. Cette méthode peut toutefois aboutir à une surestimation dans la mesure où la plus grande partie de la production des ménages ne demande pas de compétences élevées. Par exemple, si l'on utilise le salaire d'un neurochirurgien pour évaluer le temps passé à promener le chien, on attribue un prix très élevé à une activité nécessitant peu de qualifications. Par ailleurs, une

partie de la production des ménages est réalisée par des individus qui ne perçoivent pas de salaire. Même si leur taux de rémunération peut être calculé en s'appuyant sur les taux salariaux des travailleurs qui présentent une formation et d'autres caractéristiques similaires, le fait que ces individus ne travaillent pas signifie qu'ils peuvent présenter certaines caractéristiques les empêchant de percevoir ce salaire. La deuxième méthode, celle du *coût de remplacement*, estime le coût représenté par l'embauche d'un travailleur pour réaliser l'activité. L'utilisation d'un salaire de spécialiste pour chaque tâche domestique – par exemple celui d'un plombier pour réparer une fuite d'eau – conduit à surestimer la contribution dans la mesure où les spécialistes travaillent plus efficacement et plus rapidement. L'approche salariale généraliste consiste à appliquer le taux salarial d'un domestique ou d'un homme à tout faire pour évaluer le temps consacré à toutes les activités domestiques non rémunérées.

Le présent chapitre s'appuie à la fois sur la méthode du coût d'opportunité et sur celle du coût de remplacement. Dans la première, le salaire horaire moyen d'un pays est utilisé pour évaluer le travail domestique non rémunéré, tandis que la seconde a recours au coût salarial horaire moyen pour évaluer les activités informelles. Dans les deux ca s, on déduit des estimations des salaires horaires les impôts et les cotisations sociales et seules les activités principales sont prises en compte[6].

Le graphique 1.13 présente la valeur du travail consacré par les ménages à la production de services non marchands en pourcentage du PIB dans les 25 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles. La contribution du travail non rémunéré varie fortement entre les pays. Selon la méthode du coût de remplacement, la valeur du travail non rémunéré est comprise entre 19 % du PIB en Corée et 53 % du PIB au Portugal. Les estimations hautes sont fournies par la méthode du coût d'opportunité. Les moyennes nationales simples des deux méthodes laissent à penser qu'entre un tiers et la moitié de toute l'activité économique de la zone OCDE n'est pas prise en compte dans le système de comptabilité nationale. Or, étant donné que les populations importantes âgées de moins de 15 ans et de plus de 64 ans effectuent également du travail non rémunéré, il s'agit de sous-estimations.

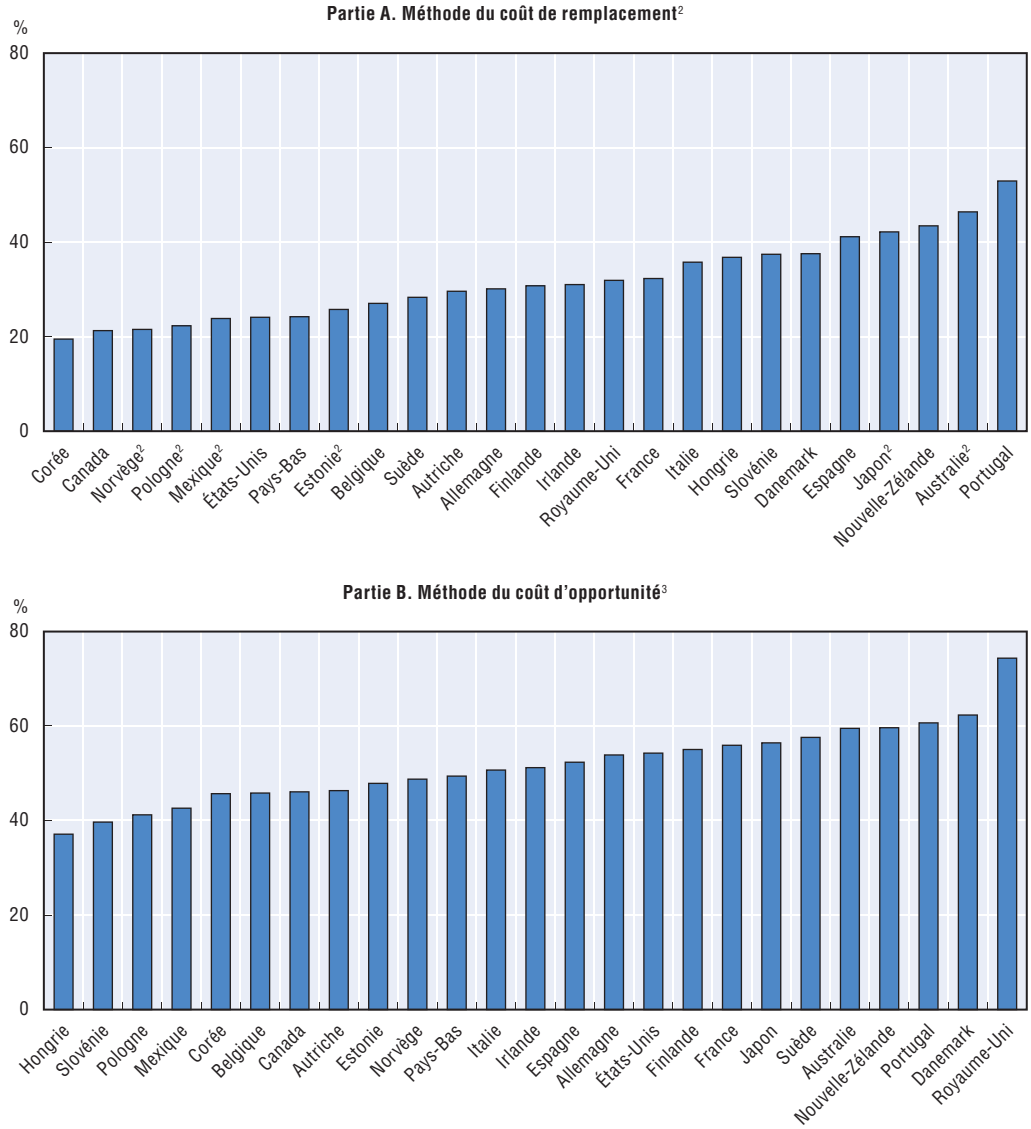
Conclusion

Le travail non rémunéré est très important. Comme nous l'avons montré dans ce chapitre, le travail non rémunéré – principalement dominé par la cuisine, le ménage et le fait de s'occuper des enfants – contribue de manière déterminante au bien-être de toute société, quoiqu'à des degrés différents entre les pays et entre les hommes et les femmes. La contribution du travail non rémunéré au bien-être tient à la fois à la consommation courante (ménage par exemple) et à l'amélioration du bien-être futur (investissements des parents dans l'éducation des enfants). Dans tous les pays, la part des femmes dans le travail non rémunéré est supérieure à celle des hommes, ce qui est contrebalancé dans une certaine mesure par le fait qu'elles occupent une place moins importante dans le travail rémunéré, dans des proportions variables selon les pays.

Le présent chapitre ne traite pas directement de la question de savoir si la croissance du PIB générée par l'augmentation du taux d'activité des femmes est une conséquence de la marchandisation du travail non rémunéré plutôt que de la hausse de la productivité. Toutefois, les données transversales par pays laissent à penser que ce facteur intervient. Il est probable que cet arbitrage varie en fonction des pays étudiés ici. C'est pour répondre à ce type de questions que la collecte régulière de données sur l'emploi du temps peut s'avérer très précieuse. De la même manière, le présent chapitre ne traite pas du rôle du travail non rémunéré dans les inégalités relatives ni dans l'évolution des inégalités. Ce

Graphique 1.13. **Le travail non rémunéré représente un tiers du PIB dans les pays membres de l'OCDE**[1]

Mesuré en pourcentage du PIB



1. Les chiffres s'appuient sur les estimations de l'emploi du temps de la population âgée de 15 à 64 ans sur la période 1998-2009 et ne tiennent compte que des activités principales. Voir le graphique 1.1 pour les notes par pays.
2. Le travail domestique non rémunéré est évalué à l'aide du coût salarial horaire moyen du pays pour les activités informelles. Dans plusieurs pays, cette information n'est pas disponible. Dans ce cas, les coûts salariaux suivants sont utilisés : coûts salariaux des activités formelles après ajustement pour tenir compte des impôts et des cotisations de sécurité sociale (Australie et japon) ; 50 % du salaire net moyen pour l'ensemble de l'économie (Estonie, Mexique et Pologne) ; salaire horaire moyen d'un travailleur du secteur de l'accueil et de la garde des jeunes enfants après déduction des impôts et des cotisations sociales (Norvège).
3. Le travail domestique non rémunéré est évalué à partir du salaire horaire moyen dans le pays.

Source : Estimations du Secrétariat de l'OCDE fondées sur les enquêtes nationales sur l'emploi du temps (voir Ahmad et Koh, 2011).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382615

thème pourrait être abordé dans le cadre d'un nouveau programme de travail de l'OCDE, au fur et à mesure que de nouvelles enquêtes sur l'emploi du temps seront disponibles pour de nombreux pays au cours des prochaines années.

Notes

1. Ce chapitre spécial fait la synthèse d'un document de travail plus long préparé par Miranda (2011), qui peut être consulté pour plus d'informations, notamment sur les questions d'ordre technique.
2. Aucune donnée n'est disponible sur les activités parentales liées à la garde des enfants en Chine, en Inde, au Mexique, aux Pays-Bas, en Nouvelle-Zélande et en Turquie. Au Portugal, seules des informations sur la mesure relative à la proximité sont disponibles en matière de garde des enfants.
3. Les enquêtes sur l'emploi du temps au Canada, en Hongrie et aux États-Unis ne tiennent pas compte des activités secondaires. En Espagne, les estimations relatives à la garde des enfants en tant qu'activité secondaire ne sont pas disponibles.
4. Les taux de participation aux activités liées à la cuisine ne sont pas disponibles en Hongrie.
5. À l'échelon international, la relation est moins claire. Le coefficient de corrélation pour le temps consacré à la cuisine et aux repas s'établit à –0.05 pour tous les répondants.
6. Pour de plus amples informations sur la méthodologie et les sources des données, veuillez vous reporter au *Document de travail de la direction des statistiques de l'OCDE*, à paraître, intitulé « Incorporating Household Production into International Comparisons of Material Well-Being » (Ahmad et Koh, 2011).

Bibliographie

Abraham, K. et C. Mackie (2005), *Beyond the Market: Designing Nonmarket Accounts for the United States*, National Academies Press, Washington DC.

Ahmad, N. et S. Koh (2011), « Incorporating Household Production into International Comparisons of Material Well-Being », *Document de travail de la direction des statistiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Baker, M. (1997), « Parental Benefit Policies and the Gendered Division of Labour », *Social Service Review*, vol. 71, n° 1, pp. 52-71.

Becker, G. (1965), « A Theory of the Allocation of Time », *Economic Journal*, vol. 75, n° 299, pp. 493-517.

Budig, M. et N. Folbre (2004), « Activity, Proximity or Responsibility? Measuring Parental Childcare Time », dans N. Folbre et M. Bittman (eds.), *Family Time, the Social Organization of Care*, Routledge, New York.

Ehrenreich, B. et A. Russell Hochschild (2003), *Global Woman: Nannies, Maids, and Sex Workers in the New Economy*, Metropolitan Books, New York.

Folbre, N. (2009), « Inequality and Time Use in the Household », dans W. Salverda, B. Nolan et T. Smeeding (eds.), *Oxford Handbook of Economic Inequality*, Oxford University Press.

Folbre, N. et J. Yoon (2007), « What is Child Care? Lessons from Time-Use Surveys of Major English-Speaking Countries », *Review of Economics of the Household*, vol. 5, n° 3, pp. 223-248.

Frazis, H. et J. Stewart (2010), « How Does Household Production Affect Measured Income Inequality? », *Journal of Population Economics*, à paraître.

Freeman, R. et R. Schettkat (2005), « Marketization of Household Production and the EU-US Gap in Work », *Economic Policy*, vol. 41, pp. 6-50, janvier.

Hill, T. (1979), « Do-It-Yourself and GDP », *Review of Income and Wealth*, vol. 25, n° 1, pp. 31-39.

Hook, J. (2006), « Care in Context: Men's Unpaid Work in 20 Countries, 1965-2003 », *American Sociological Review*, vol. 71, n° 4, pp. 639-660.

Ironmonger, D. (1996), « Counting Outputs, Capital Inputs and Caring Labor: Estimating Gross Household Product », *Feminist Economics*, vol. 2, n° 3, pp. 37-64.

Ironmonger, D. (2001), « Household Production », dans N. Smelser et B. Baltes (eds.), *International Encyclopedia of the Social and Behavioral Sciences*, Elsevier Science, pp. 6934-6939.

Jaumotte, F. (2003), « Female Labour Force Participation: Past Trends and Main Determinants in OECD Countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 376, Éditions OCDE, Paris, 12 décembre.

Lewis, J., M. Campbell et C. Huerta (2008), « Patterns of Paid and Unpaid Work in Western Europe: Gender, Comodification, Preferences and the Implications for Policy », *Journal of European Social Policy*, vol. 18, n° 21, pp. 21-37.

Miranda, V. (2011), « Cooking, Caring and Volunteering: Unpaid Work around the World », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, n° 116, Éditions OCDE, Paris, *www.oecd.org/els/workingpapers*.

OCDE (2007), *Bébés et employeurs : Comment réconcilier travail et vie de famille – Synthèse des résultats dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2011), *Assurer le bien-être des familles*, Éditions OCDE, Paris

Stiglitz, J., A. Sen et J.P. Fitoussi (2007), *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, *www.stiglitz-sen-fitoussi.fr*.

Weinrobe, M. (2005), « Household Production and National Production: An Improvement of the Record », *Review of Income and Wealth*, vol. 20, n° 1, pp. 89-102.

© OCDE 2011

Chapitre 2

Interpréter les indicateurs sociaux de l'OCDE

L'objectif de *Panorama de la société*

Panorama de la société 2011 offre une vue d'ensemble des résultats sociaux et des réponses de la société dans la zone OCDE. Il s'emploie à apporter des éléments de réponse à deux questions :

- Par rapport à leurs performances passées et aux résultats des autres pays de l'OCDE, quels progrès ont accompli les différents pays sur le plan du développement social ?
- Dans quelle mesure les actions engagées par la société pour promouvoir le développement social ont-elles été efficaces ?

Pour évaluer le progrès social, il convient d'utiliser des indicateurs couvrant un large éventail de situations sociales, qui puissent être comparés entre pays et dans le temps (bien-être matériel, éducation, santé et relations sociales par exemple).

Les sociétés cherchent à influer sur la situation sociale, généralement par le biais de l'action publique. Il reste à savoir si ces mesures atteignent effectivement leurs objectifs. Dans un premier temps, il s'agira de comparer les ressources engagées par les différents pays pour influer sur les résultats, puis de mettre en regard les ressources et les résultats sociaux obtenus. Dans un second temps et dans une optique souvent plus informative, il conviendra de comparer *l'évolution* des ressources et *l'évolution* des résultats sociaux, afin d'exclure les facteurs nationaux permanents susceptibles d'influer sur les ressources et sur les résultats observés à une date donnée.

La structure des indicateurs sociaux de l'OCDE

La structure adoptée ici s'appuie sur l'expérience acquise dans le domaine de l'évaluation des politiques et des résultats dans différents secteurs. S'il ne s'agit pas d'un cadre de statistiques sociales au plein sens du terme, c'est plus qu'une simple liste d'indicateurs. Elle s'inspire plus particulièrement des travaux de l'OCDE sur les indicateurs environnementaux, qui s'articulent selon ce que l'on appelle le modèle « pression-état-réponse » (PSR)[1]. Selon ce modèle, les activités humaines exercent sur l'environnement des *pressions* qui modifient les ressources naturelles et les conditions ambiantes (*état*) et qui incitent la société à répondre à ces changements par des politiques diverses (*réponses de la société*). En mettant en évidence ces liens séquentiels, le modèle PSR aide les décideurs et le public en général à prendre conscience de relations d'interdépendance qui sont souvent négligées.

Une approche similaire est retenue ici pour les indicateurs sociaux, qui sont regroupés selon deux dimensions. La première concerne la *nature* de ces indicateurs, classés en trois catégories :

- ***Le contexte social*** recouvre des variables qui, en règle générale, ne sont pas directement visées par l'action publique mais qui n'en sont pas moins essentielles pour appréhender le contexte dans lequel s'élabore la politique sociale. Par exemple, la proportion de personnes âgées dans la population d'âge actif ne constitue pas la cible directe de l'action des pouvoirs publics, mais cette variable donne une information utile sur le paysage social dans lequel sont mises en œuvre les politiques relatives à la santé, à la

retraite ou à la fiscalité en réponse à une situation donnée. Contrairement à d'autres, dans la plupart des cas et des pays, les indicateurs du contexte social ne peuvent pas s'interpréter clairement comme « bons » ou « mauvais ».

- ***Les indicateurs d'état de la société*** décrivent les situations sociales sur lesquelles les politiques s'efforcent d'agir. Ces indicateurs reflètent la situation générale de la population. En principe, ils doivent pouvoir être interprétés facilement et sans ambiguïté – c'est le cas du taux de pauvreté, par exemple, que tous les pays préfèrent bas plutôt qu'élevé.
- ***Les indicateurs de réponses de la société*** livrent des informations sur les réponses de la société destinées à influer sur l'état de la société. Ils rendent comptent des dispositifs d'action publique, mais aussi des activités des organisations non gouvernementales, des familles et de la société civile au sens large. La comparaison des indicateurs de réponses de la société et des indicateurs d'état de la société fournit une première indication de l'efficacité des politiques.

Bien que les indicateurs sociaux soient répartis entre ces trois groupes, il n'est pas toujours aisé de faire la distinction entre le contexte social et l'état de la société. Par exemple, l'augmentation du taux de fécondité peut faire partie des objectifs de l'action publique dans certains pays, mais s'inscrire simplement dans le cadre de la politique sociale générale dans d'autres. De la même manière, le mariage peut entrer dans le cadre des objectifs politiques de certains pays tout en étant totalement à l'écart des préoccupations publiques dans d'autres.

L'une des limites importantes des indicateurs de contexte social, d'état de la société et de réponses de la société découle du fait que, dans ce rapport, ces indicateurs sont présentés au niveau national. Pour les pays membres caractérisés par un degré de fédéralisme important, tels que l'Australie, le Canada, l'Allemagne et les États-Unis, ces indicateurs ne sont pas toujours révélateurs de la situation des régions constitutives de la fédération, qui peuvent se distinguer par des contextes, des résultats et des réponses différents. Il convient de ne pas perdre cette limite de vue en examinant les indicateurs présentés dans la suite du document.

La seconde dimension selon laquelle l'OCDE regroupe les indicateurs sociaux correspond aux grands domaines de la politique sociale. Les indicateurs d'*état de la société* et de *réponses de la société* sont classés suivant quatre grands *objectifs* de la politique sociale :

- ***L'autonomie*** est l'un des objectifs fondamentaux de la politique sociale. L'autonomie des individus est encouragée par des mesures visant à leur permettre de participer activement à la vie économique et sociale, ainsi que d'accomplir sans aide extérieure les actes de la vie courante.
- ***L'équité*** figure également au nombre des principaux objectifs de la politique sociale. L'équité des résultats se mesure essentiellement en termes d'accès aux ressources.
- ***L'état de santé*** est un objectif essentiel des systèmes de soins de santé. Cependant, l'amélioration de l'état de santé nécessite d'adopter un point de vue plus large pour y inclure les déterminants sociaux de la santé, afin de faire de la santé un objectif central de toute politique sociale.
- ***La cohésion sociale*** est souvent désignée comme un objectif prioritaire des politiques sociales des pays. Si les avis divergent beaucoup quant à sa définition précise, une série de symptômes peuvent indiquer un *déficit* de cohésion sociale. La cohésion sociale se manifeste aussi, de façon cette fois positive, dans la participation des individus à la vie collective ou dans le degré de confiance qu'ils accordent à autrui.

Choix et description des indicateurs

Les pratiques des pays de l'OCDE en matière de collecte et de publication des indicateurs sociaux sont très variables. La sélection des indicateurs utilisés dans le présent rapport a été guidée par les questions suivantes :

- Quel est le degré de comparabilité des indicateurs des différents pays ? Ce rapport s'attache à présenter les informations offrant la meilleure comparabilité possible dans chacun des domaines couverts. Cependant, les indicateurs retenus ne se limitent pas à ceux pour lesquels la comparabilité est « absolue ». En tout état de cause, le lecteur est informé de la nature des données utilisées et des éventuelles limites de comparabilité.
- Quel est le nombre de pays minimum pour lesquels les données doivent être disponibles ? En règle générale, cet ouvrage ne présente que les indicateurs disponibles pour au moins deux tiers des pays de l'OCDE.
- Quels critères de décomposition faut-il utiliser au niveau des pays ? Il est souvent possible de décomposer les indicateurs sociaux au niveau national selon différents paramètres tels que l'âge, le sexe ou la structure familiale. Le pragmatisme est ici de rigueur : les critères de décomposition des données varient selon l'indicateur considéré et sont déterminés en fonction des disponibilités.

Les chapitres 4 à 8 décrivent les principales données disponibles. Certains de ces indicateurs sont régulièrement publiés dans d'autres ouvrages de l'OCDE (*Base de données sur les dépenses sociales*, et *Éco-Santé OCDE* par exemple). D'autres sont recueillis en fonction des besoins. Et d'autres encore impliquent de transformer des indicateurs existants.

Dans le présent rapport, le code associé à chaque indicateur (par exemple, GE1) est utilisé pour situer celui-ci par rapport à un domaine d'action spécifique (ces codes étant énumérés dans les tableaux ci-après), tandis que la numérotation des indicateurs vise à faciliter les renvois. Les noms et les codes des indicateurs utilisés ici peuvent différer de ceux qui figuraient dans les versions précédentes du *Panorama de la société*, mais on a veillé à assurer la continuité des domaines couverts.

Indicateurs de contexte social général (GE)

En comparant les indicateurs d'état et de réponses de la société, le lecteur peut être facilement tenté de conclure qu'un pays obtient de mauvais résultats, ou consacre beaucoup d'argent à un objectif d'action spécifique, par rapport à d'autres pays. Mais il importe de replacer ce genre de constat dans un contexte plus général. Par exemple, le revenu national varie beaucoup selon les pays de l'OCDE. Dans l'hypothèse où il existe un lien entre le revenu et la santé, on pourrait s'attendre à ce que l'état de santé de la population soit meilleur dans les pays riches que dans les pays pauvres, indépendamment des réponses mises en place par la société. Si la demande de services de santé augmente en même temps que le revenu (ce qui semble être le cas), on peut s'attendre à ce que les dépenses de santé des pays riches (en pourcentage du revenu national) soient supérieures à celles des pays pauvres. Cela ne signifie pas que les indicateurs de l'état de santé et des dépenses de santé sont trompeurs, mais qu'il faut garder à l'esprit le contexte général dans lequel s'inscrivent les données lorsqu'on analyse les implications pour les politiques.

Les indicateurs de contexte social général (GE), comme le taux de fécondité, l'immigration, la famille et le soutien économique aux personnes âgées, sont utiles pour interpréter les autres indicateurs présentés dans cet ouvrage. Ainsi, le revenu des ménages est un indicateur de résultat social au sens où il reflète le bien-être matériel des membres du ménage, mais il constitue aussi une variable contextuelle.

Tableau 2.1. **Liste des indicateurs de contexte social général (GE)**

GE1.	Revenu des ménages
GE2.	Fécondité
GE3.	Migrations
GE4.	Familles
GE5.	Ratio de soutien démographique

Autonomie (SS)

Pour beaucoup, l'emploi rémunéré (SS1) est garant des revenus, de l'identité et des relations sociales. En outre, les systèmes de sécurité sociale sont financés par les cotisations des actifs qui exercent un emploi. C'est pourquoi le développement de l'emploi rémunéré est une priorité pour tous les pays de l'OCDE. Le chômage (SS2) implique qu'une personne ne sera pas forcément en mesure de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. Les résultats scolaires (SS3) reflètent une dimension importante du capital humain accumulé à la fin de la scolarité obligatoire dans la plupart des pays. De bons résultats scolaires offrent la promesse d'une autonomie plus durable à l'âge adulte, notamment en exerçant un emploi rémunéré. Le nombre d'années pendant lesquelles on perçoit une pension correspond à une réponse de la société, déterminée par l'âge d'ouverture des droits à la pension, aux problématiques relatives à l'autonomie des personnes âgées (SS4). Les dépenses d'éducation publiques et privées (SS5) représentent une réponse déterminante de la société afin de donner aux individus les moyens d'être autonomes.

Le tableau 2.2 présente les indicateurs d'état de la société et de réponses de la société qui permettent de déterminer si les pays de l'OCDE sont parvenus à atteindre les objectifs fixés pour garantir l'autonomie des individus et de leurs familles.

Tableau 2.2. **Liste des indicateurs liés à l'autonomie (SS)**

État de la société	Réponses de la société
SS1. Emploi	SS4. Nombre potentiel d'années à la retraite
SS2. Chômage	SS5. Dépenses d'éducation
SS3. Performances scolaires	
EQ1. Inégalités de revenus	*EQ4. Capacité à sortir des minima sociaux*
EQ2. Pauvreté	*EQ5. Dépenses sociales publiques*
EQ3. Difficultés liées au revenu	

Note : Les indicateurs en italique, présentés dans une autre sous-section, sont également pertinents pour évaluer l'autonomie.

Équité (EQ)

Le concept d'équité peut être abordé selon différents angles, notamment en termes d'accès aux services sociaux, de débouchés économiques et de résultats effectifs. Les opinions sur ce que doit être exactement une répartition équitable des ressources ou sur ce qui détermine une juste répartition des chances varient fortement. En outre, comme il est difficile d'obtenir des informations sur toutes les dimensions de l'équité, les indicateurs d'équité relevant de la catégorie *d'état de la société* portent uniquement sur les inégalités en matière de ressources financières.

L'examen des inégalités de revenus (EQ1) constitue un point de départ logique pour évaluer l'équité à l'échelle de la société entière. En général, cependant, l'attention des pouvoirs publics porte plus spécialement sur la frange de la population située au bas de

l'échelle des revenus, ce qui justifie la présence, parmi les indicateurs sélectionnés, de mesures de la pauvreté (EQ2). La capacité des individus à s'en sortir avec leur revenu actuel (EQ3) représente une autre mesure de l'équité, qui inclut un indicateur subjectif individuel important et permet ainsi de compléter les indicateurs EQ1 et EQ2, plus objectifs. La facilité avec laquelle les individus qui perçoivent les minima sociaux peuvent augmenter leurs revenus représente également un facteur déterminant pour évaluer le contexte de l'action publique s'agissant de la mobilité au bas de l'échelle des revenus (EQ4). Les systèmes de protection sociale occupent une place de choix dans la panoplie d'instruments mis en œuvre par les pouvoir publics pour répondre à ces problèmes d'équité. Tous les pays de l'OCDE ont institué des systèmes de protection sociale qui assurent, à des degrés divers, une redistribution des ressources au sein de la société et préservent les individus contre un certain nombre de risques. L'ensemble de ces interventions est synthétisé dans l'indicateur des dépenses sociales publiques (EQ5). Il existe un lien évident entre les indicateurs de l'équité et les indicateurs liés à l'autonomie. Considérés ensemble, ils renseignent sur la façon dont les systèmes de protection sociale nationaux parviennent à offrir un niveau adéquat de prestations tout en garantissant la viabilité du système et en encourageant l'autonomie des individus.

Tableau 2.3. **Liste des indicateurs liés à l'équité (EQ)**

État de la société	Réponses de la société
EQ1. Inégalités de revenus	EQ4. Capacité à sortir des minima sociaux
EQ2. Pauvreté	EQ5. Dépenses sociales publiques
EQ3. Difficultés liées au revenu	
SS1. Emploi	*HE5. Dépenses de santé*
SS2. Chômage	
SS3. Performances scolaires	

Note : Les indicateurs en italique, présentés dans une autre sous-section, sont également pertinents pour évaluer les résultats en matière d'équité.

Santé (HE)

Il existe des liens étroits entre la situation sociale et l'état de santé. En effet, l'amélioration du niveau d'instruction, conjuguée aux mesures de santé publique, à une meilleure accessibilité des soins et aux progrès constants des technologies médicales, ont contribué à une amélioration marquée de l'état de santé, mesurée par l'espérance de vie (HEA). L'augmentation de l'espérance de vie reflète, dans une large mesure, le recul de la mortalité infantile (HE2). L'accent est souvent mis sur la santé physique, les indicateurs psychologiques plus subjectifs, comme les expériences positives et négatives (HE3), étant souvent laissés de côté[2]. Ceci est en partie imputable à des problèmes de mesures et de données. Néanmoins, la santé psychologique est cruciale pour le bien-être global. Le fait de bénéficier d'une qualité satisfaisante de l'air et de l'eau (environnement local) fait partie intégrante d'un mode de vie sain (HE4), même s'il est souvent ignoré. Les dépenses de santé (HE5) représentent une composante plus générale, et essentielle, de la réponse des systèmes de soins aux préoccupations liées à l'état de santé. Cela étant, les problèmes de santé découlent parfois d'un ensemble de facteurs sociaux interdépendants – chômage, pauvreté et mauvaises conditions de logement – qui ne relèvent pas de la politique de santé. En outre, plus que du niveau de dépenses en soi, l'efficacité des interventions en matière de santé dépend souvent d'autres caractéristiques du système de santé, telles qu'une insuffisance de couverture de l'assurance médicale ou l'imposition d'un ticket

modérateur, qui peuvent freiner la demande de soins. Pour un éventail plus large d'indicateurs liés à l'état de santé et aux interventions en matière de santé, consulter *Éco-Santé OCDE* et sa publication biennale complémentaire, *Panorama de la santé*.

Tableau 2.4. **Liste des indicateurs liés à la santé (HE)**

État de la société	Réponses de la société
HE1. Espérance de vie	HE5. Dépenses de santé
HE2. Mortalité infantile	
HE3. Expériences positives et négatives	
HE4. Qualité de l'air et de l'eau	
	EQ5. Dépenses sociales publiques

Note : Les indicateurs en italique, présentés dans une autre sous-section, sont également pertinents pour évaluer les résultats en matière de santé.

Cohésion sociale (CO)

Dans de nombreux pays de l'OCDE, la promotion de la cohésion sociale est un objectif fondamental de la politique sociale. Cela étant, il n'existe pas de définition communément admise de la cohésion sociale, ce qui rend d'autant plus difficile l'identification d'indicateurs appropriés. Dans l'édition 2011 de *Panorama de la société*, des efforts importants ont été consentis pour sélectionner de meilleurs indicateurs de la cohésion sociale.

Une mesure générale de la confiance envers autrui (CO1) permet d'évaluer dans quelle mesure les échanges économiques et sociaux sont facilités, afin d'améliorer le bien-être et de mettre en œuvre une action collective bénéfique sur le plan social. Lorsque la cohésion sociale est solide, les citoyens font confiance aux institutions centrales et sont confiants dans le fait que les institutions sociales et économiques sont épargnées par la corruption (CO2). Le comportement pro-social contribue au bon fonctionnement de la société (dons, bénévolat ou aide), contrairement au comportement anti-social, généralement criminel (CO3). Une participation électorale élevée reflète l'adhésion au système politique en vigueur, garantissant son efficacité et un vaste consensus dans l'opinion publique quant à sa légitimité (CO4). Le degré d'acceptation par la communauté de diverses minorités mesure la cohésion sociale entre les minorités traditionnelles et celles qui sont souvent considérées comme extérieures (CO5). Il est difficile d'identifier des indicateurs directement pertinents et comparables à l'échelon national pour les problématiques relatives à la cohésion sociale. Les interventions publiques qui relèvent d'autres dimensions de la politique sociale (autonomie, équité et santé) peuvent aussi avoir un effet sur la cohésion sociale.

Tableau 2.5. **Liste des indicateurs liés à la cohésion sociale (CO)**

État de la société	Réponses de la société
CO1. Confiance	
CO2. Confiance à l'égard des institutions sociales	
CO3. Comportement pro- et anti-social	
CO4. Participation électorale	
CO5. Tolérance	
EQ1. Inégalités de revenus	
EQ2. Pauvreté	

Note : Les indicateurs en italique, présentés dans une autre sous-section, sont également pertinents pour évaluer la cohésion sociale.

Contenu de la présente publication

Dans chacun des cinq domaines abordés dans les chapitres 4 à 8, une page de texte et une page de graphiques est fournie pour les cinq indicateurs sélectionnés. Les graphiques et les textes sont généralement présentés sous un même format et traitent des données les plus récentes disponibles sur les indicateurs phares, les pays étant classés en fonction de leurs performances (de la plus élevée à la plus faible). L'évolution de l'indicateur est présentée dans un graphique à droite. L'objectif est de faciliter l'interprétation en proposant des graphiques normalisés pour chacun des 25 indicateurs. Le choix de la période retenue pour analyser cette évolution est en partie déterminé par les contraintes relatives aux données. Néanmoins, en principe, l'évolution est analysée : 1) par rapport à la dernière génération, afin d'étudier l'évolution à long terme de la société ; ou 2) au cours de la dernière crise économique (2007-09 généralement), afin d'étudier l'influence des difficultés économiques récentes sur les indicateurs sociaux. Le texte et les graphiques proposent d'autres décompositions intéressantes de l'indicateur ou des relations avec d'autres résultats ou politiques dans le domaine social. Les diagrammes croisés intégrant une droite de régression supplémentaire montrent une relation statistiquement significative à 5 % ou plus. En l'absence de droite de régression, la relation n'est pas statistiquement significative à 5 %.

On s'efforce d'identifier un thème commun à tous les indicateurs pour lesquels des diagrammes croisés sont utilisés. Selon une publication influente parue récemment, les inégalités de revenus représentent le « ciment » qui unit les indicateurs sociaux dans les pays riches (Wilkinson et Pickett, 2009). *Panorama de la société 2011* étant fondé sur des données de qualité en matière de distribution des revenus grâce au projet de l'OCDE *Croissance et inégalités* qui couvre un grand nombre de pays membres, cette hypothèse peut être testée en fonction des niveaux de revenus et des inégalités de revenus et de leur évolution pour plusieurs indicateurs présentés ici.

Enfin, un encadré intitulé « Définition et mesure » propose la définition des données utilisées et une description des éventuels problèmes de mesure.

Les données qui sous-tendent chaque indicateur sont disponibles sur le site (*www.oecd.org/els/social/indicateurs/sag*) ou en cliquant sur le lien *StatLink* situé en bas à droite de chaque indicateur (où figurent des informations sur un plus grand nombre de pays).

Notes

1. Le modèle PSR est lui-même une variante d'une approche qui a par ailleurs donné naissance au modèle « déterminant-état-réponse » (DSR) utilisé par le Comité du développement durable des Nations Unies ; et au modèle « déterminant-pression-état-impact-réponse » (DPSIR) utilisé par l'Agence européenne pour l'environnement.
2. Des mesures identiques liées à la santé mentale positive et à la satisfaction à l'égard de la vie ont été utilisées comme indicateurs de la santé mentale dans des publications récentes au Canada et en Écosse (Institut canadien d'information sur la santé, 2009 ; Taulbut *et al.*, 2009). Elles sont en outre incluses dans des travaux récents visant à mettre en place un système complet de veille sanitaire dans l'Union européenne (Korkeila *et al.*, 2003).

Bibliographie

Institut canadien d'information sur la santé (2009), *Améliorer la santé des Canadiens : Explorer la santé mentale positive*, CIHI, Ottawa.

Korkeila, J. *et al.* (2003), « Establishing a Set of Mental Health Indicators for Europe », *Scandinavian Journal of Public Health*, vol. 31, pp. 451-459.

OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.

Taulbut, M., J. Parkinson, S. Catto et D. Gordon (2009), *Scotland's Mental Health and its Context: Adults 2009*, NHS Health Scotland, Glasgow.

Wilkinson, R. et K. Pickett (2009), *The Spirit Level: Why Equality is Better for Everyone*, Penguin Books, Londres.

© OCDE 2011

Chapitre 3

Panorama de la société : Vue d'ensemble

L'édition 2011 de *Panorama de la société* présente 25 indicateurs sociaux. Dans *Panorama de la société 2009*, un tableau donnait une vision synthétique de la situation en retenant deux indicateurs par chapitre, choisis en fonction de l'importance qu'on peut leur attribuer *a priori* et sur la base de consultations avec les pays membres. Et on appliquait un code couleur : « vert » si la performance permettait de placer le pays dans les trois déciles supérieurs ; « orange » pour les quatre déciles intermédiaires ; et « rouge » pour les trois déciles inférieurs.

Une approche très similaire, inspirée de la signalétique routière, est reprise ci-après, mais pour tous les indicateurs pertinents. Les 25 indicateurs n'ont pas tous été retenus car tous ne se prêtent pas à une interprétation univoque (une valeur élevée n'est pas nécessairement souhaitable et, à l'inverse, une valeur basse n'est pas nécessairement mauvaise). S'agissant des indicateurs de contexte général (GE), seul le revenu des ménages a été pris en compte. En outre, les indicateurs de l'action sociale (dépenses d'éducation, dépenses sociales et dépenses de santé, et nombre potentiel d'années à la retraite) ne sont pas repris ici car il s'agit de choix politiques et non pas de résultats sociaux.

Sont donc repris sur le tableau 3.1, 17 des 25 indicateurs sociaux. Le code couleur est le même que dans la précédente édition : vert pour les sept pays qui obtiennent les valeurs les plus élevées ; orange pour les 20 pays qui se situent en position intermédiaire ; et rouge pour les sept pays qui obtiennent les valeurs les plus basses (les chiffres sont ajustés en proportion lorsque les données manquent pour un indicateur, pour un pays). Lorsqu'on n'a pas d'informations concernant un indicateur pour un pays, on laisse un blanc.

Si le tableau 3.1 donne une vision instantanée très utile de la situation sociale, il faut être très prudent quant au sens qu'il convient de lui donner et aux interprétations que l'on peut faire en termes de comparaisons entre pays. Les différents gouvernements et les différents pays assignent des priorités différentes à l'action publique. Ils peuvent privilégier les résultats économiques (inflation, PIB ou équilibre budgétaire, par exemple) plutôt que les résultats sociaux, qui sont ceux auxquels on s'intéresse ici. En ce cas, obtenir un résultat social auquel sera assigné un code couleur rouge sur le tableau 3.1 sera le prix à payer pour réussir dans d'autres domaines. Ou bien encore, si un pays privilégie les résultats sociaux, il sera peut-être prêt à accepter de nombreux résultats qui appelleront un code couleur rouge pour obtenir l'unique résultat social, signalé par un code vert, qui est celui auquel il tient le plus. Il peut aussi y avoir d'autres résultats sociaux, non considérés ici, qui sont des priorités majeures au niveau national. Les configurations observées en termes de couleurs peuvent simplement refléter les préférences des pays pour tels ou tels résultats. De même, elles peuvent refléter un décalage dans l'évolution des résultats sociaux plus que les paramètres, courants ou récents, de la politique publique. Enfin, les arbitrages entre résultats sociaux peuvent varier d'un pays à l'autre en raison des particularités de la société ou de la culture, sans que cela ait un lien avec les choix politiques, de sorte qu'il sera plus facile pour certains pays de générer des résultats auxquels sera attribué un code couleur vert dans un certain domaine. Pour toutes ces raisons, il n'a pas été jugé opportun de classer la performance des pays par rapport à un indicateur social global que l'on aurait pu construire en faisant la somme des indicateurs verts ou des indicateurs rouges.

Tableau 3.1. **Aperçu récapitulatif de la situation sociale dans les pays de l'OCDE**

Un « cercle vert » indique que le pays est classé dans les deux déciles supérieurs, un « losange rouge » dans les deux déciles inférieurs et un « triangle jaune » dans les six déciles intermédiaires

	GE1	SS1	SS2	SS3	EQ1	EQ2	EQ3	EQ4	HE1	HE2	HE3	HE4	CO1	CO2	CO3	CO4	CO5
	Revenu médian équivalent des ménages en USD convertis à l'aide des PPA	Taux d'emploi de la population âgée de 15 à 64 ans	Taux de chômage de la population âgée de 15 à 64 ans	Performances moyennes (PISA) sur l'échelle des compétences	Coefficient de Gini des inégalités de revenus	Taux de pauvreté	Pourcentage des personnes qui trouvent difficile ou très difficile de vivre avec leur revenu actuel	Pourcentage du salaire brut moyen nécessaire pour dépasser le seuil de pauvreté de 60 % du revenu médian pour un parent seul avec deux enfants	Espérance de vie à la naissance	Mortalité infantile	Taux d'expériences positives	Pourcentage de personnes satisfaites de la qualité	Part de la population exprimant un niveau de confiance élevé dans autrui	Indice de corruption	Indice de comportement pro-social	Taux de participation à la dernière élection	Tolérance de la communauté envers les groupes minoritaires
	2007	2009	2009	2009	2007/08	2007/08	2010	2009	2008	2008	2009	2009	2007/08	2010	2010	2009 ou + récent	2010
Australie	●	▲	▲	●	▲	▲	▲	●	●	▲	▲	▲	▲	●	●	●	●
Autriche	▲	▲	●	. .	▲	●	●	▲	▲	▲	▲	●	▲	▲	▲	▲	▲
Belgique	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	●	▲
Canada	●	▲	▲	●	▲	▲	▲	▲	▲	▲	●	▲	. .	▲	▲	◆	●
Chili	◆	◆	▲	◆	◆	◆	◆	. .	▲	◆	●	▲	◆	▲	▲	●	▲
République tchèque	▲	▲	▲	◆	●	●	▲	◆	◆	▲	◆	▲	▲	◆	▲	▲	◆
Danemark	▲	●	▲	▲	●	●	●	●	▲	▲	●	●	●	●	▲	●	▲
Estonie	◆	▲	◆	▲	▲	▲	◆	◆	◆	▲	◆	◆	▲	▲	◆	▲	◆
Finlande	▲	▲	▲	●	●	▲	●	▲	▲	●	▲	●	●	●	▲	▲	▲
France	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	●	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲
Allemagne	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	●	▲	▲	▲	●	▲	▲	▲	▲	▲
Grèce	▲	▲	▲	▲	▲	▲	◆	▲	▲	▲	▲	◆	◆	◆	◆	▲	▲
Hongrie	◆	◆	◆	▲	▲	●	◆	▲	◆	◆	◆	▲	▲	◆	◆	▲	▲
Islande	●	●	▲	▲	▲	●	▲	◆	●	●	●	●	. .	▲	▲	●	●
Irlande	●	▲	◆	▲	▲	▲	▲	●	▲	▲	●	▲	▲	▲	●	▲	●
Israël	▲	◆	▲	◆	◆	◆	◆	▲	▲	▲	◆	◆	▲	◆	▲	▲	◆
Italie	▲	◆	▲	▲	▲	▲	▲	▲	●	▲	▲	◆	. .	◆	▲	▲	▲
Japon	▲	▲	●	●	▲	◆	▲	●	●	●	▲	▲	▲	▲	◆	▲	◆
Corée	▲	▲	●	●	▲	◆	▲	▲	▲	▲	◆	▲	◆	▲	▲	◆	◆
Luxembourg	●	▲	●	◆	▲	▲	●	◆	▲	●	▲	▲	. .	▲	▲	●	▲
Mexique	◆	◆	▲	◆	◆	◆	◆	. .	◆	◆	●	◆	◆	▲	▲	◆	▲
Pays-Bas	▲	●	●	●	▲	●	●	▲	▲	▲	▲	▲	●	●	●	▲	●
Nouvelle-Zélande	▲	●	▲	●	▲	▲	▲	▲	▲	▲	●	▲	▲	●	●	▲	●
Norvège	●	●	●	▲	●	▲	●	▲	▲	▲	▲	●	●	▲	▲	▲	▲
Pologne	◆	◆	▲	▲	▲	▲	▲	▲	◆	◆	▲	◆	▲	▲	▲	◆	◆
Portugal	▲	▲	◆	▲	◆	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	◆	◆	◆	▲	▲
République slovaque	◆	▲	◆	◆	●	●	▲	▲	◆	◆	◆	▲	▲	▲	◆	◆	▲
Slovénie	▲	▲	▲	▲	●	▲	▲	. .	▲	●	▲	▲	▲	◆	▲	▲	▲
Espagne	▲	▲	◆	▲	▲	▲	▲	◆	●	▲	▲	▲	▲	▲	▲	▲	●
Suède	▲	●	▲	▲	●	▲	●	▲	●	●	▲	▲	●	●	▲	▲	▲
Suisse	●	●	●	▲	▲	▲	. .	◆	●	▲	▲	●	●	●	●	◆	▲
Turquie	◆	◆	◆	◆	◆	◆	◆	▲	◆	◆	◆	◆	◆	▲	◆	●	◆
Royaume-Uni	●	▲	▲	▲	◆	▲	▲	●	▲	▲	▲	▲	▲	▲	●	▲	▲
États-Unis	●	▲	▲	▲	◆	◆	▲	◆	▲	◆	▲	▲	▲	▲	●	◆	▲

Source : Compilation des indicateurs sociaux de l'OCDE dans *Panorama de la société 2011* (*www.oecd.org/els/sociail/indicateurs/SAG*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932383128

4. INDICATEURS DE CONTEXTE GÉNÉRAL

1. Revenu des ménages
2. Fécondité
3. Migrations
4. Familles
5. Ratio de soutien démographique

1. Revenu des ménages

Définition et mesure

Les données relatives au revenu annuel médian disponible des ménages par unité de consommation (UC) proviennent du projet sur la distribution des revenus (OCDE, 2008). Le revenu disponible correspond au revenu brut du ménage après déduction des impôts directs et des cotisations de sécurité sociale. En sont exclus les services en nature fournis aux ménages par les administrations publiques et les entités privées, les taxes sur la consommation et les revenus imputés correspondant à la valeur des logements occupés par leurs propriétaires. On attribue à chaque individu le revenu du ménage auquel il appartient. Le revenu du ménage est ajusté en fonction de sa taille, en supposant une élasticité d'équivalence commune de 0.5.

Dans les précédentes éditions, on utilisait comme mesure du revenu le revenu national net (RNN) par habitant. Suite aux recommandations de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, la mesure du revenu utilisée dans l'édition 2011 de *Panorama de la société* est le revenu du ménage. Le revenu médian des ménages est un concept plus pertinent dans une logique sociale. Il rend mieux compte du revenu de la famille que le RNN par habitant. En outre, le revenu médian des ménages crée un lien avec les données relatives à la pauvreté (voir EQ1 et EQ2), qui utilisent les données de revenu médian des ménages pour les calculs. Les données, qui reposent sur des méthodes et définitions communes appliquées aux données microéconomiques à l'échelon national, ont été fournies à l'OCDE par les consultants nationaux. Bien que cette approche améliore la comparabilité des données entre pays, il subsiste néanmoins des différences dans les séries nationales qu'il n'est pas facile d'éliminer. Dans certains pays, les sources des données relatives au revenu médian ont changé au fil du temps, et c'est une cause supplémentaire d'erreur. On peut penser que les mesures du revenu des ménages, bien que conceptuellement plus intéressante dans une logique sociale, présentent un moindre degré de comparabilité au niveau international que les agrégats de revenu national. Compte tenu de cette imprécision, les chiffres de revenu des ménages ont été arrondis au millier le plus proche.

Pour permettre des comparaisons entre pays, les mesures du revenu en monnaie nationale ont été converties en dollars américains (USD) sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA). Les PPA indiquent le montant dont il faut disposer en monnaie nationale, dans chaque pays, pour pouvoir acheter le même panier de biens et services que permet d'acheter un dollar aux États-Unis. Les estimations tant de revenu que de PPA sont soumises aux erreurs statistiques, de sorte que les écarts entre pays de 5 % ou moins ne sont pas considérés comme étant significatifs.

Une fois déduits les impôts et ajoutées les prestations sociales, le revenu des ménages donne une indication des biens et services que les familles peuvent acheter sur le marché. C'est donc un indicateur objectif absolu de la qualité de vie matérielle. Le revenu des ménages est ajusté en fonction de la taille du ménage et la mesure ainsi obtenue est attribuée à chaque personne au sein du ménage. La moitié des individus ont un revenu supérieur et la moitié un revenu inférieur à la médiane.

En 2007, la moitié de la population, en Turquie et au Mexique, avait un revenu par unité de consommation inférieur à 5 000 USD. La moitié de la population, au Luxembourg, avait un revenu environ sept fois supérieur (GE1.1). Les pays où le revenu des ménages est bas sont notamment les pays d'Europe méridionale et de la Méditerranée, et bon nombre des pays d'Europe orientale, ainsi que les deux pays d'Amérique latine – Chili et Mexique. Parmi les pays où le revenu des ménages est comparativement élevé, on trouve la Norvège et les États-Unis. Les classements par pays établis sur la base du revenu par unité de consommation sont analogues à ceux établis sur la base du revenu national net (RNN) par habitant. En revanche, le classement des pays est largement modifié si on utilise le revenu des ménages au lieu d'une mesure du revenu national net pour certains pays. La Suède perd sept places et la Nouvelle-Zélande et la Corée en gagnent cinq.

La croissance du revenu des ménages entre le milieu des années 80 et l'année 2007 est ressortie en moyenne à environ 1.5 % dans la zone de l'OCDE (GE1.2). À titre de comparaison, la croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant a été supérieure de plus d'un demi-point de pourcentage, et la croissance du RNN a été supérieure dans une proportion similaire. Ces écarts peuvent être importants cumulés sur une génération. La croissance moyenne au niveau de la zone de l'OCDE cache aussi une grande variabilité au niveau des pays. Le Mexique, le Portugal et l'Espagne sont les pays où la croissance du revenu des ménages a été égale ou supérieure à la progression des agrégats nationaux classiques. La croissance du revenu des ménages a été particulièrement faible par rapport à la progression des agrégats nationaux en Belgique, au Chili, au Luxembourg, en Hongrie et au Japon. Les raisons de l'écart entre les mesures de la croissance du revenu des ménages et les mesures de la croissance de la production globale peuvent tenir au fait qu'on se focalise sur les ménages plutôt que sur la nation dans son ensemble, qu'on prend en compte la médiane et non pas la moyenne, par les différences de méthodes d'ajustement des effectifs ou par des erreurs de mesures statistiques.

Pour en savoir plus

OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.

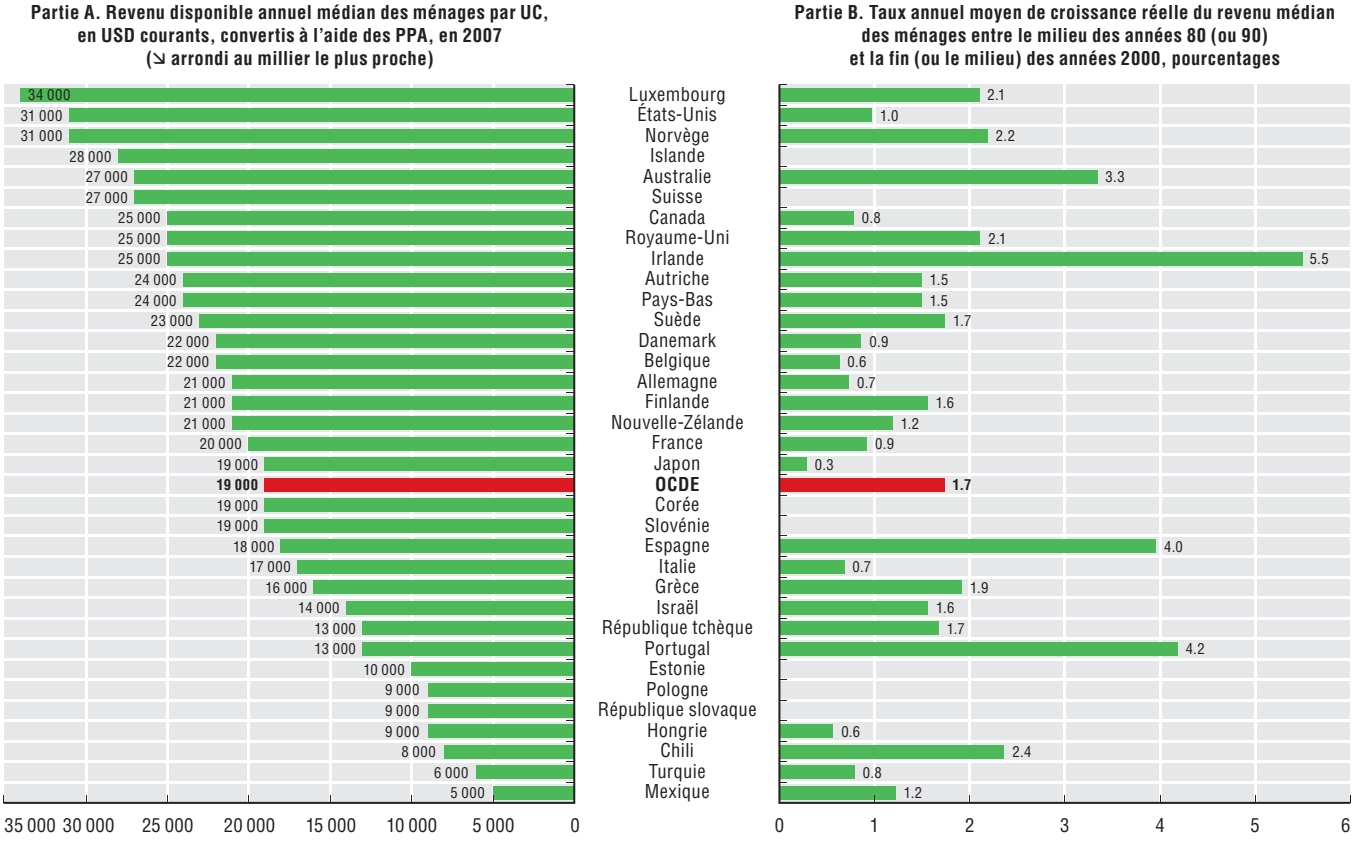
Stiglitz, J., A. Sen et J.P. Fitoussi (2009), *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, *www.stiglitz-sen-fitoussi.fr*.

Notes des graphiques

Graphique GE1.1, partie B : Les changements de revenus médians sur une période de 10-20 années ne sont pas disponibles pour la Corée, l'Estonie, l'Islande, la Pologne, la République slovaque, la Slovénie et la Suisse. Les changes sont disponibles pour l'Australie, le Chili, Israël et le Portugal à partir du milieu des années 90.

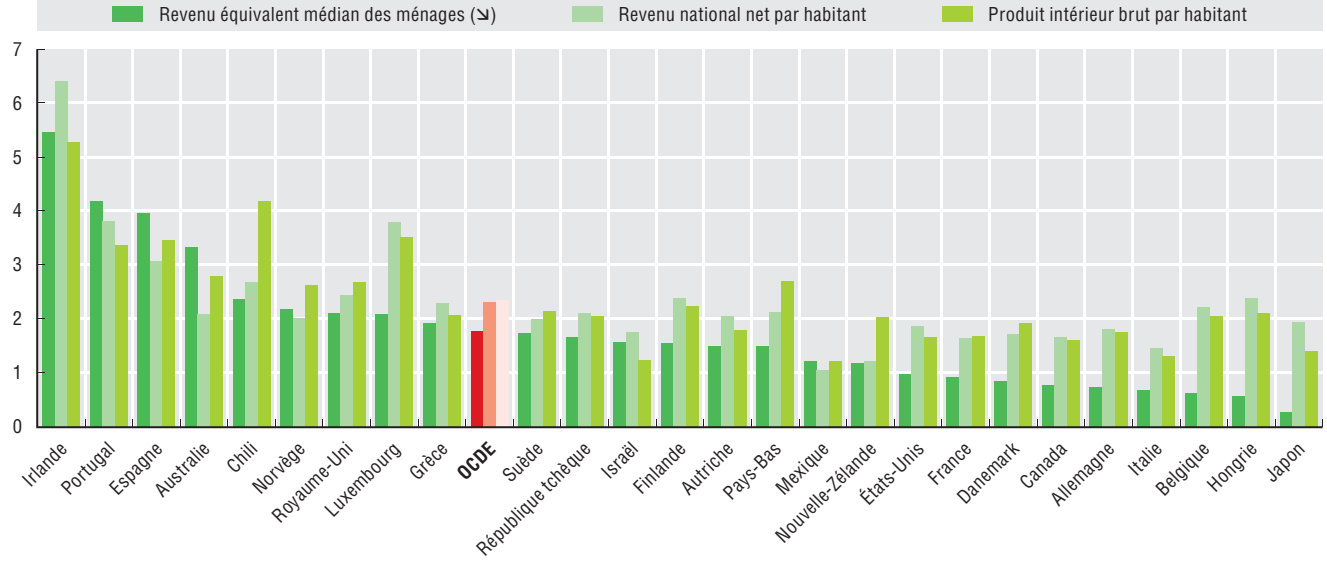
Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

GE1.1. Le revenu médian des ménages par unité de consommation, dans les pays de l'OCDE, varie entre 5 000 and 34 000 USD



GE1.2. Le revenu des ménages augmente moins rapidement que les mesures de bien-être matériel issues des comptes nationaux

Taux annuel moyen de croissance réelle du revenu médian des ménages par UC, RNN par habitant et PIB par habitant, entre le milieu des années 80 (ou 90) et la fin (ou le milieu) des années 2000, pourcentages



Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus et la pauvreté (www.oecd.org/els/social/inegalite), et Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux (www.oecd.org/statistiques/comptesnationaux).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382634

2. Fécondité

Définition et mesure

L'indicateur conjoncturel de fécondité est le nombre d'enfants que chaque femme pourrait mettre au monde jusqu'à la fin de sa période de fécondité si, à tout âge, sa probabilité de mettre au monde des enfants correspondait au niveau de fécondité de l'année considérée pour cet âge. On le calcule en faisant la somme des taux de fécondité à chaque âge sur une période de cinq ans. Un indicateur conjoncturel de fécondité de 2.1 enfants par femme (seuil de renouvellement) assure une stabilité générale de la population, en supposant qu'il n'y ait pas de flux migratoires ni de variation de la mortalité. Les données proviennent, en général, des registres d'état civil ou d'autres sources administratives. Elles sont harmonisées selon les recommandations des Nations Unies et d'Eurostat. La seule exception est la Turquie dont les données sur la fécondité sont tirées d'enquêtes.

L'indicateur conjoncturel de fécondité mesure le nombre d'enfants qu'une femme aurait, en moyenne, si elle avait le taux de fécondité spécifique à chaque âge tout au long de sa vie. Compte tenu d'une certaine mortalité dans la petite enfance et dans l'enfance, le remplacement de la population suppose un taux de fécondité total légèrement supérieur à deux.

En 2009, le taux de fécondité se situait nettement en dessous du seuil de remplacement dans la plupart des pays, ressortant en moyenne à 1.74 pour l'ensemble de la zone de l'OCDE (partie A, GE2.1). Le taux le plus élevé était observé en Israël, où les femmes ont en moyenne 0.74 enfant de plus que dans le pays qui arrive en deuxième position, à savoir l'Islande. La Nouvelle-Zélande et la Turquie, également, avaient des taux de fécondité supérieurs au seuil de remplacement (2.1 enfants par femme). Les pays anglophones et les pays nordiques se situaient généralement en haut de classement du point de vue de la fécondité tandis que l'Europe continentale (à l'exception notable de la France) se situait, comme le Japon, à un faible niveau de fécondité. Le taux de fécondité était particulièrement bas en Corée où deux parents sont remplacés, à la génération suivante, par à peine plus d'un enfant.

La fécondité était généralement en baisse, dans les pays de l'OCDE, au cours des 25 dernières années (partie B, GE2.1). Le recul de la fécondité peut s'expliquer par le fait que les familles se forment plus tard et souhaitent avoir un moins grand nombre d'enfants. D'autres facteurs également ont certainement joué un rôle, comme l'augmentation du niveau de formation des femmes et le développement de l'emploi féminin, l'aide insuffisante apportée aux familles qui ont beaucoup de difficultés à concilier travail et obligations familiales, la nécessité de s'assurer un emploi sûr et un revenu, ou bien encore les problèmes croissants de logement. Le recul de la fécondité a été particulièrement marqué – étant de l'ordre de deux enfants par femme en moyenne – en Turquie et au Mexique. On a également enregistré un recul de la fécondité d'un enfant par femme en Pologne et au Japon. Sur la même période, une augmentation modeste du taux de fécondité a été enregistrée dans 14 pays de l'OCDE, à savoir cinq pays nordiques et cinq pays anglophones, plus les nations voisines que sont la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. L'augmentation la plus nette a été observée au Danemark, en Norvège et aux Pays-Bas. L'augmentation se situe entre un tiers et un demi enfant de plus par femme en moyenne.

Les taux de fécondité moyens se sont quelque peu redressés entre 2000 et 2009. Cependant, les évolutions sont très hétérogènes (GE2.2). Les taux de fécondité ont continué à décliner ou sont restés stables en Autriche, au Japon, en Hongrie, en Corée, au Portugal et en Suisse – qui sont tous des pays de basse fécondité. La fécondité a d'autant plus eu tendance à rebondir que le taux de fécondité de départ était comparativement élevé, excédant même le seuil de remplacement en Nouvelle-Zélande et en Islande. Ce rebond de la fécondité a marqué le pas dans de nombreux pays de l'OCDE en 2009, peut-être du fait de la crise économique.

Pour en savoir plus

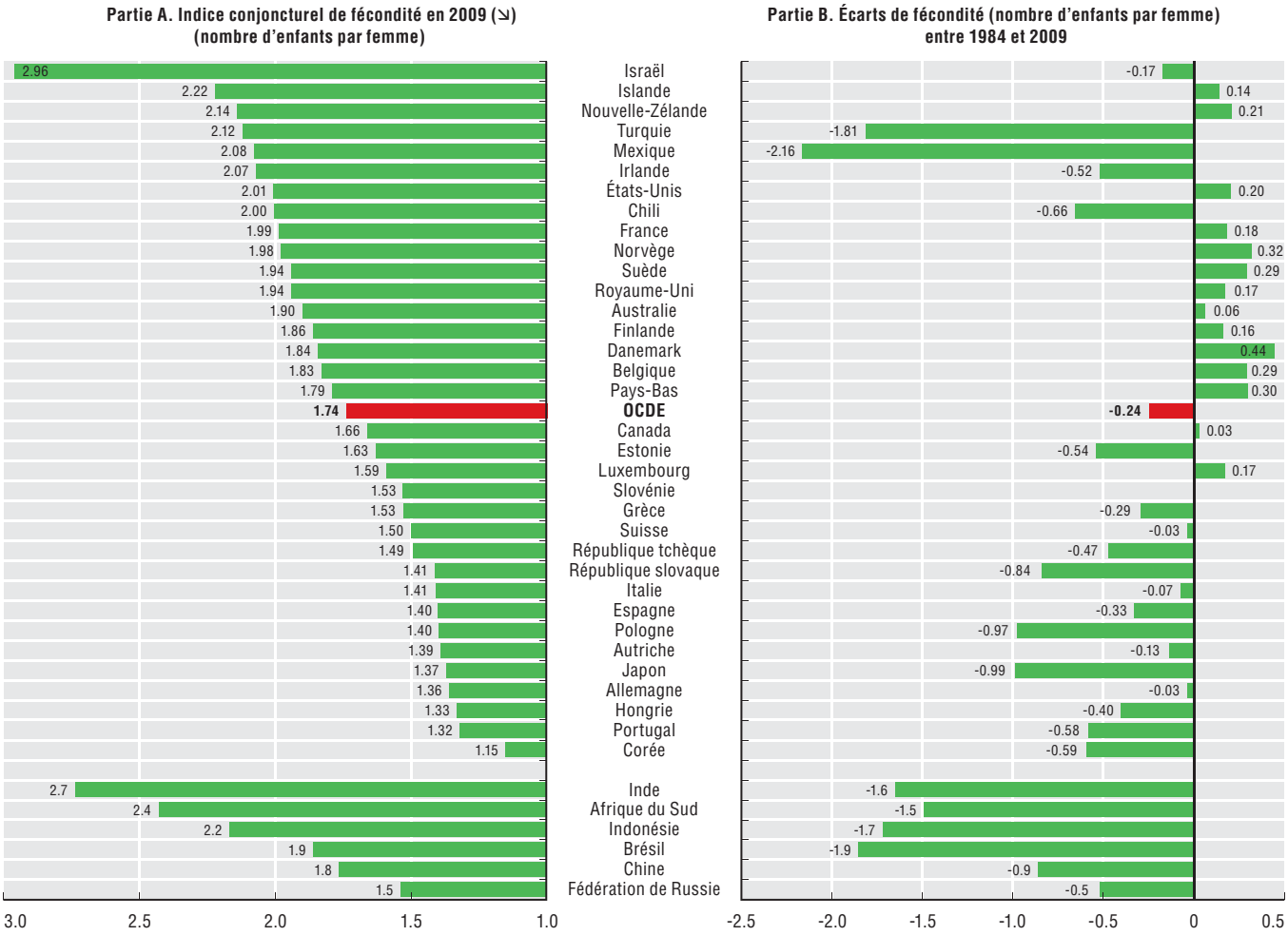
OCDE (2010), *Base de données de l'OCDE sur la famille*, indicateur SF2.1, « Taux de fécondité », *www.oecd.org/els/social/famille/basededonnees*.

Notes des graphiques

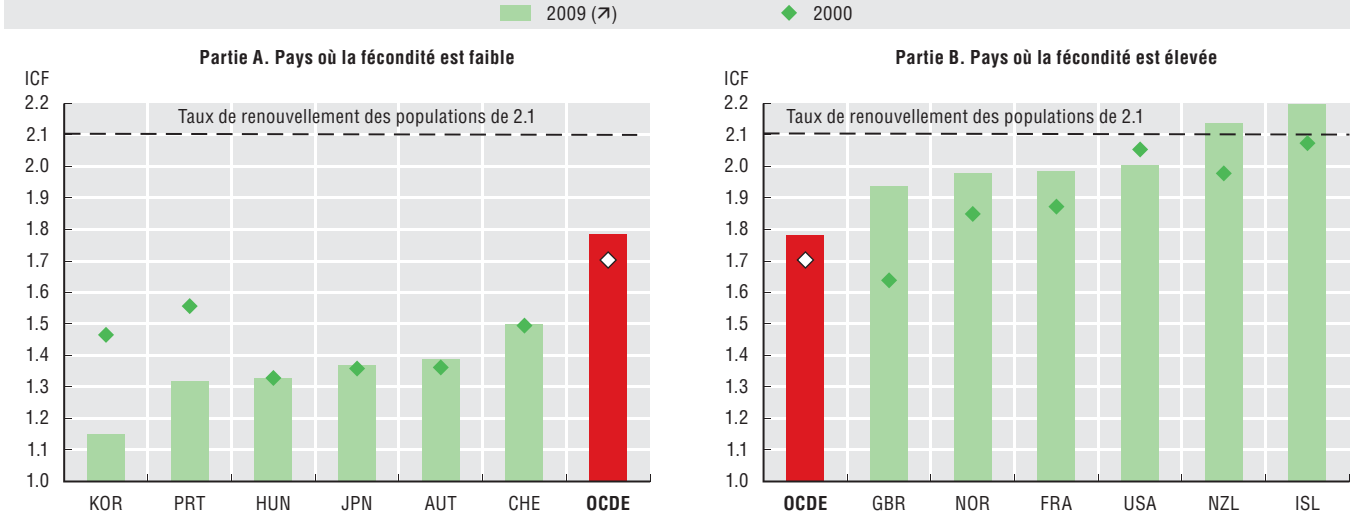
Graphique GE2.1 : 2008 pour le Chili et 2007 pour le Canada.

Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

GE2.1. Les taux de fécondité des pays de l'OCDE sont généralement inférieurs au taux de renouvellement des populations et ont légèrement diminué au cours de la dernière génération



GE2.2. On observe un rebond dans les pays où la fécondité est élevée



Source : Offices statistiques nationaux et World Development Indicators (*http://data.worldbank.org*) pour la Chine, l'Inde et l'Indonésie.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382653

3. Migrations

Définition et mesure

La population immigrée est définie, en premier lieu, comme étant la population née à l'étranger. De façon générale, la part de la population née à l'étranger est nettement plus importante que la part de ressortissants étrangers. On trouvera davantage d'informations sur l'origine et les caractéristiques de la population immigrée dans les pays de l'OCDE, ainsi que sur les sources des données, dans OCDE (2010). Les données issues de *PISA 2009*, utilisées ici pour examiner la situation scolaire des jeunes immigrés de 15 ans et de leurs parents, sont décrites plus loin avec l'indicateur SS3.

L'intégration des immigrés est un enjeu pour de nombreux gouvernements de l'OCDE, à la fois dans la perspective de l'emploi et parce que la non-intégration risque d'engendrer des tensions sociales. L'intégration des immigrés est un enjeu principalement en Europe occidentale. Pour certains pays de l'OCDE comme la Grèce, l'Irlande, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie, où les populations sont attirées à l'étranger par de meilleures perspectives, l'enjeu est sans doute davantage celui de l'émigration – surtout concernant les jeunes et les personnes qualifiées.

En 2008, les pays de l'OCDE se trouvaient dans des situations très diverses du point de vue de l'ampleur de la population immigrée. Au total, en 2008, 12 % environ de la population des pays de l'OCDE était née à l'étranger. Dans les deux tiers des pays de l'OCDE, la population immigrée représentait plus de 10 % de la population totale (partie A, GE3.1). La part de la population née à l'étranger était particulièrement élevée au Luxembourg, en Israël, en Suisse, en Australie et en Nouvelle-Zélande, où la proportion est de plus d'une personne sur cinq. À l'inverse, la part de la population née à l'étranger est négligeable au Mexique, au Chili et en Turquie, qui sont tous des pays à niveau de revenu relativement faible.

La part de la population née à l'étranger a augmenté dans tous les pays de l'OCDE entre 1995 et 2008, sauf en Israël (partie B, GE3.2). L'augmentation a été importante en Irlande et en Espagne alors qu'en Allemagne, en France et au Royaume-Uni, elle s'est située aux alentours ou en dessous de la moyenne de la zone de l'OCDE. Israël a enregistré une nette contraction de la part de la population née à l'étranger, principalement du fait que les cohortes âgées, en Israël, comportaient une très forte proportion de personnes nées à l'étranger.

Les enfants d'immigrés représentent une part significative de la population jeune dans les pays de l'OCDE. La part des enfants d'immigrés est nettement supérieure au nombre des enfants nés à l'étranger (GE3.2). Au Luxembourg, en 2009, 57 % des jeunes de 15 ans avaient au moins un parent né à l'étranger. En Australie, en Suisse, en Nouvelle-Zélande, au Canada et en Israël, plus d'un enfant sur trois a un parent immigré, et la proportion est d'un sur cinq pour 14 pays de l'OCDE au total. L'écart entre les deux populations d'enfants « immigrés » peut être important. Par exemple, en France, un enfant sur quatre âgé de 15 ans a au moins un parent immigré, mais un sur vingt seulement est né à l'étranger.

Sur la période 2000-09, la plupart des pays ont enregistré une augmentation de la proportion d'enfants ayant au moins un parent immigré, l'augmentation la plus forte – supérieure à 8 points de pourcentage – s'observant en Irlande, en Espagne et au Portugal (GE3.3). Dans certains pays – dont l'Allemagne, la Suisse et la Suède – le nombre des élèves nés à l'étranger a même baissé alors que le nombre d'élèves ayant des parents nés à l'étranger a augmenté.

Pour en savoir plus

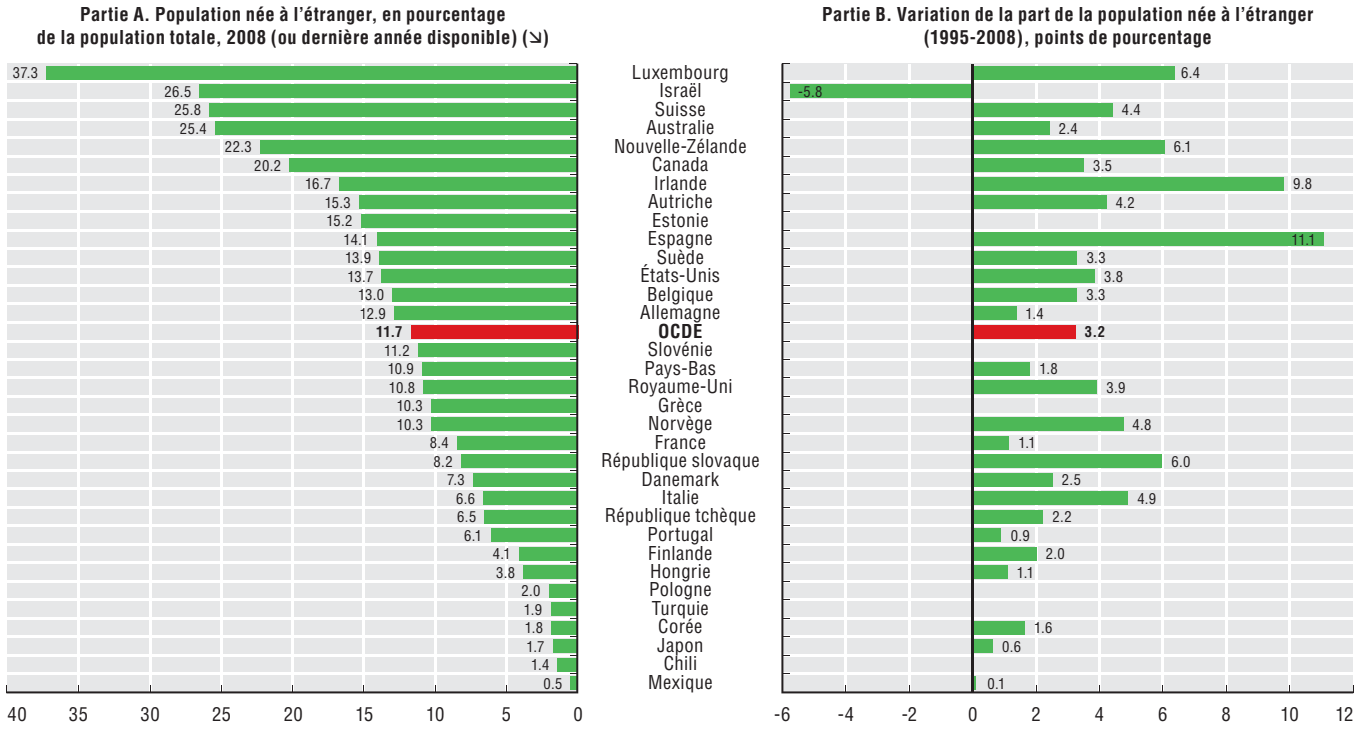
OCDE (2010), *Perspectives des migrations internationales*, Éditions OCDE, Paris.

Notes des graphiques

Graphique GE3.1, partie A : Les données pour le Chili, l'Italie, le Japon et la Corée se rapportent à la population étrangère. 2000 pour le Mexique et la Turquie, 2001 pour la Grèce, 2002 pour le Chili et la Pologne, 2003 pour l'Allemagne, 2005 pour l'Estonie, 2007 pour la Belgique, la Hongrie, Israël et la Slovénie. Graphique GE3.1, partie B : La variation n'est pas connue pour le Chili, l'Estonie, la Grèce, la Pologne, la Slovénie et la Turquie. Variation sur la période 1995/2000 pour le Mexique, 1995/2003 pour l'Allemagne, 1995/2007 pour la Belgique, la Hongrie et Israël, 1996/2008 pour l'Irlande et la Nouvelle-Zélande, 1998/2008 pour l'Autriche et la République tchèque, 1999/2008 pour la France et 2001/08 pour la République slovaque.

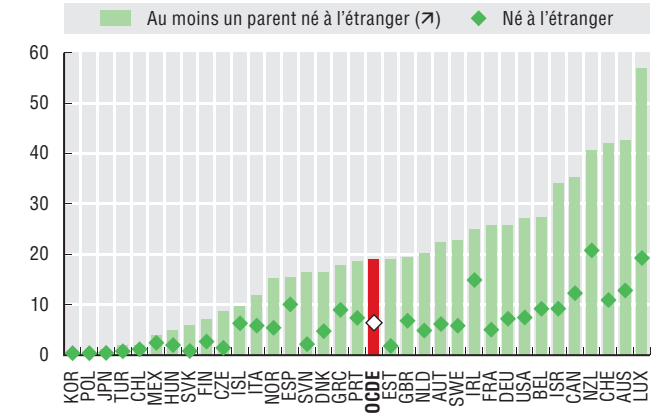
Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

GE3.1. La population née à l'étranger représente une importante minorité dans certains pays de l'OCDE et a augmenté sensiblement au cours des treize dernières années



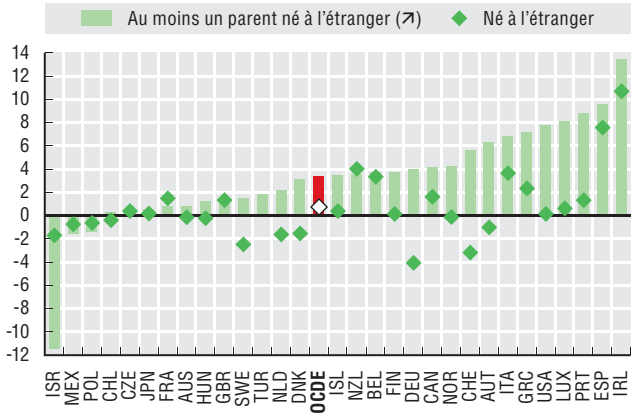
GE3.2. Un élève sur cinq (âgé de 15 ans) a au moins un parent né à l'étranger

Pourcentage des élèves âgés de 15 ans ayant au moins un parent né à l'étranger et pourcentage des élèves âgés de 15 ans nés à l'étranger, en 2009



GE3.3. Augmentation significative du nombre d'élèves (âgés de 15 ans) ayant au moins un parent né à l'étranger

Variation en points de pourcentage de la part des élèves âgés de 15 ans ayant au moins un parent né à l'étranger et des élèves âgés de 15 ans nés à l'étranger, 2000-09



Source : OCDE (2010), *Perspectives des migrations internationales*, Éditions OCDE, Paris (*www.oecd.org/els/migrations/pmi*). *Base de données de l'OCDE sur la population et les statistiques vitales*, Eurostat, Instituto Nacional de Estatisticas (INE), Chili ; Bureau central de statistiques (CBS), Israël ; Division de la Population ONU ; OCDE, *PISA 2000 et 2009* (*www.pisa.oecd.org*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382672

Définition et mesure

Les données relatives à la structure familiale proviennent du sondage *Gallup* au niveau mondial. Ce sondage est mené dans plus de 140 pays dans le monde entier, sur la base d'un questionnaire commun traduit dans les langues majeures de chaque pays. À de rares exceptions près, tous les échantillons sont probabilistes et représentatifs à l'échelon national de la population résidente âgée de 15 ans et plus dans l'ensemble du pays, y compris les zones rurales. Si cette méthode assure un haut degré de comparabilité entre pays, les résultats peuvent être affectés par des erreurs d'échantillonnage et de non-échantillonnage. La taille de l'échantillon varie entre environ 1 000 et 4 000 individus, selon les pays. C'est le répondant lui-même qui se place dans telle ou telle catégorie.

Les formes de partenariat adulte, comme le mariage ou le concubinage, donnent une indication générale de la structure des familles. Peuvent s'envisager des formes de partenariat traditionnelles, comme le mariage, et non traditionnelles, comme le concubinage. La structure familiale a des conséquences pour le bien-être des enfants, notamment concernant le risque d'être pauvre durant l'enfance.

Le mariage était la forme de partenariat la plus courante, dans la zone de l'OCDE, sur la période 2006-09. En moyenne, plus de la moitié des adultes de 15 ans ou plus sont mariés (tableau GE4.1). Le mariage est particulièrement fréquent au Japon et en Turquie où environ les deux tiers des personnes sont mariées. La proportion d'adultes mariés est faible – moins de 45 % – en France, et particulièrement basse au Chili et en Estonie, où moins de 40 % des adultes sont mariés.

Le concubinage est fréquent dans les pays où le taux de nuptialité est bas (tableau GE4.1). En Estonie, en Islande, en Finlande et en Suède, environ un adulte sur cinq vit en concubinage. Le concubinage est également plus répandu qu'en moyenne dans la zone nordique. Il est rare en Grèce, en Israël, au Japon, en Corée et en Turquie, où la proportion d'adultes déclarant vivre en concubinage ressort à 0 %.

La proportion de personnes divorcées ou séparées n'ayant pas à nouveau formé un partenariat est faible dans la zone de l'OCDE. En moyenne, 4 % seulement des adultes divorcés n'ont pas, à nouveau, formé un partenariat et la proportion n'est que de 1 % parmi les personnes séparées (tableau GE4.1). La prévalence des personnes divorcées varie entre 0 et 1 % au Chili, en Italie, en Corée et en Turquie et, à l'autre extrême, à 9 % en République tchèque et en Estonie. Les taux de séparation ne sont notables qu'au Chili et au Mexique.

La proportion de veufs/veuves dans la population adulte est de 6 % en moyenne (tableau GE4.1). La proportion va de 3 % en Islande, en Corée et en Turquie, à 10 % en France et en Hongrie. En général, la proportion de veuves est plus élevée dans les pays où l'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes est comparativement plus important.

La plupart des enfants – les trois quarts en moyenne – vivent auprès de parents mariés (GE4.2). Dans la zone de l'OCDE, 15 % des enfants vivent avec un seul parent, 11 % vivent avec des parents en concubinage et 1 % seulement vivent sans parents. La proportion d'enfants vivant au sein de familles monoparentales est particulièrement élevée aux États-Unis où plus d'un enfant sur quatre vit avec un seul parent. En Espagne, en Grèce et au Luxembourg, moins d'un enfant sur dix vit au sein d'une famille monoparentale.

Pour en savoir plus

OCDE (2010a), *Base de données de l'OCDE sur la famille*, Éditions OCDE, Paris, *www.oecd.org/els/social/famille/basededonnees*.

Notes des graphiques

Les données relatives au tableau GE4.1 se rapportent à 2006 pour la République slovaque et la Suisse ; 2007 pour la République tchèque ; 2008 pour l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, l'Islande, le Japon, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal, la Suède et la Turquie ; 2009 pour tous les autres pays. *Source:* Gallup World Poll, 2010.

Pour le graphique GE4.2, les données se rapportent à 2005 pour le Canada, le Japon, la Suisse et les États-Unis ; 2006 pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Pour l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Suisse, les parents en concubinage et mariés sont considérés ensemble. La moyenne de l'OCDE ne prend pas en compte l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Suisse car les données pour les parents en concubinage et mariés ne sont pas disponibles séparément. Les enfants ont moins de 15 ans au Canada et en Nouvelle-Zélande, et moins de 18 ans dans tous les autres pays.

Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

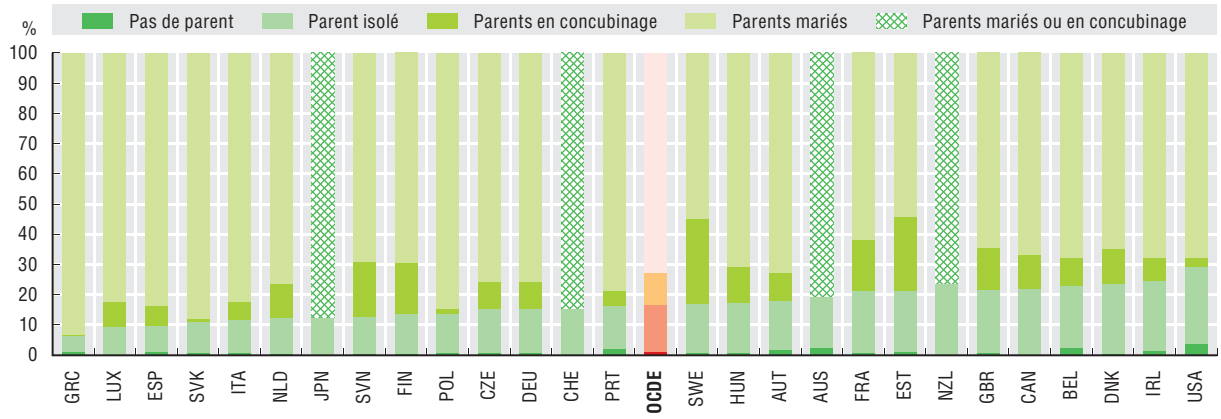
GE4.1. Le mariage est la forme la plus courante d'union dans les pays de l'OCDE

Part des participants aux enquêtes âgés de 15 ans et plus selon la situation familiale, 2010, pourcentages

	Marié/e	Concubin	Célibataire/jamais été marié/e	Veuf/ve	Divorcé/e	Séparé/e
Allemagne	55	7	22	9	5	2
Australie	58	7	24	4	4	3
Autriche	53	10	24	6	6	1
Belgique	55	12	19	8	4	0
Canada	53	10	23	6	5	2
Chili	39	8	39	6	1	6
Corée	57	0	39	3	1	1
Danemark	52	12	21	7	5	1
Espagne	55	5	30	6	2	2
Estonie	39	20	21	9	9	2
États-Unis	59	2	26	5	6	2
Finlande	53	18	16	5	7	0
France	42	11	29	10	5	1
Grèce	64	0	27	6	3	1
Hongrie	49	10	22	10	6	1
Irlande	54	4	31	4	2	3
Islande	49	20	23	3	3	2
Israël	62	0	29	4	5	1
Italie	58	2	27	7	1	2
Japon	67	0	25	5	2	0
Luxembourg	58	5	26	5	4	1
Mexique	49	7	33	5	2	4
Norvège	52	14	24	4	6	1
Nouvelle-Zélande	49	9	30	5	4	2
Pays-Bas	57	10	23	6	3	0
Pologne	57	1	29	9	3	0
Portugal	58	4	24	7	4	1
République slovaque	53	2	30	9	5	0
République tchèque	55	4	25	6	9	1
Royaume-Uni	49	7	28	7	6	3
Slovénie	52	8	28	9	3	0
Suède	48	20	21	1	5	1
Suisse	54	2	29	6	7	1
Turquie	66	0	29	3	1	1
OCDE	**54**	**7**	**26**	**6**	**4**	**1**
Afrique du Sud	27	1	59	10	1	2
Brésil	48	9	30	5	2	4
Chine	79	0	16	4	1	0
Fédération de Russie	53	3	21	12	9	2
Inde	70	0	23	5	0	0
Indonésie	67	0	24	8	0	0

GE4.2. La plupart des enfants vivent avec deux parents

Part des enfants âgés de moins de 18 ans selon la situation familiale des parents, 2008



Source : Gallup World Poll 2010 (GE4.1), EU-SILC 2008 (Enquête de l'Union européenne sur les revenus et les conditions de vie, Eurostat) et Instituts nationaux de statistiques pour les pays non européens (GE4.2).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382691

5. Ratio de soutien démographique

Définition et mesure

Le ratio de soutien démographique indique le nombre de personnes à même d'apporter un soutien économique aux personnes âgées qui dépendront peut-être du soutien des autres sur un plan matériel. L'indicateur utilisé ici est le ratio de la population âgée de 20 à 64 ans à la population âgée de 65 ans et plus. Les projections retenues correspondent à la variante moyenne des projections démographiques les plus récentes. Elles sont tirées des *Perspectives de la population mondiale des Nations Unies : Révision de 2008*.

Le ratio de soutien démographique est le ratio de la population vraisemblablement économiquement active à la population âgée, qui est plus vraisemblablement économiquement non active. C'est donc un indicateur du nombre de personnes actives qui peuvent être amenées à soutenir économiquement la population inactive. C'est aussi une indication générale sur la structure par âge de la population. L'évolution du ratio de soutien démographique dépend des évolutions passées et présentes de la mortalité et de la fécondité ainsi que, dans une beaucoup moins grande mesure, des flux migratoires nets.

En moyenne, on comptait environ quatre personnes en âge de travailler pour chaque personne âgée, dans la zone de l'OCDE, en 2008 (partie A, GE5.1). La proportion est beaucoup plus élevée en Turquie (dix personnes d'âge actif pour une personne âgée) et au Mexique (neuf pour une). À l'autre extrême, on trouve l'Allemagne, l'Italie et le Japon, où l'on dénombre trois personnes d'âge actif, ou moins, pour une personne âgée.

Le ratio de soutien démographique devrait décroître, dans tous les pays de l'OCDE, au cours des 40 prochaines années (partie B, GE5.1). En Turquie et au Mexique, le nombre de personnes d'âge actif pour une personne âgée devrait diminuer de six unités ou plus, alors que la baisse sera de moins de deux personnes d'âge actif pour une personne âgée dans de nombreux autres pays de l'OCDE. Les pays où le rapport de la population d'âge actif à la population âgée est actuellement le plus élevé sont aussi ceux où il diminue le plus fortement, ce qui laisse présager une convergence des ratios de soutien démographique entre pays au cours des 40 prochaines années.

Les tendances passées et prévisibles concernant l'évolution du ratio de soutien démographique varient largement d'un pays à l'autre (GE5.2). Le graphique laisse présager une convergence des ratios de soutien démographique entre pays. Le principal facteur qui explique cette convergence est l'effet décalé de la convergence des taux de fécondité dans la zone de l'OCDE. Les projections du ratio de soutien démographique sont très dépendantes des projections concernant l'évolution probable des taux de fécondité au cours des 40 prochaines années. Quant à savoir si le poids de la population âgée posera des problèmes de gouvernance, cela dépendra notamment de l'état de santé et de l'attachement au marché du travail des plus de 65 ans, qui influeront sur la capacité de cette population de se prendre elle-même en charge.

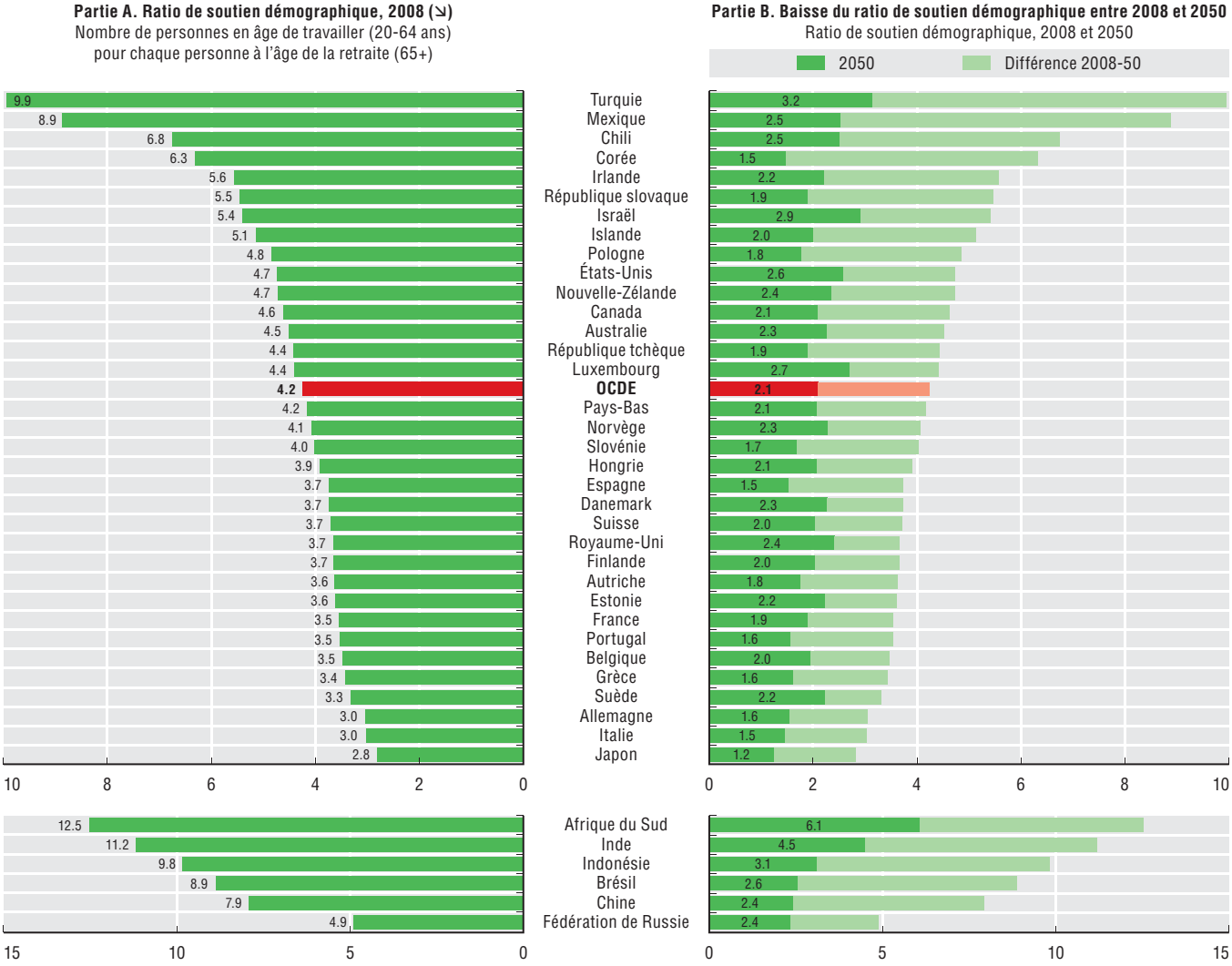
Pour en savoir plus

OCDE (2011), *Panorama des pensions 2011*, Éditions OCDE, Paris, *www.oecd.org/els/social/pensions/PAG-fr*.

Notes des graphiques

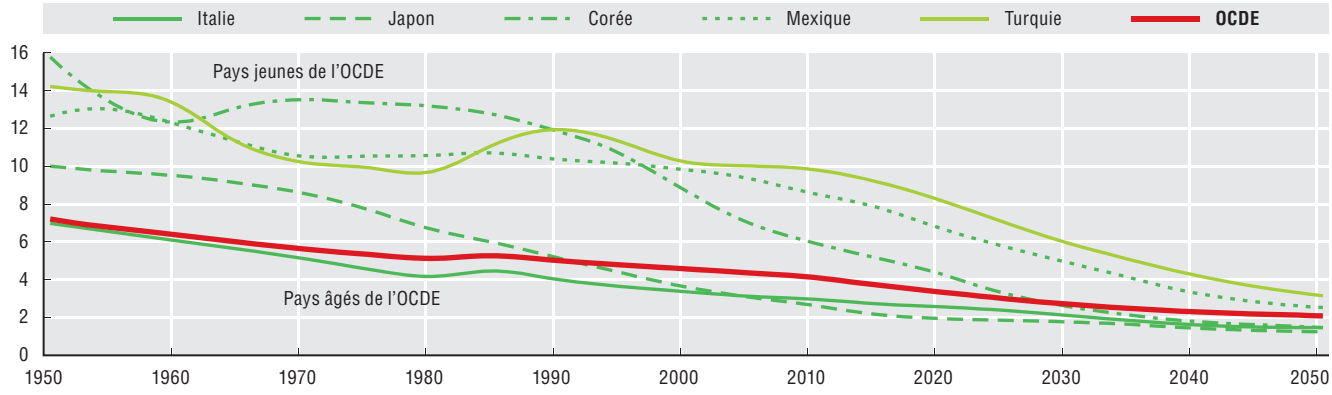
Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

GE5.1. Les populations vieillissent et le ratio de soutien démographique va diminuer de moitié dans la zone OCDE



GE5.2. Convergence des ratios de soutien démographique dans la zone de l'OCDE

Nombre de personnes en âge de travailler (20-64 ans) pour chaque personne à l'âge de la retraite (65+) dans un certain nombre de pays, 1950-2050



Source : OCDE (2011), *Panorama des pensions 2011*, Éditions OCDE, Paris (*www.oecd.org/els/social/pensions/PAG-fr*), Nations Unies, *Perspectives de la population mondiale des Nations Unies : Révision de 2008*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382710

5. INDICATEURS DE L'AUTONOMIE

1. Emploi
2. Chômage
3. Performances scolaires
4. Nombre potentiel d'années à la retraite
5. Dépenses d'éducation

1. Emploi

Définition et mesure

Une personne est considérée comme occupant un emploi si elle effectue un travail en vue d'un salaire, d'un bénéfice ou d'un gain familial pendant au moins une heure par semaine, ou si elle est temporairement absente du travail pour raison de maladie, de congé ou de conflit du travail. Les enquêtes sur la population active des pays de l'OCDE se fondent sur cette définition du travail au cours d'une semaine de référence. L'indicateur de base de l'emploi utilisé ici est la proportion de la population âgée de 15 à 64 ans qui occupe un emploi. Les taux d'emploi sont présentés par catégorie d'âge, sexe, niveau d'études et statut au regard de l'immigration. Les travailleurs temporaires sont des salariés dont l'emploi doit prendre fin à une date prédéterminée par opposition aux travailleurs permanents dont l'emploi est de durée indéfinie. Les définitions nationales sont, en gros, conformes à cette définition générique mais peuvent varier en fonction des circonstances nationales.

En 2009, les taux d'emploi allaient pratiquement du simple au double dans la zone de l'OCDE (partie A, SS1.1). Le taux d'emploi en Suisse était de près de 80 %, alors qu'il était de moins de 45 % en Turquie. Des taux d'emploi élevés ont également été enregistrés dans les pays nordiques et dans les cinq pays essentiellement anglophones. Les taux d'emploi étaient nettement plus faibles dans les pays d'Europe orientale et méridionale, en partie en raison du taux d'emploi relativement bas des femmes dans ces pays.

En raison de la crise économique, le taux d'emploi a reculé dans la plupart des pays de l'OCDE (partie B, SS1.1). Dans la plupart des pays de l'OCDE, les taux d'emploi en 2009 étaient inférieurs à ceux enregistrés en 2007. Les taux d'emploi ont diminué de plus de 4 points de pourcentage aux États-Unis, en Espagne, en Irlande, en Estonie et en Islande. En dépit de la crise, certains pays ont résisté à la tendance baissière. La Pologne a enregistré une augmentation de son taux d'emploi de 2 % sur la période, et l'emploi en Allemagne est resté relativement épargné par la crise.

Les jeunes étaient beaucoup plus susceptibles d'être concernés par l'emploi temporaire que les travailleurs des classes d'âge de forte activité (SS1.2). Cette configuration d'âge se retrouve dans tous les pays de l'OCDE, reflétant le fait que de nombreux jeunes poursuivent des études et que les jeunes présents sur le marché du travail, qui ont en règle générale un faible niveau de formation, ont peu d'expérience professionnelle. Les femmes sont également davantage concernées par l'emploi temporaire que les hommes.

Comme lors des récessions passées, les jeunes ont été particulièrement durement touchés par la récession de 2008-09 (SS1.3). En moyenne, dans la zone de l'OCDE, le taux d'emploi des jeunes a reculé d'environ 4 %, soit deux fois le déclin de l'emploi global. La probabilité des femmes d'occuper un emploi étant sensiblement inférieure à celle des hommes, au total la crise a eu un impact plus marqué sur l'emploi masculin. Les immigrés, qui avaient une probabilité légèrement moindre que celle de la population née dans le pays d'occuper un emploi, ont eux aussi été particulièrement durement touchés.

Notes des graphiques

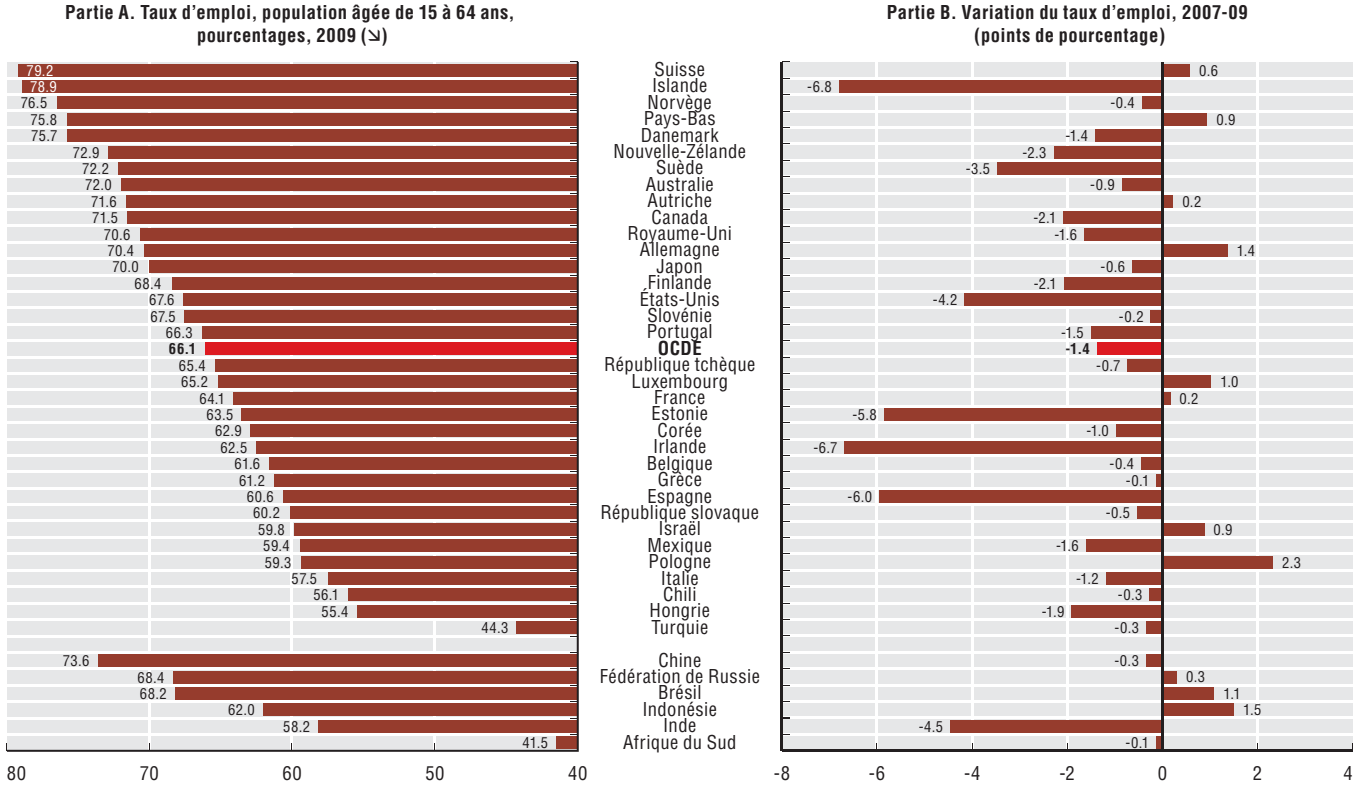
Graphique SS1.1 : 2005 pour l'Inde, 2007 pour la Chine et 2008 pour le Brésil, Israël, la Fédération de Russie et l'Afrique du Sud. Les variations indiquées partie B se rapportent à la période 2000/05 pour l'Inde, 2005/07 pour la Chine, 2005/08 pour l'Afrique du Sud, 2007/08 pour Israël et la Fédération de Russie, et 2006/08 pour le Brésil. Pour l'Indonésie, les données se réfèrent à la population âgée de 15 ans et plus.

Graphique SS1.2 : Données classées par ordre croissant de l'emploi temporaire dans les classes d'âge de forte activité (25-54 ans). Les données se rapportent à 2005 pour les États-Unis et 2006 pour l'Australie.

Graphique SS1.3 : Données classées par ordre croissant de la variation du taux d'emploi des 25-54 ans. Les données pour Israël se réfèrent à la période 2007/08.

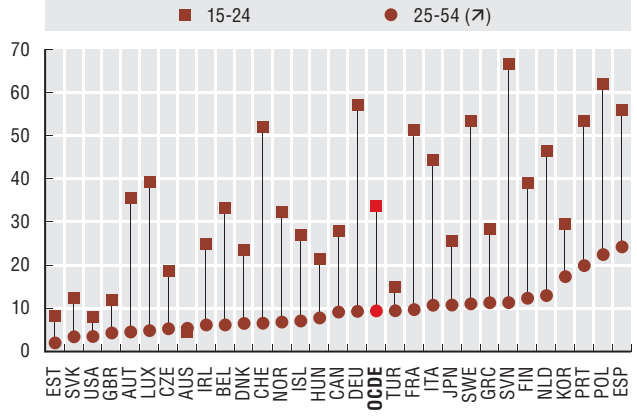
Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

SS1.1. Le taux d'emploi varie au sein des pays de l'OCDE mais il a subi l'impact de la crise dans la plupart des pays



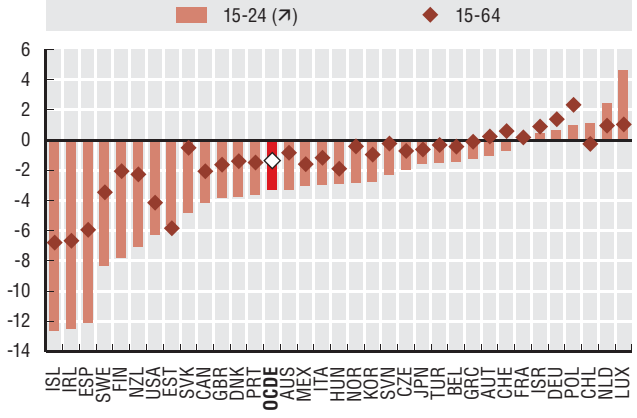
SS1.2. Les jeunes sont plus souvent employés avec des contrats temporaires

Emploi temporaire en pourcentage de l'emploi total, selon l'âge, 2009



SS1.3. Les jeunes ont été plus fortement touchés par la récession

Variation du taux d'emploi selon l'âge, 2007-09 (points de pourcentage)



Source : OCDE (2010), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris (*www.oecd.org/emploi/perspectives*) et OCDE (2010), *Perspectives des migrations internationales* (*www.oecd.org/els/migrations/pmi*), *Base de données OCDE-UE sur les économies émergentes* (*www.oecd.org/els/social/inequality/emergingeconomies*), Indonésie : BIT.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382729

2. Chômage

Définition et mesure

Le taux de chômage est la proportion de personnes sans emploi et cherchant activement un emploi dans la population en âge de travailler qui occupe ou cherche activement un emploi (15-64 ans). Les données présentées proviennent des enquêtes sur la population active des pays membres. Selon la définition standard du BIT qui est utilisée dans ces enquêtes, les chômeurs sont les personnes qui n'ont pas travaillé ne serait-ce qu'une heure au cours de la semaine de référence mais qui sont immédiatement disponibles et qui ont pris des dispositions spécifiques pour rechercher un emploi durant les quatre semaines précédant l'enquête. Ainsi, les personnes qui ne sont pas en mesure de travailler en raison d'une déficience physique et celles qui ne cherchent pas activement un emploi parce qu'elles ont peu d'espoir d'en trouver un ne sont pas considérées comme chômeurs.

Le chômage réduit la capacité des personnes d'être autonomes, pour elles-mêmes et pour leur famille, et les amène à dépendre des autres, en particulier du système de prestations (SS2.1). Le chômage a aussi un coût psychologique important, entraînant une baisse permanente du sentiment de satisfaction dans la vie.

En 2009, le taux de chômage le plus élevé de la zone de l'OCDE, enregistré en Espagne, était six fois supérieur au taux de chômage le plus faible, enregistré en Norvège (partie A, SS2.1). Comme la Norvège, la Corée et les Pays-Bas ont également enregistré un taux de chômage inférieur à 4 %, tandis que le taux de chômage courant excédait 12 % en République slovaque, en Irlande, en Estonie et en Turquie.

La crise économique a eu un impact fort mais variable sur les taux de chômage (partie B, SS2.1). Entre 2007 et 2009, le taux de chômage moyen de la zone de l'OCDE a augmenté de plus de 2 points de pourcentage. Des hausses plus marquées, de 7 points de pourcentage voire plus, ont été observées en Estonie, en Espagne et en Irlande. Parmi les pays qui sont parvenus à réduire leur taux de chômage durant cette période difficile on peut citer l'Allemagne, Israël et la Pologne (partie B, SS2.1).

Le chômage masculin a davantage subi l'impact de la crise de l'emploi que le chômage féminin. La forte contraction de l'activité dans la construction, une industrie qui emploie une forte proportion d'hommes, a été un facteur important dans la différenciation des évolutions entre hommes et femmes dans un certain nombre de pays.

Les jeunes étaient généralement davantage concernés par le chômage et ils ont aussi été plus durement touchés par la crise de l'emploi (SS2.2). Cette catégorie de main-d'œuvre est plus souvent embauchée sous contrat temporaire. En outre, l'entrée des jeunes dans l'emploi est souvent récente. Or en vertu du principe « dernier entré, premier sorti », ce sont aussi les plus vulnérables. Plus d'un jeune sur six était au chômage en Espagne, en Grèce, en Hongrie, en Italie, en République slovaque et en Suède. La situation des personnes ayant un faible niveau de formation était beaucoup plus variable d'un pays à l'autre (SS2.2).

Les immigrés, dans presque tous les pays, ont également une plus grande probabilité d'être au chômage que la population générale (SS2.3). L'écart est particulièrement marqué en Espagne, en Belgique et en Suède, alors que le taux de chômage des immigrés est légèrement inférieur à celui des travailleurs nés dans le pays en Pologne, en Israël et en Hongrie.

Notes des graphiques

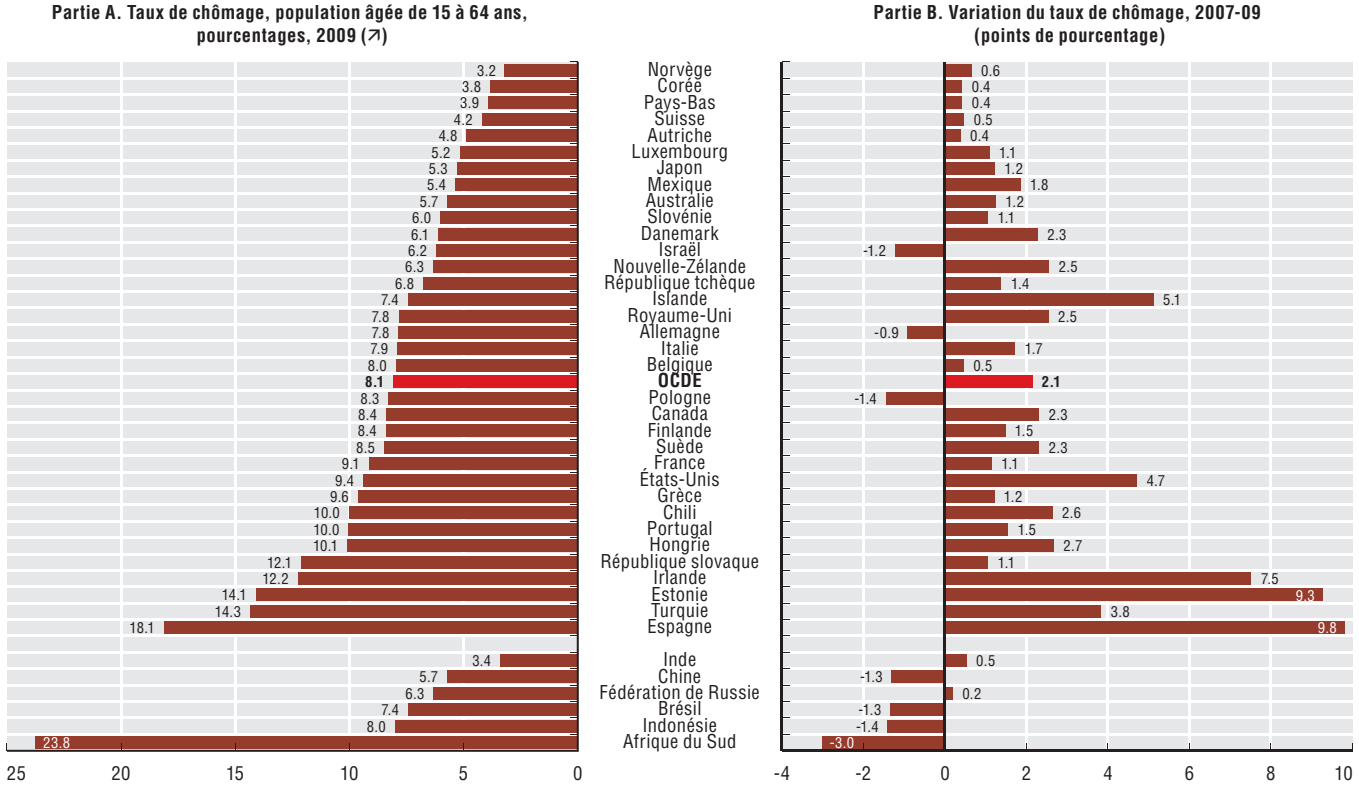
Graphique SS2.1 : 2005 pour l'Inde, 2008 pour le Brésil, la Chine, Israël, la Fédération de Russie et l'Afrique du Sud. La variation partie B se réfère à 2000/05 pour l'Inde, 2005/08 pour l'Afrique du Sud, 2006/08 pour le Brésil et la Chine et 2007/08 pour Israël et la Fédération de Russie. Les données se réfèrent à la population âgée de 15 ans et plus pour l'Indonésie.

Graphique SS2.2 : Données classées par ordre décroissant de l'écart entre le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) et celui de la population âgée de 15 à 64 ans. Les données selon le niveau de formation se réfèrent à 2008.

Graphique SS2.3 : Données classées par ordre décroissant de l'écart entre le taux de chômage de la population née à l'étranger et celui de la population née dans le pays de résidence. 2007 pour l'Estonie, Israël, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie; 2008 pour l'Australie et la Pologne.

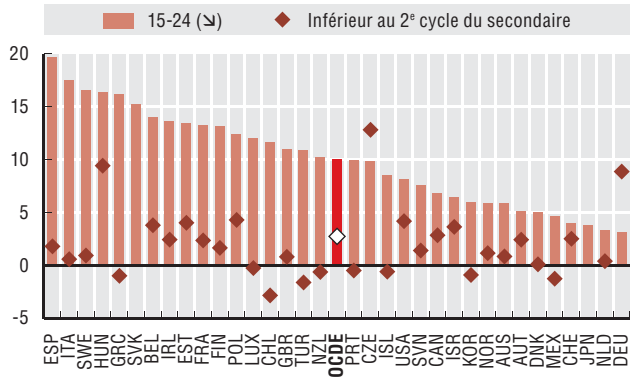
Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

SS2.1. Le taux de chômage varie au sein des pays de l'OCDE mais il a augmenté dans la plupart des pays lors de la crise



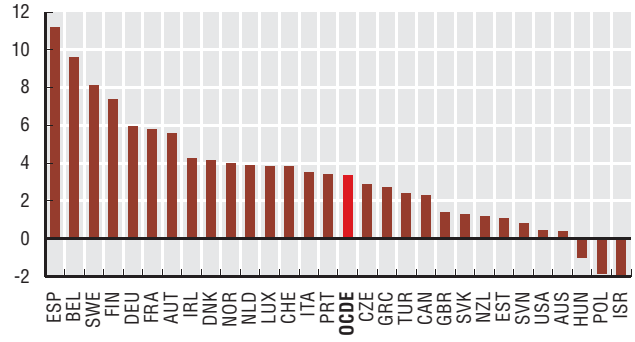
SS2.2. Le taux de chômage des jeunes est bien plus élevé que celui de la population totale

Écart entre le taux de chômage des jeunes et de la population ayant un faible niveau de formation et celui de la population âgée de 15 à 64 ans, 2009 (points de pourcentage)



SS2.3. Les personnes nées à l'étranger sont plus souvent au chômage que la population née dans le pays de résidence

Écart entre le taux de chômage de la population née à l'étranger et celui de la population née dans le pays de résidence, 2009 (points de pourcentage)



Source : OCDE (2010), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris (*www.oecd.org/emploi/perspectives*) et OCDE (2010), *Perspectives des migrations internationales* (*www.oecd.org/els/migrations/pmi*), *Base de données OCDE-UE sur les économies émergentes* (*www.oecd.org/els/social/inequality/emergingeconomies*), Indonésie : BIT.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382748

3. Performances scolaires

Définition et mesure

Les performances scolaires sont mesurées au travers des résultats du Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Le programme PISA est l'étude la plus rigoureuse menée à ce jour à l'échelle internationale pour évaluer les acquis des élèves à la fin de la scolarité obligatoire. Lors de la dernière enquête PISA, en 2009, les jeunes de 15 ans des pays de l'OCDE ont été soumis à des épreuves en mathématiques, en lecture et en sciences. Les épreuves PISA visent à évaluer les compétences des élèves dans un cadre indépendant, en assurant la comparabilité entre pays. Elles ne sont pas liées à des programmes nationaux spécifiques. Il s'agit pour les élèves d'appliquer les connaissances acquises à l'école à des situations qu'ils pourraient rencontrer dans le monde réel, par exemple définir un itinéraire, interpréter les instructions d'utilisation d'un appareil électrique ou tirer des informations d'un graphique. La première fois qu'un domaine de connaissances apparaît dans le programme PISA en tant que discipline majeure le score moyen pour l'ensemble des pays de l'OCDE dans ce domaine est fixé à 500 points. Par la suite, la moyenne de l'OCDE reflète les performances des pays.

Dans le domaine de la lecture, les résultats de la vague 2009 peuvent être comparés à ceux de la vague 2000, ce qui est la période la plus longue sur laquelle on puisse observer les évolutions.

En plus des scores moyens obtenus par les élèves de chaque pays dans les trois domaines, on présente une mesure de l'inégalité des scores aux différentes épreuves au sein des pays, à savoir le rapport du score du décile supérieur à celui du décile inférieur (D9/D1).

Les performances scolaires à 15 ans pèsent durablement sur le degré d'autonomie des jeunes. Les résultats obtenus par les élèves aux épreuves PISA reflètent le bagage éducatif cumulé reçu de la famille, de l'école, des pairs et de la collectivité jusqu'à l'âge de 15 ans. Les résultats aux épreuves ne constituent pas l'unique indicateur de réussite scolaire mais c'est une mesure très importante.

En 2009, les meilleurs résultats en lecture chez les jeunes de 15 ans ont été observés en Corée et en Finlande tandis que les résultats les plus faibles ont été observés au Chili et au Mexique (partie A, SS3.1). Entre 2000 et 2009, les résultats en lecture ont progressé de plus de 20 points au Chili, en Israël et en Pologne (partie B, SS3.1). Ils ont le plus reculé en Irlande, en Suède, en République slovaque et en Australie.

De façon générale, les progrès en lecture sur la période 2000-09 ont été plus marqués dans les pays où, initialement, en 2000, les scores étaient bas (partie B, SS3.1). La corrélation entre les scores en lecture en 2000 et l'évolution des scores en lecture sur la période ressort à –0.71 pour l'ensemble des pays de l'OCDE. Les pays de l'OCDE convergent donc vers un même niveau de performances en lecture. La performance des jeunes en lecture, en Corée, étant déjà bonne en 2000, le gain de 15 points sur la période 2000-09 est un résultat remarquable.

Les pays où le score moyen en lecture est élevé en 2009 tendent à avoir un écart comparativement limité entre scores supérieurs et scores inférieurs (SS3.2). Le faible écart des scores en lecture caractérise en particulier la Corée, où les scores du décile supérieur sont moins d'une fois et demie plus élevés que ceux du décile inférieur, alors que le rapport excède 1.9 en Israël où les scores sont très inégaux. Compte tenu des scores moyens, les écarts des scores en lecture dans la zone de l'OCDE sont particulièrement élevés en Nouvelle-Zélande et faibles au Mexique.

La relation entre inégalité des scores et scores moyens se vérifie, même davantage encore, en ce qui concerne l'évolution sur la période 2000-09 (SS3.3). Les pays où la progression des scores moyens est comparativement forte sont aussi ceux où la réduction des inégalités dans les performances en lecture est comparativement marquée. C'est au Chili que les inégalités dans les scores en lecture se sont le plus réduites et en France qu'elles se sont le plus accentuées.

Pour en savoir plus

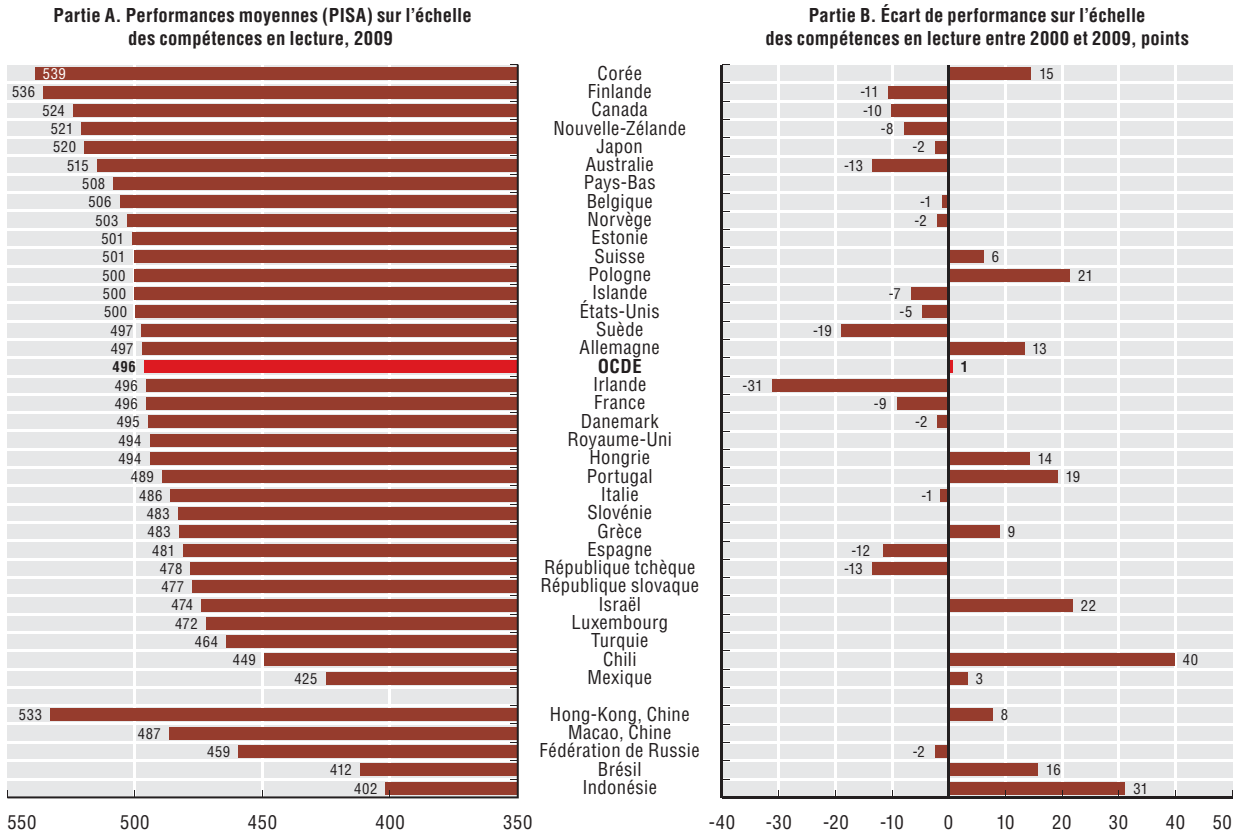
OCDE (2010), *PISA 2009 at a Glance*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264095298-en*.

Notes des graphiques

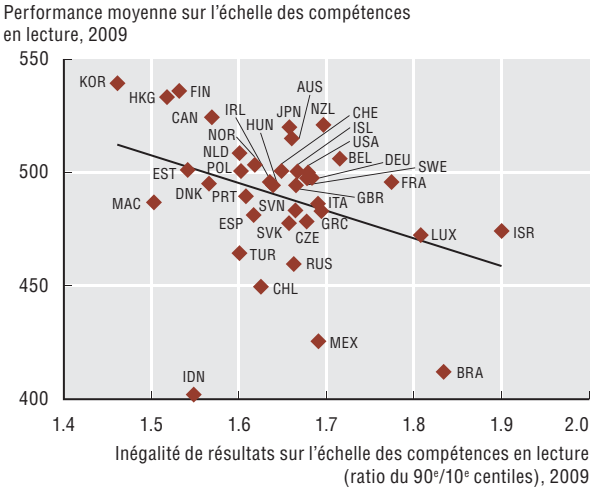
Données manquantes pour l'Autriche en 2009. Données manquantes en 2000 pour l'Estonie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la République slovaque, la Slovénie, la Turquie, le Royaume-Uni, et Macao, Chine.

Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

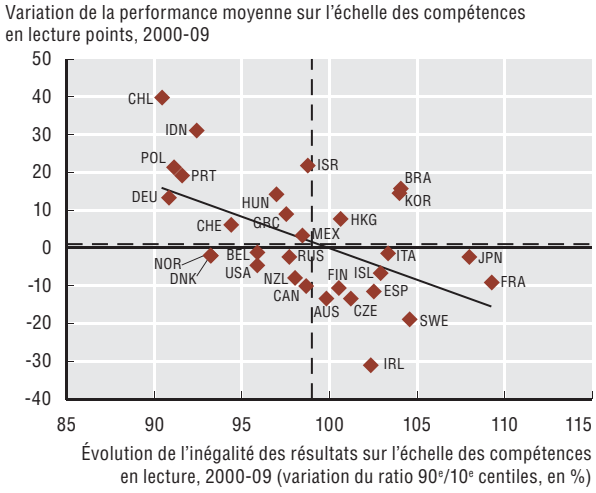
SS3.1. Les améliorations les plus importantes en compétence de lecture entre 2000 et 2009 sont enregistrées dans les pays les moins performants en 2000



SS3.2. Des résultats plus élevés en lecture vont de pair avec une moindre inégalité des performances



SS3.3. L'amélioration des résultats est clairement associée à une réduction des inégalités dans les performances



Source : OCDE, *PISA 2000 et 2009* (*www.pisa.oecd.org*), OCDE (2009), *PISA 2009 Results: What Students Know and Can Do: Student Performance in Reading, Mathematics and Science* (vol. I), Éditions OCDE, Paris.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382767

4. Nombre potentiel d'années à la retraite

Définition et mesure

Le nombre potentiel d'années à la retraite correspond au nombre d'années pendant lequel les hommes et les femmes peuvent espérer vivre après avoir atteint une mesure de l'âge actuariellement neutre ouvrant droit à pension en 2010 (défini ici comme l'âge officiel ouvrant droit à pension), qui est une variable qui résulte d'un choix politique. Pour une analyse plus approfondie de l'estimation du nombre potentiel d'années à la retraite, voir OCDE (2011).

Les comparaisons internationales de l'âge de sortie effective de la vie active reposent sur des mesures indirectes sur la base de données transversales. Ces mesures indirectes traitent les personnes au-delà d'un certain âge comme étant à la retraite dès lors qu'elles ne font pas partie de la population active (âge moyen de sortie de la vie active). Les mouvements nets d'entrée dans la retraite sont appréhendés au travers de la variation au fil du temps de la proportion de personnes âgées qui ne font pas partie de la population active. Cette mesure indirecte correspond à l'âge effectif moyen de départ à la retraite. L'âge officiel de la retraite est également complexe à déterminer, surtout lorsque la retraite dépend d'un nombre fixe d'années de cotisations. Pour une analyse plus approfondie, voir OCDE (2011).

L'âge effectif moyen de la retraite est déduit de l'évolution observée des taux de participation sur une période de cinq ans pour des cohortes successives de travailleurs (par groupes d'âge de cinq ans) âgés de 40 ans et plus. Le nombre estimé d'années à la retraite résulte des estimations de l'espérance de vie à l'âge de sortie de la vie active issues des *Perspectives de la population mondiale des Nations Unies : Révision 2008*.

Pour les hommes comme pour les femmes, l'âge officiel d'ouverture du droit à pension dans les pays de l'OCDE est le plus souvent fixé à 65 ans (SS4.1). L'âge ouvrant droit à pension est aussi, très souvent, fixé à 60 ans. L'âge officiel de la retraite peut être plus élevé ou, à l'inverse, moins élevé, dans certains pays, de même que l'âge peut ne pas être le même pour les hommes et pour les femmes. Lorsque le régime n'est pas le même pour les hommes et pour les femmes, les femmes ont toujours la possibilité de partir à la retraite plus tôt.

Le nombre potentiel d'années à la retraite donne une indication des pressions budgétaires liées au système de pension dans un contexte de vieillissement de la population. Le nombre potentiel d'années à la retraite excède 27 ans pour les femmes en Italie (pays où le chiffre est le plus élevé), en Slovénie, en Grèce et en France. Il excède 20 ans pour les hommes en Grèce (pays où le chiffre est le plus élevé), en Italie, en France, en Belgique et en Corée. De l'ordre de 19 ans, le nombre potentiel d'années à la retraite est nettement faible pour les femmes en Islande, au Mexique et en Norvège, et faible pour les hommes – aux alentours de 14-15 ans – en République slovaque, en Pologne et en Estonie.

Les hommes peuvent escompter vivre de leur pension cinq ans de moins que les femmes en moyenne (SS4.1). Dans onze pays, les femmes continuent d'avoir le droit de toucher leur pension plus tôt que les hommes et, dans tous les pays, les femmes ont une espérance de vie plus longue. L'écart est d'environ 8 ans en Autriche, en Pologne et au Royaume-Uni. Cette situation fait que les femmes seront davantage exposées au risque de pauvreté à la retraite, d'autant que, dans un système où les pensions sont liées aux gains, elles sont pénalisées par l'écart de rémunération par rapport aux hommes.

Les différences entre pays sont importantes en ce qui concerne l'âge effectif estimé de départ à la retraite, par opposition à l'âge ouvrant droit à pension (SS4.2). L'écart entre le pays où l'âge effectif estimé de départ à la retraite est le plus faible (Luxembourg) et celui où il est le plus élevé (Mexique) excède 14 ans pour les hommes. Les hommes prennent généralement leur retraite plus tard que les femmes, sauf en Turquie et en Espagne. La décision de partir à la retraite ne dépend pas uniquement de l'âge officiel d'ouverture du droit à la retraite. D'autres facteurs entrent en jeu comme l'état de santé, la situation du marché du travail, le montant de la retraite et son traitement fiscal, le montant de l'épargne privée, les obligations familiales, la situation du conjoint vis-à-vis de l'activité et les attitudes au travail à l'égard des seniors.

Pour en savoir plus

OCDE (2011), *Panorama des pensions 2011*, Éditions OCDE, Paris, *www.oecd.org/els/social/pensions/PAG-fr*.

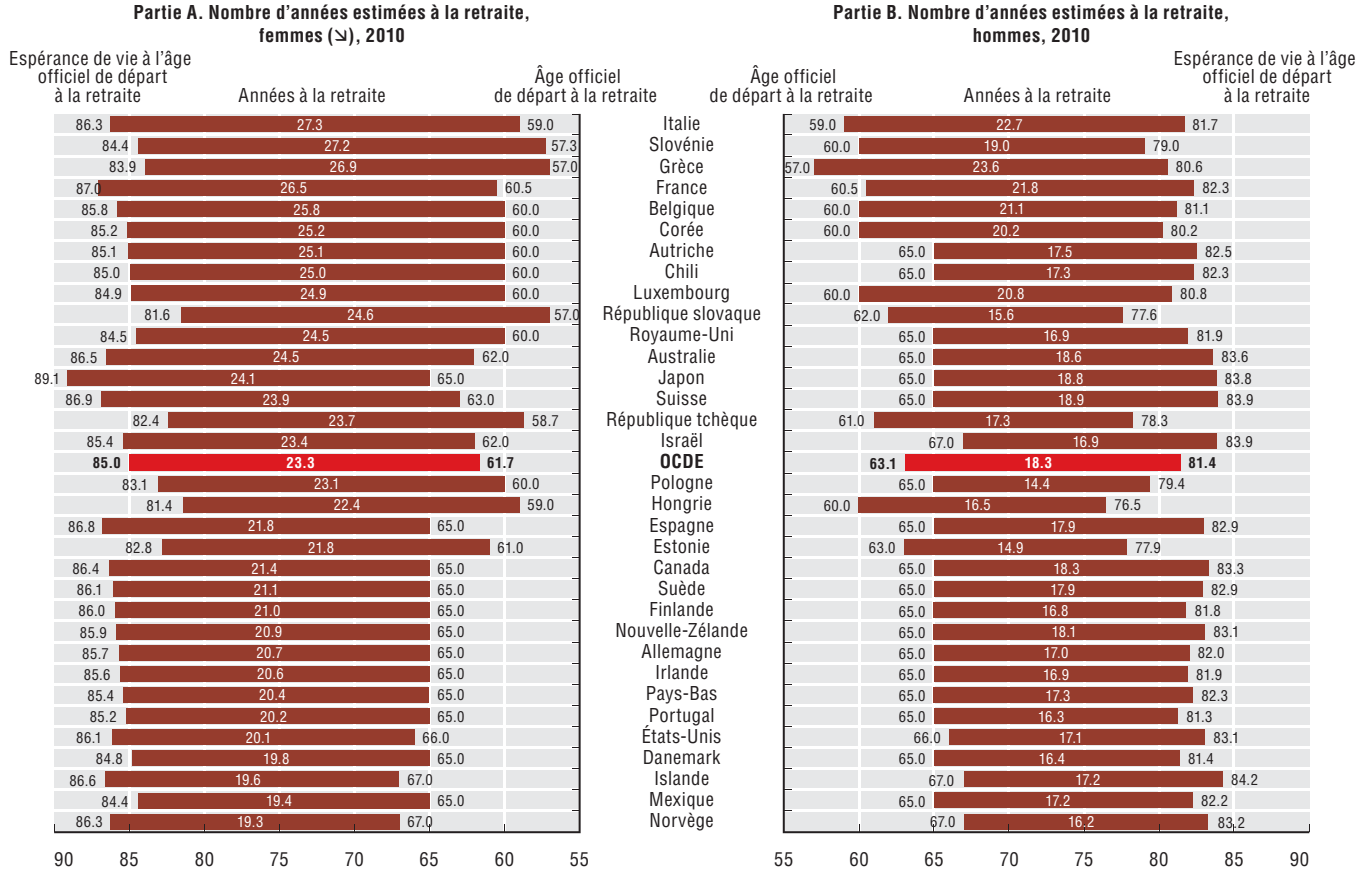
Notes des graphiques

Graphique SS4.1 : Les données pour la Turquie ont été exclues du graphique car les valeurs sont très éloignées de la moyenne, avec un âge de départ à la retraite de 41.0 ans pour les femmes et 44.9 ans pour les hommes.

Graphique SS4.2 : Les données se réfèrent à l'âge effectif de sortie de la vie active.

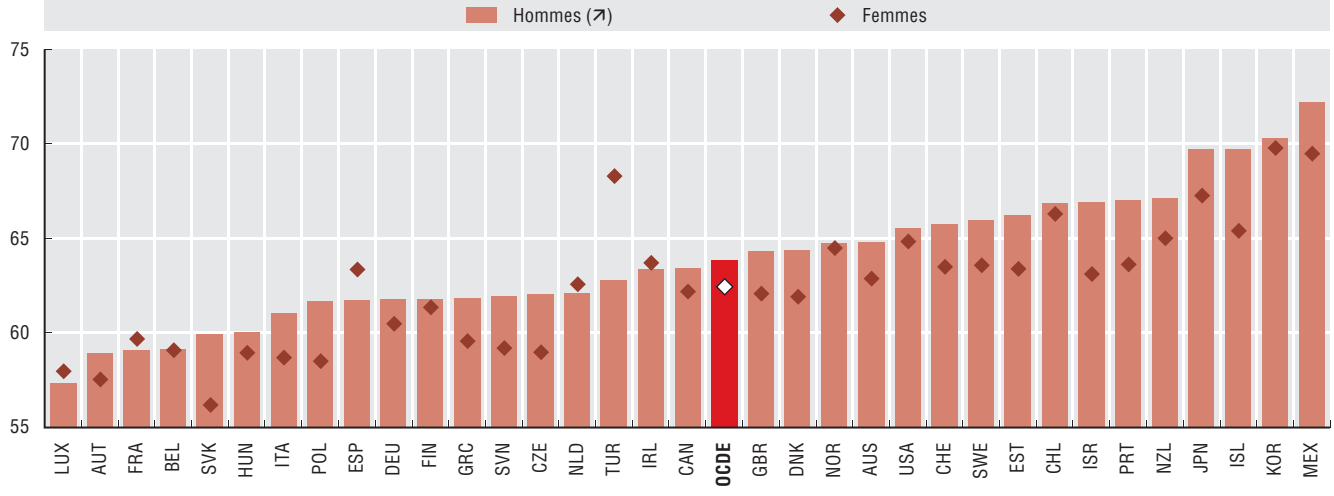
Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

SS4.1. Les femmes vivent en moyenne cinq années de plus à la retraite que les hommes



SS4.2. Les hommes prennent leur retraite plus tard que les femmes

Âge moyen de sortie de la vie active



Source : OCDE, *Les pensions dans les pays de l'OCDE* (*www.oecd.org/els/social/pensions/PAG-fr*), les estimations de l'espérance de vie sont issues des *Perspectives de la population mondiale des Nations Unies : Révision de 2008.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382786

5. Dépenses d'éducation

Définitions et mesure

On calcule le montant des dépenses d'éducation par habitant en prenant en compte le montant total annuel des dépenses consacrées à l'enseignement primaire et secondaire et le nombre d'élèves inscrits au niveau correspondant. Les données les plus récentes se rapportent à l'année 2007. Les chiffres intègrent les dépenses publiques et les dépenses privées, exprimées en USD sur la base des parités de pouvoir d'achat pour les années considérées. Les comparaisons de dépenses au fil du temps sont exprimées aux prix de l'année 2000. Le cumul des dépenses indique les dépenses cumulées par âge, entre l'âge de 6 ans et 16 ans, en pourcentage du total des dépenses publiques sur la période.

Les sources des données pour les scores en lecture issus de PISA sont précisées avec l'indicateur SS3.

En moyenne, en 2007, les pays de l'OCDE ont consacré 8 000 USD par enfant et par an à l'enseignement obligatoire (partie A, SS5.1). Le Luxembourg y a consacré nettement plus de 15 000 USD par enfant. Le pays qui arrive en deuxième position, la Suisse, y a consacré près d'un tiers de ressources en moins. En Turquie, le montant de la dépense était un peu upérieur à 1 000 USD. Les dépenses étaient également relativement faibles au Chili et au Mexique.

Les dépenses, publiques et privées, par habitant, consacrées à l'éducation ont augmenté dans la plupart des pays de l'OCDE entre 2000 et 2007 (partie B, SS5.1). Le Royaume-Uni et l'Irlande ont augmenté le montant des dépenses par habitant dans des proportions importantes – de 100 % et 60 % respectivement. À l'inverse, le niveau des dépenses, en 2007, au Danemark, en Israël et en Nouvelle-Zélande, était inchangé par rapport à 2000. Deux pays relativement loin dans le classement par le montant des dépenses – le République tchèque et la Pologne – ont, eux aussi, notablement accru le montant des dépenses par habitant.

Dans l'ensemble, les pays de l'OCDE consacrent autant de ressources aux premières années de la scolarité obligatoire qu'à la seconde partie de la scolarité obligatoire (SS5.2). En moyenne, dans la zone de l'OCDE, 50 % des dépenses en faveur de l'enseignement obligatoire concernent les premières années de la scolarité obligatoire, de l'âge de 6 ans à 11 ans. Par conséquent, la seconde partie de l'enseignement obligatoire, de l'âge de 11 ans à 16 ans compris, concentre également 50 % des dépenses. Les situations les plus contrastées sont celles du Chili et de la Finlande. Au Chili, plus de 60 % des dépenses vont aux premières années de la scolarité obligatoire, laissant moins de 40 % des dépenses pour la seconde partie de la scolarité obligatoire. En Finlande, les proportions sont inverses : 40 % des dépenses pour les premières années de la scolarité obligatoire, 60 % pour la seconde moitié.

Il n'y a pas de relation entre la progression moyenne du score en lecture des jeunes de 15 ans sur la période 2000-09 et l'accroissement des dépenses d'éducation au niveau national, pour les enfants de 6 à 16 ans, sur la même période (SS5.3). Cette absence de relation donne à penser que d'autres facteurs comme les programmes d'enseignement, la formation des enseignants et les incitations auxquelles ils sont soumis, ainsi que les influences en dehors du milieu scolaire, jouent un plus grand rôle que l'accroissement des financements pour déterminer la progression des scores en lecture, au moins s'agissant du financement de la scolarité obligatoire.

Pour en savoir plus

OCDE (2010), *PISA 2009 at a Glance*, Éditions OCDE, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264095298-en*.

Notes des graphiques

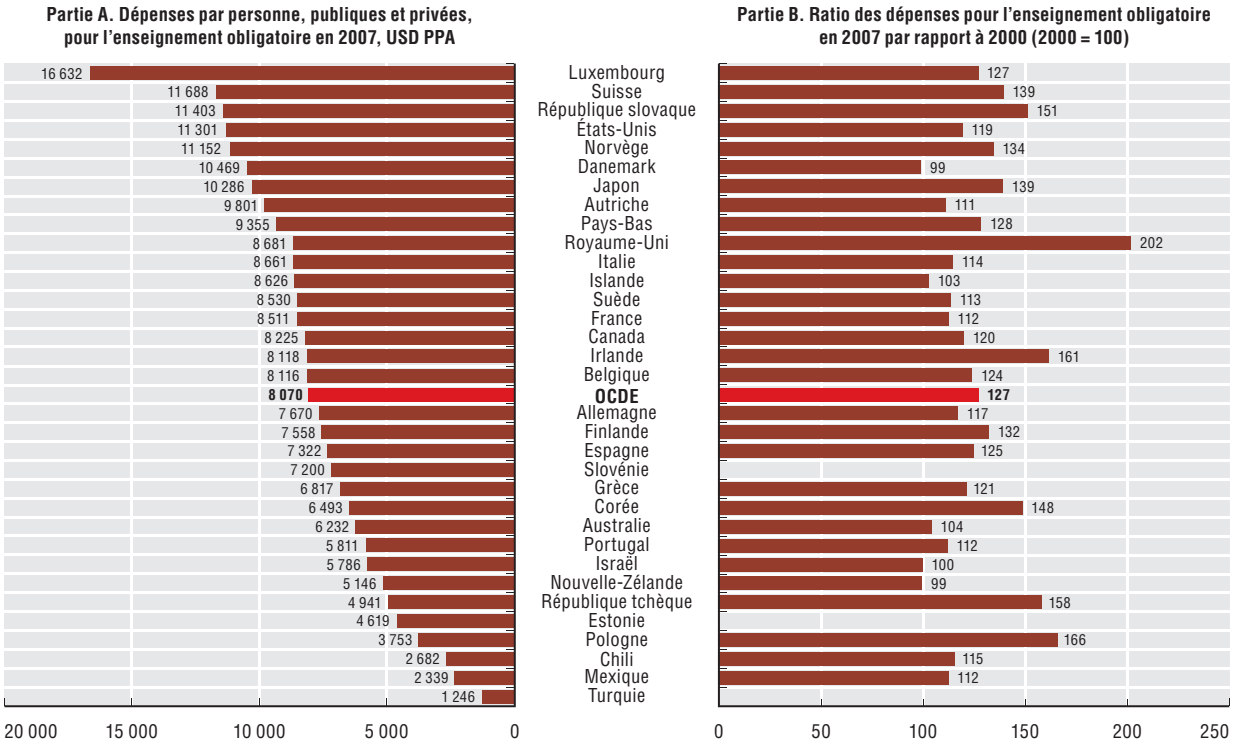
Graphique SS5.1 : Les données pour la Hongrie sont manquantes pour les deux comparaisons. Les données pour l'Estonie, la Slovénie et la Turquie sont manquantes pour la comparaison dans le temps. Les dépenses récentes par personne se réfèrent à 2007 sauf pour la Grèce (2005) et la Turquie (2006). Les comparaisons d'évolution de la dépense se réfèrent à 2000 et 2007 – prix constants de 2000 – sauf pour la Grèce (2000-05), le Luxembourg (2001-07), la Nouvelle-Zélande (1999-2007), et le Royaume-Uni (1999-2007).

Graphique SS5.2 : La moyenne OCDE ne comprend pas le Canada et la Turquie. La Finlande concentre les dépenses plus tard et le Chili concentre les dépenses plus tôt.

Graphique SS5.3 : Les données de dépenses sont manquantes pour l'Estonie, la Hongrie et la Slovénie. Pour les données de dépenses, se référer aux notes du graphique SS5.1. *PISA 2000* ne comprend pas les Pays-Bas, la République slovaque et la Turquie. OCDE (2011) ne comprend pas les performances sur l'échelle des compétences en lecture pour l'année 2000 pour l'Autriche et le Royaume-Uni.

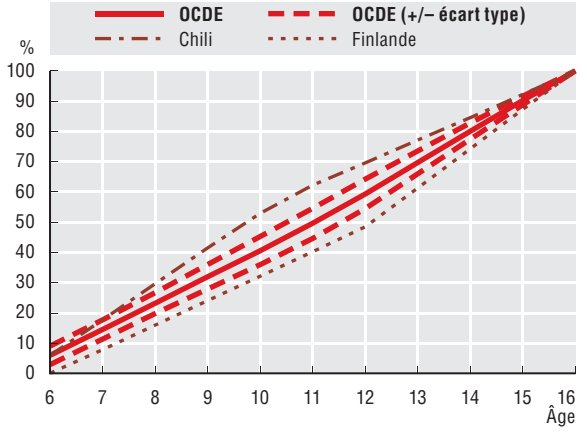
Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

SS5.1. La plupart des pays de l'OCDE ont significativement augmenté leurs dépenses par personne en faveur de l'enseignement

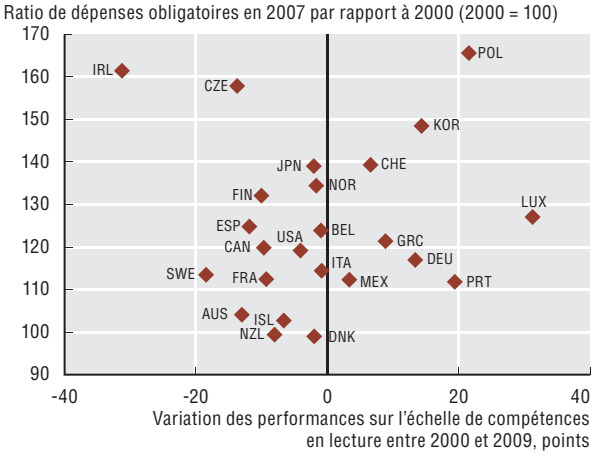


SS5.2. Au niveau de l'enseignement obligatoire, le Chili dépense plus pour les jeunes enfants alors que la Finlande dépense plus pour les enfants plus âgés

Dépenses publiques d'éducation cumulées selon l'âge des enfants, 6-16 ans



SS5.3. Pas de corrélation entre la variation des dépenses d'éducation et la variation des performances moyennes PISA sur l'échelle des compétences en lecture



Source : Base de données de l'OCDE sur l'éducation, 2010 (*www.oecd.org/education/database*), OCDE, PISA 2000 et 2009 (*www.pisa.oecd.org/*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382805

6. INDICATEURS D'ÉQUITÉ

1. Inégalités de revenus
2. Pauvreté
3. Difficultés liées au revenu
4. Capacité à sortir des minima sociaux
5. Dépenses sociales publiques

1. Inégalités de revenus

Définition et mesure

Les inégalités de revenus sont mesurées à partir des données sur le revenu disponible des ménages (voir l'encadré « Définition et mesure » de l'indicateur GE1 pour plus de détails). Le principal indicateur de la distribution des revenus retenu ici est le coefficient de Gini. La valeur de ce coefficient varie entre 0, qui correspond à une « égalité parfaite » (chaque personne reçoit la même fraction des revenus) et 1, qui représente une « inégalité parfaite » (la fraction de la population la plus riche reçoit l'intégralité des revenus). Les données relatives à l'espérance de vie sont analysées dans l'encadré « Définition et mesure » de l'indicateur HE1 ci-dessous.

Les inégalités de revenus reflètent la distribution des ressources matérielles dans la société. Certains estiment que des inégalités de revenus très marquées ne sont pas souhaitables sur le plan moral. D'autres les déplorent sur le plan fonctionnel, puisqu'elles suscitent des conflits, entravent la coopération ou engendrent des tensions à la fois psychologiques et physiques (Wilkinson et Pickett, 2009). Souvent, les pouvoirs publics sont davantage préoccupés par l'évolution des inégalités plutôt que par leur niveau.

À la fin des années 2000, les inégalités de revenus étaient extrêmement variables d'un pays de l'OCDE à l'autre (partie A, EQ1.1). Ainsi, le Chili, le Mexique et la Turquie se distinguent par les inégalités de revenus les plus marquées, tandis que les pays anglophones de la zone OCDE s'inscrivent en ligne avec la moyenne OCDE, voire au-dessus. Les pays d'Europe du Sud et de la Méditerranée se caractérisent également par des inégalités de revenus plus prononcées que la moyenne, contrairement aux pays nordiques et d'Europe continentale où elles sont inférieures à la moyenne.

Depuis le milieu des années 80, les inégalités de revenus ne se sont creusées que modérément dans la zone OCDE (partie B, EQ1.1). Néanmoins, on observe de fortes variations d'un pays à l'autre et dans le temps. C'est en République tchèque, en Finlande, en Israël, en Nouvelle-Zélande et en Suède que les inégalités se sont le plus accentuées. Toutefois, cette tendance ne s'est pas généralisée, puisque les inégalités de revenus ont sensiblement diminué en Grèce, en Irlande, en Espagne et au Chili.

Les inégalités de revenus sont généralement plus marquées dans les pays plus pauvres (EQ1.2). Parmi les pays de l'OCDE où les inégalités sont les plus marquées figurent certains des pays les moins riches, comme le Chili, le Mexique et la Turquie. Le Luxembourg, l'Islande et la Norvège conjuguent richesse et égalité relatives, mais les inégalités y sont toutefois plus importantes que prévu (supérieures à la moyenne pour le graphique EQ1.2) par rapport à leurs revenus élevés. Les inégalités sont assez marquées aux États-Unis au vu de leur niveau de vie élevé (supérieures à la moyenne pour le graphique EQ1.2), la situation étant inversée en République tchèque, en Hongrie et en Pologne, qui affichent des revenus relativement bas et, partant, des inégalités peu marquées (inférieures à la moyenne pour le graphique EQ1.2).

Une hausse rapide des revenus ne s'accompagne pas nécessairement d'un creusement des inégalités (EQ1.3). Certains estiment qu'une augmentation rapide des revenus implique nécessairement un renforcement des inégalités. D'autres considèrent en revanche qu'une amélioration rapide des revenus permet de gommer les inégalités. Néanmoins aucune de ces deux hypothèses n'est corroborée par les données de l'OCDE sur les inégalités de revenus.

Pour en savoir plus

OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2011), *Causes of Growing Income Inequality in OECD Countries*, Éditions OCDE, Paris, à paraître.

Wilkinson, R. et K. Pickett (2009), *The Spirit Level. Why Equality is Better for Everyone*, Penguin Books, Londres.

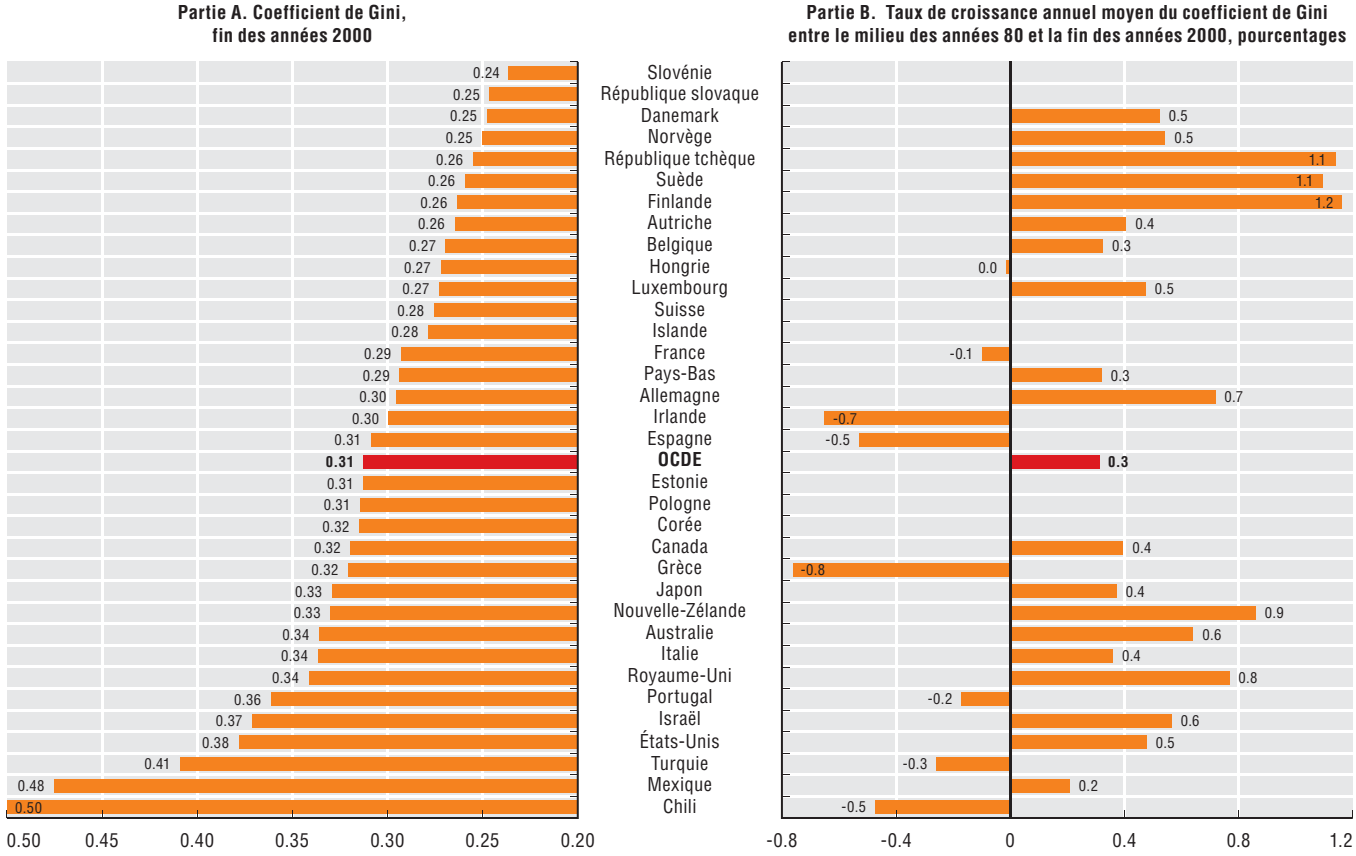
Notes des graphiques

Graphique EQ1.1, partie A : Pour la Grèce et la Suisse, le coefficient de Gini fait référence au milieu des années 2000.

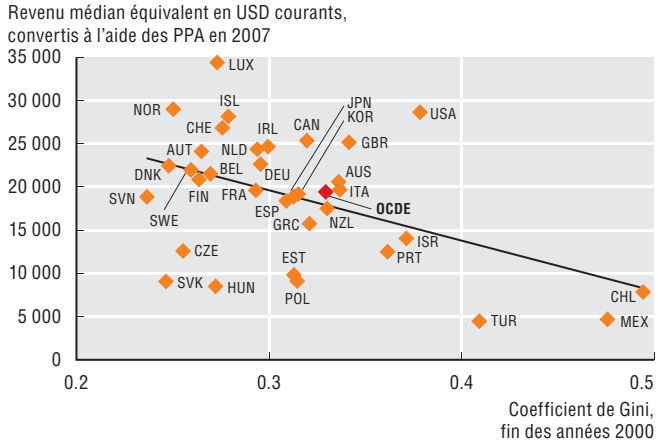
Graphiques EQ1.1, partie B et EQ1.3 : Aucune donnée disponible sur les changements intervenus en Corée, en Estonie, en Islande, en Pologne, en République slovaque, en Slovénie et en Suisse. Les données disponibles pour l'Australie, le Chili, Israël et le Portugal concernent les changements intervenus depuis le milieu des années 90. Les données disponibles pour l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, l'Irlande, le Portugal et la République tchèque concernent les changements intervenus jusqu'en 2000, les données issues de l'enquête EU-SILC n'étant pas comparables avec celles des années antérieures pour ces pays.

Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

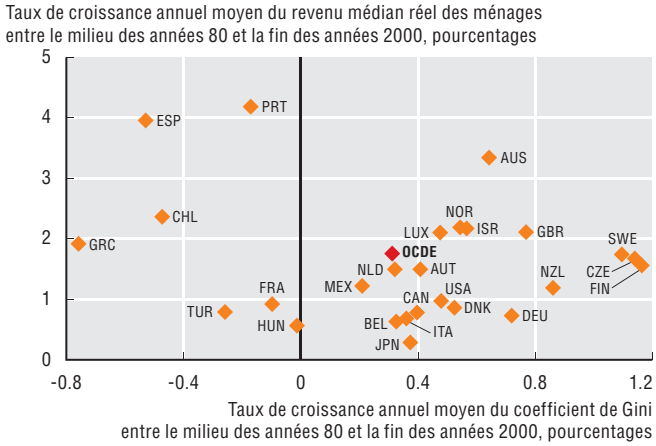
EQ1.1. Les inégalités de revenus se sont accrues



EQ1.2. Les pays riches ont une plus faible inégalité de revenus



EQ1.3. La croissance rapide des revenus ne réduit pas les inégalités



Source : Données provisoires de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus et la pauvreté* (*www.oecd.org/els/social/inegalite*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382824

2. Pauvreté

Définition et mesure

La perception de ce qu'est un « niveau de vie décent » varie selon les pays et selon les époques. Aussi n'existe-t-il pas, dans les pays de l'OCDE, de mesure communément admise de la pauvreté. Comme les inégalités de revenus, la pauvreté est mesurée à partir des données sur le revenu disponible équivalent des ménages communiquées par les consultants nationaux (se référer à l'encadré « Définition et mesure » de l'indicateur EQ1 sur les inégalités de revenus). Les individus sont considérés comme pauvres lorsque le revenu équivalent de leur ménage est inférieur à 50 % du revenu médian dans chaque pays. Il découle de l'utilisation d'un seuil de revenu relatif que le seuil de pauvreté augmente avec le revenu du pays. Cette variation du seuil de pauvreté en fonction de la richesse nationale traduit l'idée que la « non-pauvreté » correspond à la possibilité d'avoir accès aux biens et services jugés « normaux » dans un pays donné. Le taux de pauvreté désigne le nombre d'individus qui se situent en deçà du seuil de pauvreté.

Le taux de pauvreté mesure le nombre relatif d'individus situés au bas de l'échelle de distribution des revenus. Les craintes de la société en matière d'inégalités sont souvent plus grandes pour les personnes défavorisées. C'est pourquoi les mesures de la pauvreté retiennent généralement plus l'attention que les mesures des inégalités de revenus. Les préoccupations sont encore plus grandes pour certaines catégories de population, comme les personnes âgées et les enfants, qui ne peuvent pas (plus) travailler pour sortir de la pauvreté.

Le taux de pauvreté moyen s'élève à 11 % dans la zone OCDE (partie A, EQ2.1). Les taux de pauvreté sont particulièrement élevés au Chili, en Israël et au Mexique, contrairement au Danemark et à la Suède où une personne sur vingt environ est pauvre. Les autres pays nordiques et les pays européens se distinguent également par un faible taux de pauvreté. Le bas du classement est dominé par les pays anglophones, les pays méditerranéens et les deux pays asiatiques membres de l'OCDE.

Entre le milieu des années 80 et le milieu des années 2000, les taux de pauvreté ont augmenté de manière modérée au sein de la zone OCDE (partie B, EQ2.1). Les progressions les plus importantes ont été enregistrées en Israël, aux Pays-Bas et en Suède. La Belgique, le Chili et le Portugal sont en revanche parvenus à réduire sensiblement leurs taux de pauvreté.

Dans certains pays, les personnes âgées sont les plus exposées au risque de pauvreté, tandis que dans d'autres pays, c'est la pauvreté des enfants qui pose le plus problème (EQ2.2). Alors que la Corée affiche un taux de pauvreté très élevé chez les personnes âgées et très bas pour les enfants, en Turquie, la pauvreté est plus répandue chez les enfants que chez les retraités. Aux États-Unis et au Mexique, où le taux de pauvreté total est relativement élevé, les taux de pauvreté sont aussi élevés chez les personnes âgées que chez les enfants, contrairement aux pays nordiques où les taux de pauvreté de ces deux classes d'âge sont bas.

L'accélération de la croissance économique est souvent considérée comme la solution aux problèmes de pauvreté (EQ2.3). Néanmoins, les 20 dernières années n'ont pas montré de corrélation étroite entre croissance économique et pauvreté au sein de la zone OCDE. Rien ne semble démontrer une relation entre pauvreté et croissance du revenu des ménages, dans un sens ou dans l'autre. Ainsi, l'Irlande a connu une croissance très rapide de son revenu sur la période, qui s'est accompagnée d'une forte augmentation de la pauvreté. En Belgique, la croissance du revenu a stagné alors que le taux de pauvreté a considérablement diminué.

Pour en savoir plus

OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.

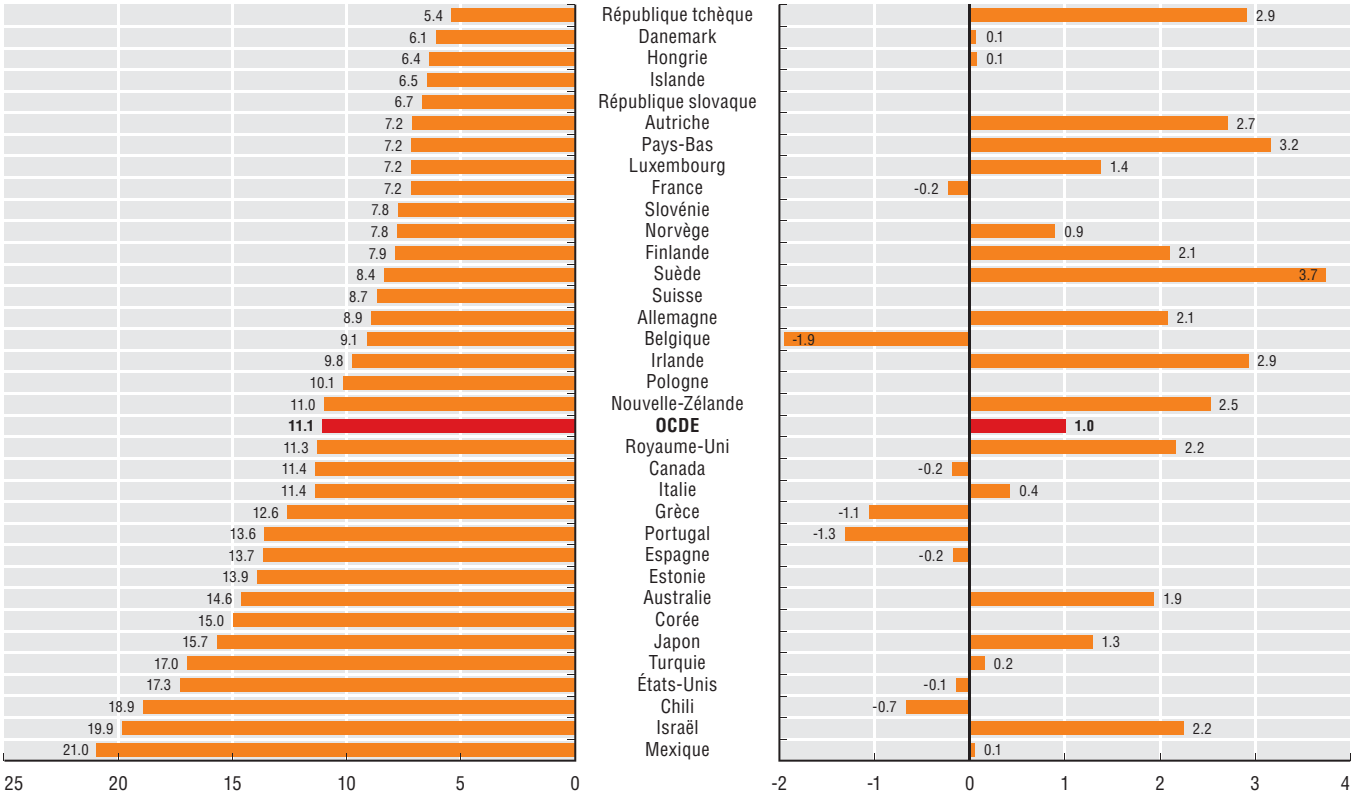
Notes des graphiques

Graphique EQ2.1, partie A : Pour la Grèce et la Suisse, les taux de pauvreté correspondent au milieu des années 2000.

Graphiques EQ2.1, partie B et EQ2.3 : Aucune donnée disponible sur les changements intervenus en Corée, en Estonie, en Islande, en Pologne, en République slovaque, en Slovénie et en Suisse. Les données disponibles pour l'Australie, le Chili, Israël et le Portugal concernent les changements intervenus depuis le milieu des années 90. Les données disponibles pour l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, l'Irlande, le Portugal et la République tchèque concernent les changements intervenus jusqu'en 2000, les données issues de l'enquête EU-SILC n'étant pas comparables avec celles des années antérieures pour ces pays.

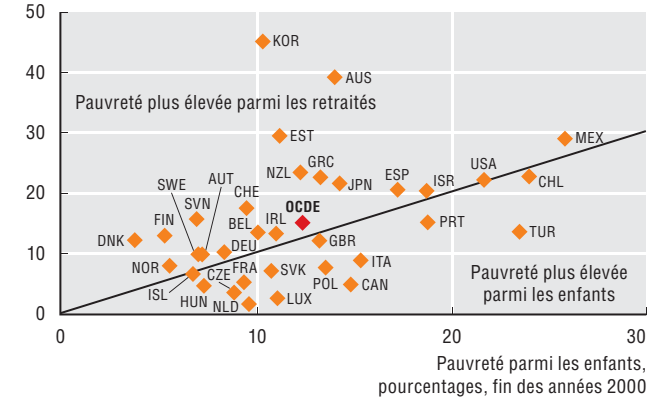
Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

EQ2.1. La pauvreté s'est accrue



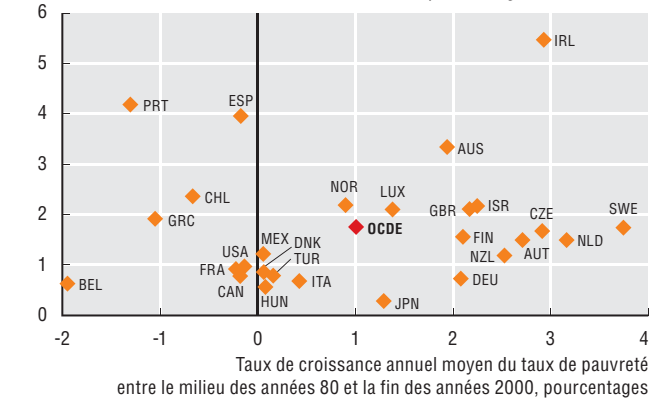
EQ2.2. Qui sont les plus pauvres : Les retraités ou les enfants ?

Pauvreté parmi les personnes ayant atteint l'âge de départ en retraite, pourcentages, fin des années 2000



EQ2.3. L'augmentation des revenus n'est pas la solution pour réduire la pauvreté

Taux de croissance annuel moyen du revenu médian réel des ménages entre le milieu des années 80 et la fin des années 2000, pourcentages



Source : Données provisoires de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus et la pauvreté* (*www.oecd.org/els/social/inegalite*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382843

3. Difficultés liées au revenu

Définition et mesure

Les données sur les difficultés liées au revenu sont issues de l'enquête Gallup World Poll, menée dans plus de 140 pays à travers le monde à partir d'un seul questionnaire, traduit dans les langues principales utilisées dans chaque pays. À quelques exceptions près, tous les échantillons sont basés sur la probabilité et représentatifs de la population résidente âgée de 15 ans et plus de l'ensemble d'un pays (y compris les zones rurales). Même si ces caractéristiques assurent une bonne comparabilité des données d'un pays à l'autre, les résultats peuvent être sujets à des erreurs d'échantillonnage et des erreurs hors échantillonnage. La taille des échantillons est comprise entre 1 000 et 4 000, en fonction du pays. Les données Gallup relatives à cet indicateur ne couvrent pas la Suisse et sont fondées sur les réponses fournies à la question suivante : « Parmi ces propositions, laquelle correspond le mieux à votre sentiment à l'égard des revenus de votre ménage à l'heure actuelle ? » Les répondants avaient le choix parmi les quatre réponses suivantes : « Mes revenus actuels m'assurent un train de vie confortable ; mes revenus actuels me permettent de m'en sortir ; mes revenus actuels me permettent difficilement de vivre ; mes revenus actuels me permettent très difficilement de vivre ». Les deux dernières réponses sont regroupées dans les statistiques présentées. Les taux calculés ne tiennent pas compte des refus de répondre ni de la catégorie « Sans opinion ». Ce taux de non-réponse s'élève à 11 % en Italie et à 7 % en Fédération de Russie et en Belgique. Les sources des données relatives aux revenus des ménages sont décrites dans l'indicateur CO1 et celles des données relatives à la distribution des revenus dans les indicateurs EQ1 et EQ2.

Le coefficient de Gini est une mesure de l'inégalité des revenus. Les valeurs vont de 0 – égalité parfaite – à 1 – l'ensemble des revenus allant à une seule personne.

Une autre mesure de l'équité consiste à déterminer si les individus rencontrent ou non des difficultés à s'en sortir avec leurs revenus. Cette mesure comporte à la fois une composante subjective – difficultés évaluées par les individus eux-mêmes, éventuellement par rapport à un point de référence local – et une dimension relative aux dépenses, qui ne sont pas prises en compte dans les autres mesures des revenus et des inégalités de revenus choisies ici en qualité d'indicateurs de l'équité.

En Hongrie, en Turquie, en Grèce et au Mexique, plus de la moitié de la population fait état de difficultés liées aux revenus (partie A, EQ3.1), contre une moyenne d'une personne sur quatre à l'échelle de l'OCDE. Cette proportion est plus faible dans les pays nordiques, à l'exception de l'Islande en raison des effets de la crise économique. En revanche, au Danemark, en Finlande, en Norvège et en Suède, une personne sur dix seulement, voire moins, fait état de difficultés liées aux revenus.

La crise économique a eu un effet sur le nombre de personnes confrontées à des difficultés financières dans de nombreux pays (partie B, EQ3.1). Toutefois, cet impact a eu des proportions variables selon les pays. L'Autriche, l'Estonie et le Portugal semblent ainsi relativement épargnés par la crise, le nombre de personnes touchées par des difficultés financières ayant diminué. En revanche, la proportion d'individus touchés par ces difficultés a augmenté de plus de 10 % en Australie, en Espagne, en Grèce, en Hongrie, en Irlande, au Mexique et en Turquie.

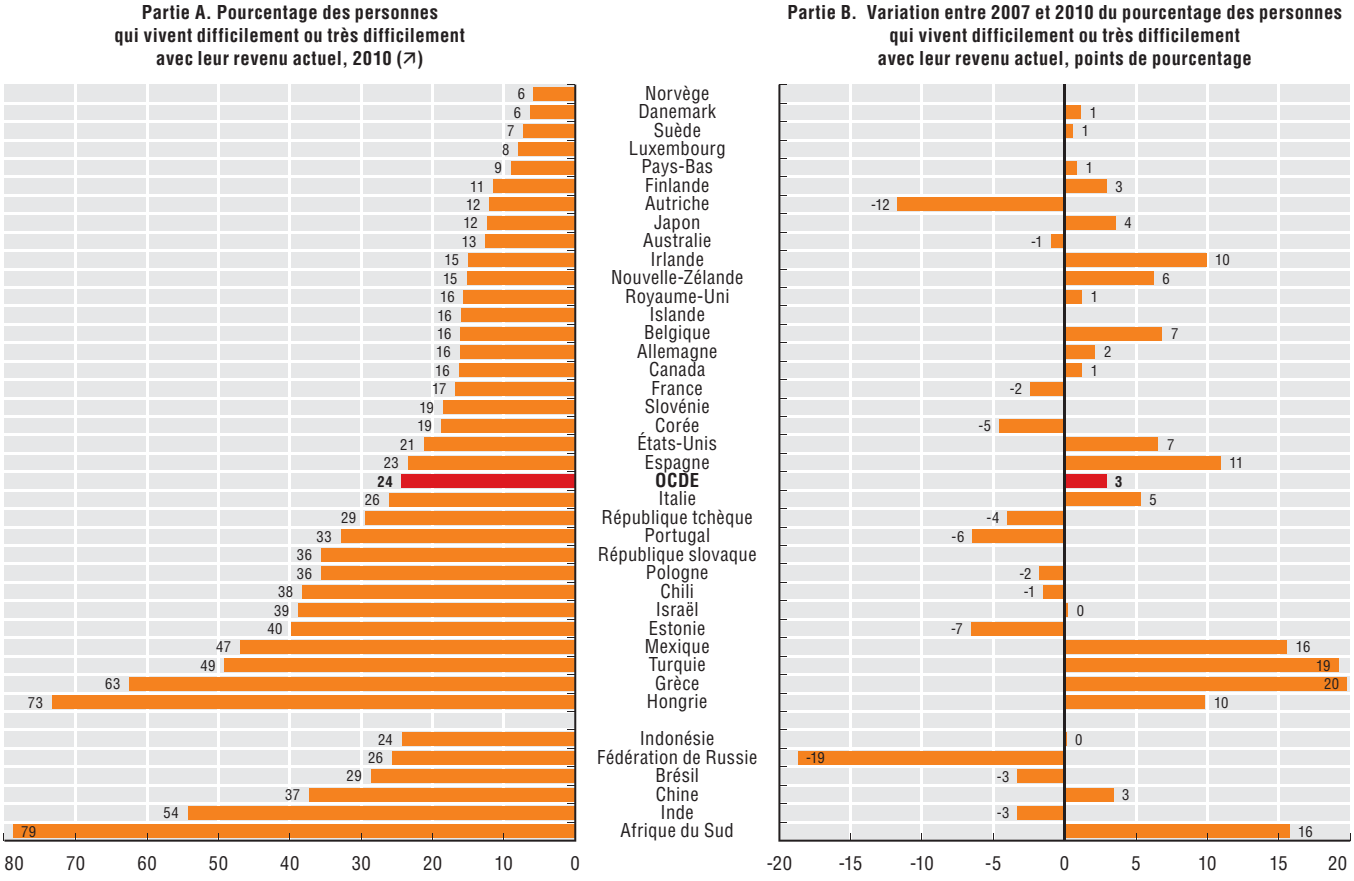
Les difficultés liées au revenu constituent une mesure absolue plutôt que relative de l'équité, du moins à l'échelle de l'OCDE (EQ3.2 et EQ3.3). S'il existe une relation forte entre les inégalités de revenus et la question des difficultés liées au revenu, la corrélation est plus marquée entre le revenu absolu des ménages et les inégalités (les diagrammes croisés sur la pauvreté révèlent une relation identique vis-à-vis des inégalités de revenus). En règle générale, les corrélations témoignent du bien-fondé de la mesure. Le coefficient de Gini est particulièrement élevé au Mexique, compte tenu de la proportion de la population faisant état de difficultés liées au revenu. Ceci peut s'expliquer par le fait qu'au Mexique, de nombreux pauvres sont des paysans qui complètent leurs faibles revenus par une agriculture de subsistance importante.

Notes des graphiques

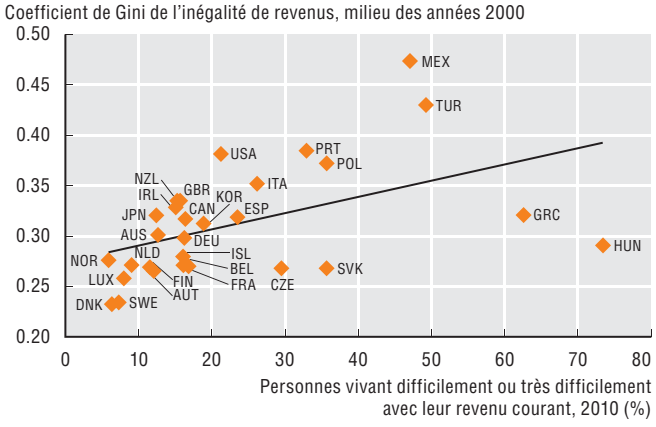
Graphique EQ3.1 : Aucune donnée disponible pour l'Islande, le Luxembourg, la Norvège, la République slovaque et la Slovénie. 2006/10 pour la France, 2007/09 pour l'Afrique du Sud, l'Estonie et Israël, 2008/10 pour l'Autriche, la Finlande, l'Irlande, l'Islande et le Portugal.

Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

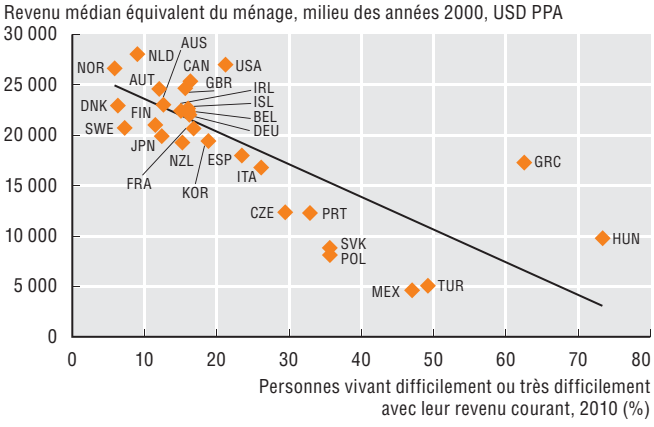
EQ3.1. Un quart de la population de l'OCDE à des difficultés de revenus et cette proportion augmente à cause de la crise



EQ3.2. Les difficultés de revenus sont positivement corrélées à l'inégalité de revenus



EQ3.3. La corrélation négative est encore plus forte entre les difficultés de revenus et les revenus des ménages



Source : Gallup World Poll 2010 (*www.gallup.com*), OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE* (*www.oecd.org/els/social/inegalite*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382862

4. Capacité à sortir des minima sociaux

Définition et mesure

Les indicateurs montrent le niveau de revenu brut exprimé en pourcentage du salaire moyen à temps plein nécessaire pour qu'un ménage atteigne le seuil de 60 % du revenu médian permettant de quitter les minima sociaux. Les minima sociaux sont versés à défaut de toute autre source de revenu. On a retenu un seuil de 60 % dans la mesure où, dans de nombreux pays, des minima sociaux existent au niveau du seuil de 50 %. Les revenus tirés des prestations englobent, en sus des prestations de base, les prestations familiales et les allocations de logement. Ils sont exprimés en pourcentage du salaire moyen à temps plein et incluent également l'impôt sur le revenu, les cotisations sociales et les avantages fiscaux. Les indicateurs concernent l'année 2009 et les parents isolés et en couple avec deux enfants de 4 à 6 ans. Dans le cas d'un couple marié, on s'appuie sur l'hypothèse d'un seul apporteur de revenu. Dans ces situations, le revenu familial est simulé à l'aide du modèle impôts-prestations de l'OCDE (voir méthodologie dans *Prestations et salaires 2007* et sur le site : *www.oecd.org/els/social/workincentives*). Les revenus médians, issus de la publication *Croissance et inégalités* (2008), concernent le milieu des années 2000 et ont été convertis au niveau des prix 2009. Aucune barre n'est visible pour les pays où la somme de toutes les prestations, hors salaires, dépasse 60 % du revenu médian. Pour l'Australie, le Canada, la Corée, Israël, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et la Turquie, les indicateurs concernent l'année 2008.

Le coefficient de Gini est une mesure de l'inégalité des revenus. Les valeurs vont de 0 – égalité parfaite – à 1 – l'ensemble des revenus allant à une seule personne.

La facilité avec laquelle différents types de ménages avec enfants sont en mesure de quitter les bas revenus tirés des minima sociaux par le biais d'un emploi rémunéré est un indicateur de l'ascension sociale. Or cette facilité dépend de deux aspects clés du système d'impôts et de prestations : dans quelle mesure les minima sociaux permettent aux ménages d'accéder au seuil de bas revenus et dans quelle mesure la hausse des impôts et les prestations n'incitent pas les individus à chercher un emploi rémunéré.

En 2009, après prise en compte des allocations logement, c'est en Irlande, au Japon et au Royaume-Uni que les ménages étaient le plus susceptibles de sortir des minima sociaux par le biais de l'emploi (EQ4.1). En fait, dans ces pays, le plein bénéfice de la prestation minimum plaçait dès le départ les ménages au-dessus du seuil de bas revenus. Néanmoins, les allocations logement n'existent que dans certains pays. Dans la mesure où elles varient souvent en fonction des coûts du logement à l'échelon local et, partant, de la région, les allocations réellement versées peuvent s'avérer inférieures aux estimations présentées ici. C'est pourquoi les résultats sont aussi présentés hors frais de logement, ce qui fait une réelle différence dans certains pays.

C'est en Estonie, en Suisse et aux États-Unis que les parents en couple ou isolés ont le plus de difficulté à sortir des minima sociaux (EQ4.1). Aux États-Unis, il est nécessaire de décrocher un emploi rémunéré à 80-90 % du salaire brut moyen, le seuil étant similaire en Estonie et en Suisse. Dans d'autres pays, ce sont les couples avec enfants qui se heurtent à des difficultés pour sortir des minima sociaux. Aux Pays-Bas et au Canada, il est nécessaire de décrocher un emploi rémunéré à hauteur de 90 % du salaire brut moyen.

Des minima sociaux plus élevés signifient qu'un revenu relativement bas suffit pour quitter les bas salaires des prestations (EQ4.2). Cependant, dans l'hypothèse d'un niveau donné de minima sociaux, on observe une forte variation entre les pays en ce qui concerne l'aptitude à quitter les bas salaires des prestations, ce qui tient à la diversité des régimes fiscaux (EQ4.2). Par exemple, en Nouvelle-Zélande, en Suède et en Belgique, si les minima sociaux pour les parents isolés s'établissent tous à 80 % environ du seuil de bas revenu, la rémunération nécessaire dans l'emploi doit s'établir à moins de 20 % du salaire moyen en Nouvelle-Zélande, à moins de 40 % en Suède et à moins de 50 % en Belgique. Ces écarts sont imputables aux différences d'abattement en fonction du système d'impôts et de prestations à partir du moment où les individus commencent à percevoir un salaire.

Pour en savoir plus

OCDE (2007), *Prestations et salaires 2007 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.

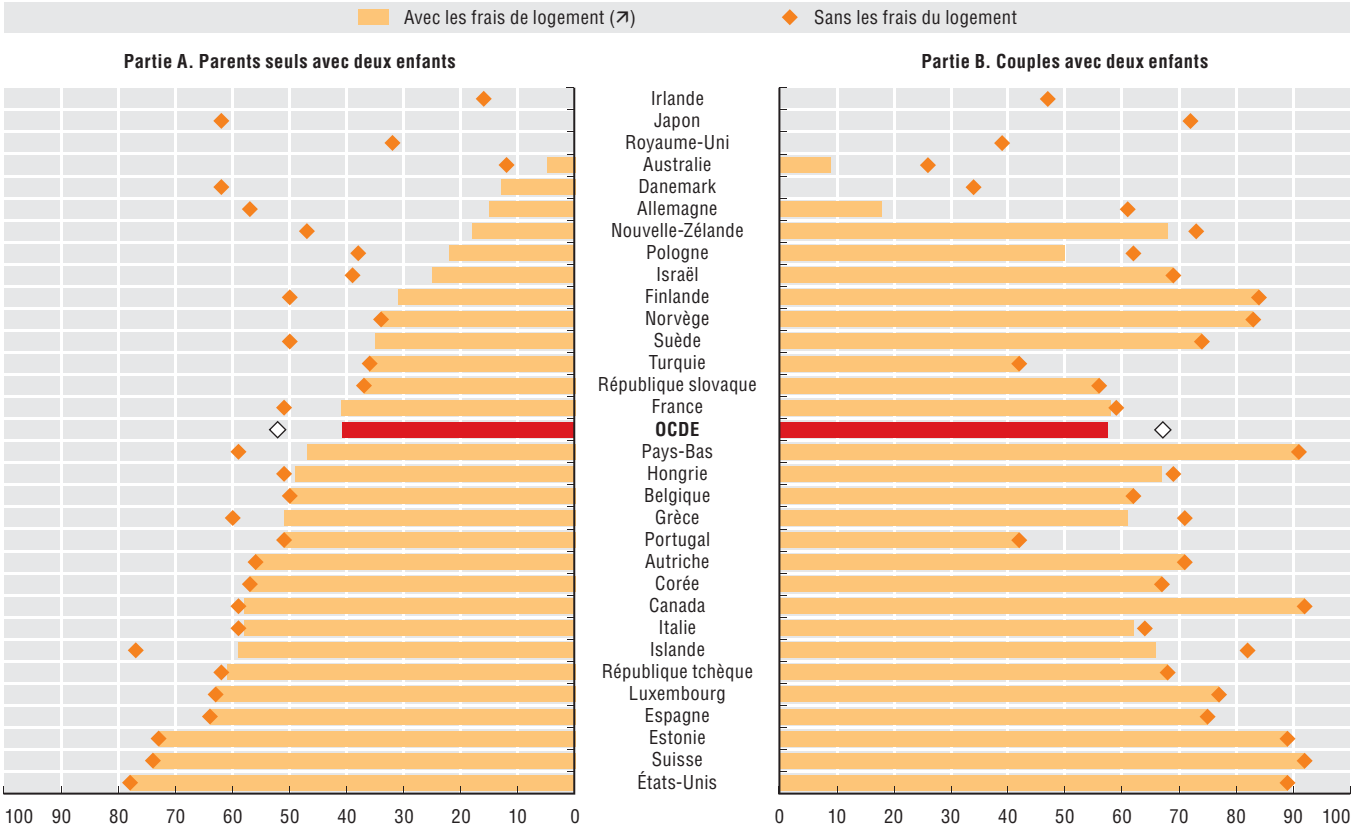
Notes des graphiques

Graphiques EQ4.1 et EQ4.2 : Les données de l'Australie, du Canada, Israël, de la Corée, de la Nouvelle-Zélande, de la Suisse et de la Turquie se réfèrent à 2008.

Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

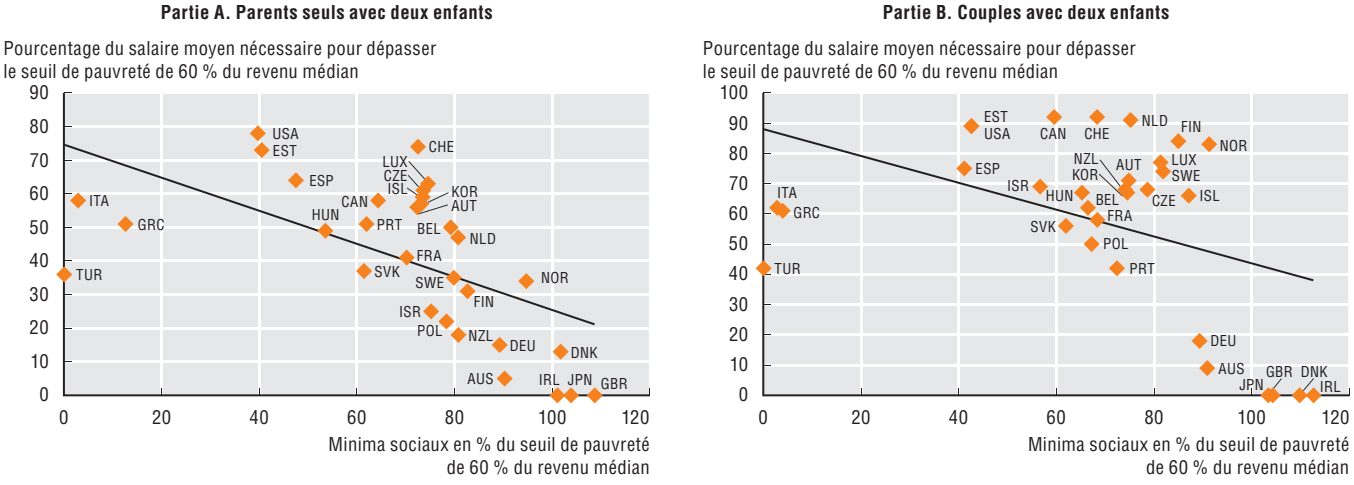
EQ4.1. Capacité à sortir des minima sociaux

Pourcentage du salaire brut moyen nécessaire pour dépasser le seuil de pauvreté de 60 % du revenu médian, 2009



EQ4.2. Les niveaux de prestations et les salaires nets après obtention d'un travail sont importants pour sortir des minima sociaux

Revenu net des ménages sous minima sociaux en pourcentage du seuil de pauvreté de 60 % du revenu médian, 2009



Source : Modèle impôts-prestations de l'OCDE (*www.oecd.org/els/social/prestationsetsalaires*). Les revenus médians sont issus de la publication OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE* (*www.oecd.org/els/social/inegalite*) et ajustés pour l'année 2009 en utilisant l'indice des prix à la consommation.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382881

5. Dépenses sociales publiques

Définition et mesure

Les dépenses sociales sont considérées comme publiques lorsque les pouvoirs publics (à savoir administrations centrales, collectivités locales et organismes de sécurité sociale) gèrent les flux financiers correspondants. Par exemple, les prestations d'assurance-maladie financées par les cotisations obligatoires des employeurs et des salariés à une caisse d'assurance-maladie sont considérées comme « publiques », tandis que la couverture médicale assurée directement par les employeurs à leurs salariés est classée comme « privée ». Pour les comparaisons internationales, l'indicateur des dépenses sociales utilisé ici est le montant des dépenses sociales rapporté au PIB. Les flux de dépenses indiqués ici sont bruts, c'est-à-dire avant déduction des impôts directs et indirects prélevés sur ces prestations et avant prise en compte des dépenses fiscales à caractère social (« dépenses brutes »). Les dépenses effectuées à des niveaux administratifs inférieurs peuvent être sous-estimées dans certains pays à structure fédérale. Les dépenses sociales privées, dont le montant est considérable dans certains pays comme la Corée et le Canada, ne sont pas prises en compte ici en raison des marges d'erreur beaucoup plus importantes dans les données.

Le coefficient de Gini est une mesure de l'inégalité des revenus. Les valeurs vont de 0 – égalité parfaite – à 1 – l'ensemble des revenus allant à une seule personne.

Les dépenses sociales publiques mesurent le montant des ressources allouées par les pouvoirs publics aux secteurs des retraites, des prestations (aide sociale) et de la santé. En règle générale, un niveau élevé de dépenses sociales vise à venir en aide aux catégories de population défavorisées et donc à prévenir les inégalités.

En 2007, les dépenses sociales publiques s'élevaient à 18 % du PIB en moyenne dans les 34 pays de l'OCDE (partie A, EQ5.1). Les niveaux de dépenses sont très variables d'un pays à l'autre : le Mexique et la Corée consacrent ainsi entre 6 et 10 % de leur PIB aux dépenses sociales, alors que la France et la Suède y consacrent environ 20 points de pourcentage supplémentaires. Les dépenses publiques sont particulièrement élevées dans les pays d'Europe continentale, tandis qu'elles sont inférieures à la moyenne dans trois des quatre nouveaux pays membres, à savoir le Chili, l'Estonie et Israël. Les pays anglophones, à l'exception du Royaume-Uni, dépensent eux aussi moins que la moyenne de l'OCDE. Toutefois, le classement des pays évolue de manière sensible lorsque l'on tient compte des dépenses sociales nettes (après impôts) : les États-Unis, qui tendent à redistribuer au moyen du système fiscal, se distinguent dans ce cas par une forte hausse de leurs dépenses sociales.

Entre 1982 et 2007, les dépenses sociales ont faiblement augmenté en pourcentage du PIB dans la zone OCDE (partie B, EQ5.1), de 2.5 points de pourcentage en moyenne. Les progressions les plus importantes ont été enregistrées au Japon, au Portugal et en Turquie. Aux Pays-Bas, les dépenses sociales en pourcentage du PIB ont diminué, et ce pour plusieurs raisons : faible niveau du PIB dans l'année de référence, croissance relativement rapide du PIB et modifications dans le traitement des retraites, dans la réforme de la santé et dans l'indexation des prestations.

Les pays plus égalitaires en termes de distribution des revenus, telle que mesurée par le coefficient de Gini, tendent à investir davantage dans les dépenses sociales (EQ5.2). Les pays nordiques et d'Europe de l'Ouest, où le niveau des dépenses sociales est le plus élevé, sont relativement épargnés par les inégalités de revenus. À l'inverse, le Mexique et la Turquie consacrent peu d'argent aux dépenses sociales et sont particulièrement frappés par les inégalités de revenus. Enfin, certains pays conjuguent dépenses élevées et fortes inégalités de revenus, comme le Portugal et l'Italie, ce qui tient probablement aux types de dépenses sociales consenties.

Néanmoins, la hausse des dépenses sociales enregistrée ces dernières années dans certains pays ne semble pas avoir contribué à réduire les inégalités de revenus (EQ5.2). Cette situation peut tenir au fait que les dépenses sociales engagées n'étaient pas de nature à lutter contre les inégalités de revenus ou que les dépenses sociales ont été revues à la hausse dans certains pays pour tenter de compenser en partie le creusement des inégalités lié au marché ou à d'autres sources.

Notes des graphiques

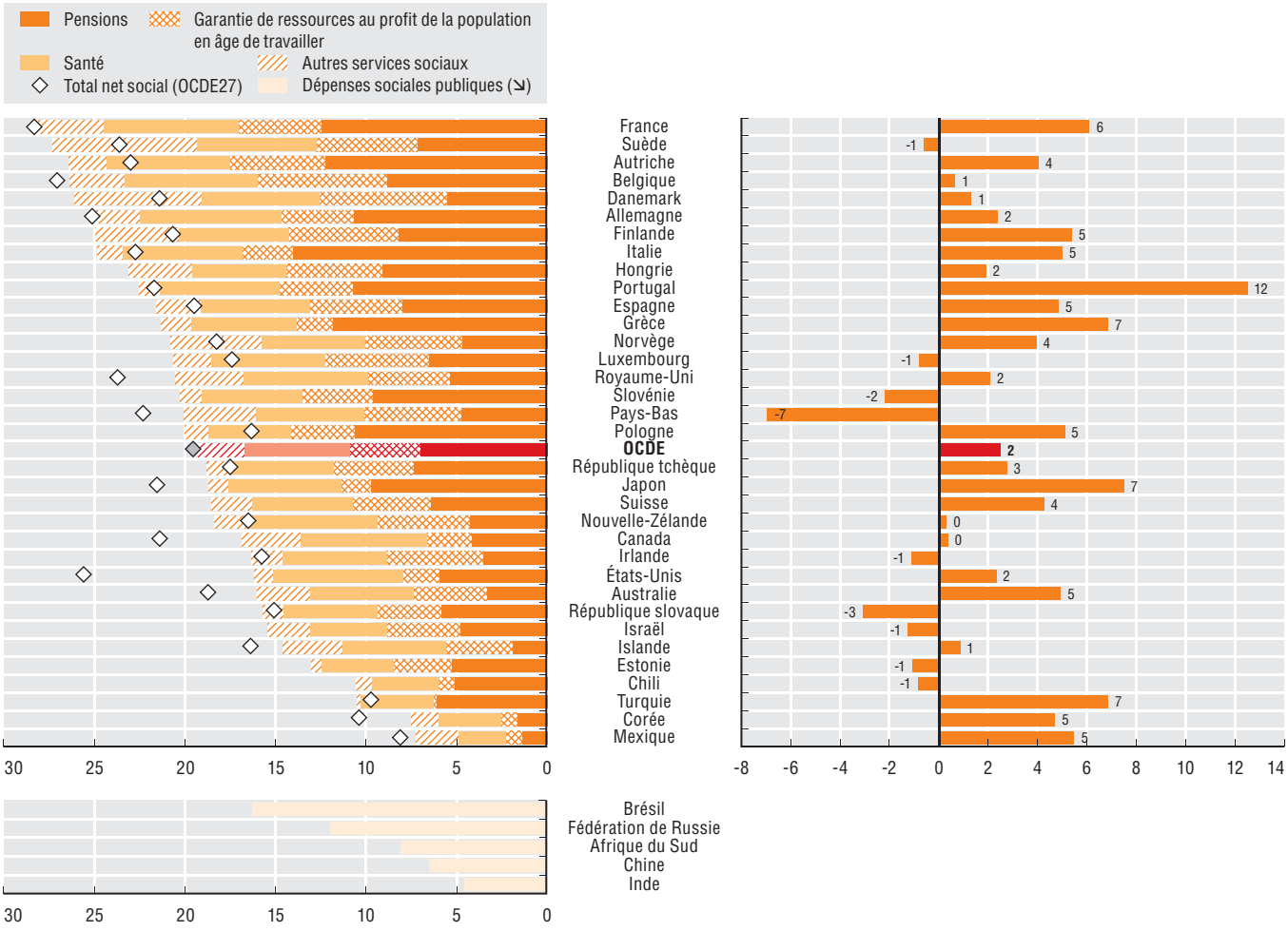
Graphique EQ5.1, partie A : Les pays sont triés selon l'ordre décroissant des dépenses sociales publiques totales en 2007. Les autres services sociaux incluent les politiques actives du marché du travail (PAMT). 2005 pour le Brésil, 2006-07 pour l'Inde et 2008 pour la Chine.

Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

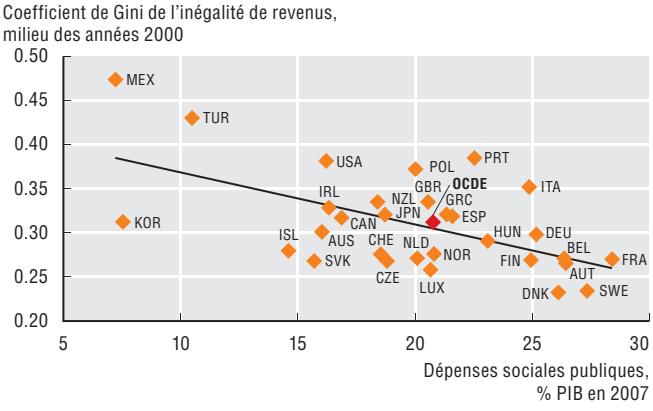
EQ5.1. Les dépenses sociales publiques ont augmenté dans la plupart des pays depuis les années 80

Partie A. Dépenses sociales publiques par grand domaine et dépenses sociales totales nettes, en 2007, en pourcentage du PIB

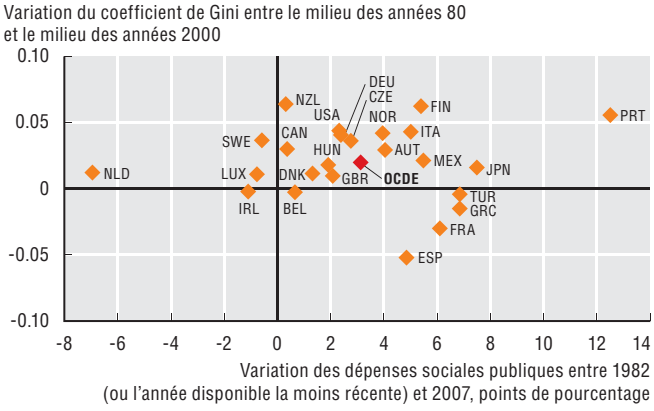
Partie B. Variation des dépenses sociales publiques en % PIB entre 2007 et 1982 (ou année disponible la moins récente), en points de pourcentage



EQ5.2. Les pays à fortes dépenses sociales ont une plus faible inégalité de revenus



EQ5.3. Il n'y a pas de relation entre la hausse des dépenses sociales et les inégalités de revenus



Source : OCDE (2010), *Base de données sur les dépenses sociales* (*www.oecd.org/els/social/depenses*) et OCDE (2010), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE* (*www.oecd.org/emploi/perspectives*) pour l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie et l'Inde, OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE* (*www.oecd.org/els/social/inegalite*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382900

7. INDICATEURS DE SANTÉ

1. Espérance de vie
2. Mortalité infantile
3. Expériences positives et négatives
4. Qualité de l'air et de l'eau
5. Dépenses de santé

1. Espérance de vie

Définition et mesure

L'espérance de vie correspond au nombre moyen d'années qu'un individu peut espérer vivre sur la base des taux de mortalité en fonction de l'âge prévalant dans un pays donné, une année donnée. Elle ne tient donc pas compte d'éventuelles baisses ultérieures des taux de mortalité par âge. Les pays mesurent l'espérance de vie de leurs habitants selon des méthodes qui ne sont pas tout à fait identiques. Ces différences méthodologiques peuvent affecter la comparabilité précise des résultats obtenus. En effet, selon la méthode retenue, la mesure de l'espérance de vie peut varier légèrement.

Les données relatives à l'espérance de vie se rapportent à l'année 2008, sauf pour la Belgique, le Canada, l'Italie, le Royaume-Uni et les États-Unis, tous pays pour lesquels elles se rapportent à 2007 ; et le Chili, la France, le Mexique, les Pays-Bas et la Suède, pays pour lesquels elles se rapportent à 2009. La variation de l'espérance de vie se calcule sur la période 1983-2008, sauf pour les pays pour lesquels le dernier chiffre connu est de 2007, auquel cas c'est l'année retenue.

Les données relatives au revenu des ménages et aux inégalités de revenu sont examinées avec les indicateurs GE1 et EQ1.

Le coefficient de Gini est une mesure de l'inégalité des revenus. Les valeurs vont de 0 – égalité parfaite – à 1 – l'ensemble des revenus allant à une seule personne.

L'espérance de vie à la naissance est désormais supérieure à 79 ans, en moyenne, dans la zone de l'OCDE (partie A, HE1.1). Cependant, il y a un écart de neuf ans entre le pays où l'espérance de vie est la plus élevée, le Japon, et celui où elle est la plus basse, la Turquie. Parmi les autres pays où l'espérance de vie est élevée, on citera la Suisse et l'Australie. Les pays nordiques se trouvent assez également répartis sur tous les segments de la distribution, ce qui est inhabituel pour ces pays vis-à-vis d'un indicateur social. En plus du Mexique, les pays où l'espérance de vie est comparativement faible sont notamment les pays d'Europe orientale.

Sur la période de 25 ans comprise entre 1983 et 2008, l'espérance de vie a augmenté en moyenne d'environ six ans (partie B, HE1.1). L'augmentation moyenne de l'espérance de vie au cours des 25 dernières années s'est accompagnée d'une forte réduction des écarts entre pays. C'est en Turquie et en Corée que l'augmentation de l'espérance de vie a été la plus forte et aux États-Unis qu'elle a été la plus faible. L'évolution s'explique, en particulier, par une convergence notable des taux de mortalité infantile des différents pays (voir HE2). Mais les personnes âgées vivent également plus longtemps. L'espérance de vie à un âge avancé a notablement augmenté grâce aux innovations médicales, dans le traitement des cardiopathies, par exemple. Dans tous les pays, les femmes vivent plus longtemps que les hommes. Cependant, l'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes s'est généralement réduit au cours des 25 dernières années.

La progression du revenu médian des ménages sur la période n'a pas été un élément déterminant dans le gain d'espérance de vie (HE1.2). Les pays qui ont enregistré une forte progression du revenu disponible médian des ménages n'ont pas systématiquement enregistré des gains supérieurs en termes d'espérance de vie par rapport aux pays dans lesquels la progression du revenu disponible médian a été moindre, au cours des 25 dernières années.

De même, il n'y a pas de lien entre l'accentuation des inégalités de revenu entre les ménages et l'évolution de l'espérance de vie sur la dernière génération au niveau des pays (HE1.3). Au total, ni la progression du revenu médian des ménages, ni l'accentuation des inégalités de revenu n'ont clairement constitué une contrainte pour les pays en termes d'amélioration de l'espérance de vie. Les graphiques HE1.2 et HE1.3 mettent en garde contre le risque qu'il y aurait à appliquer une relation économique simple entre le revenu disponible des ménages ou les inégalités de revenu et l'espérance de vie.

Pour en savoir plus

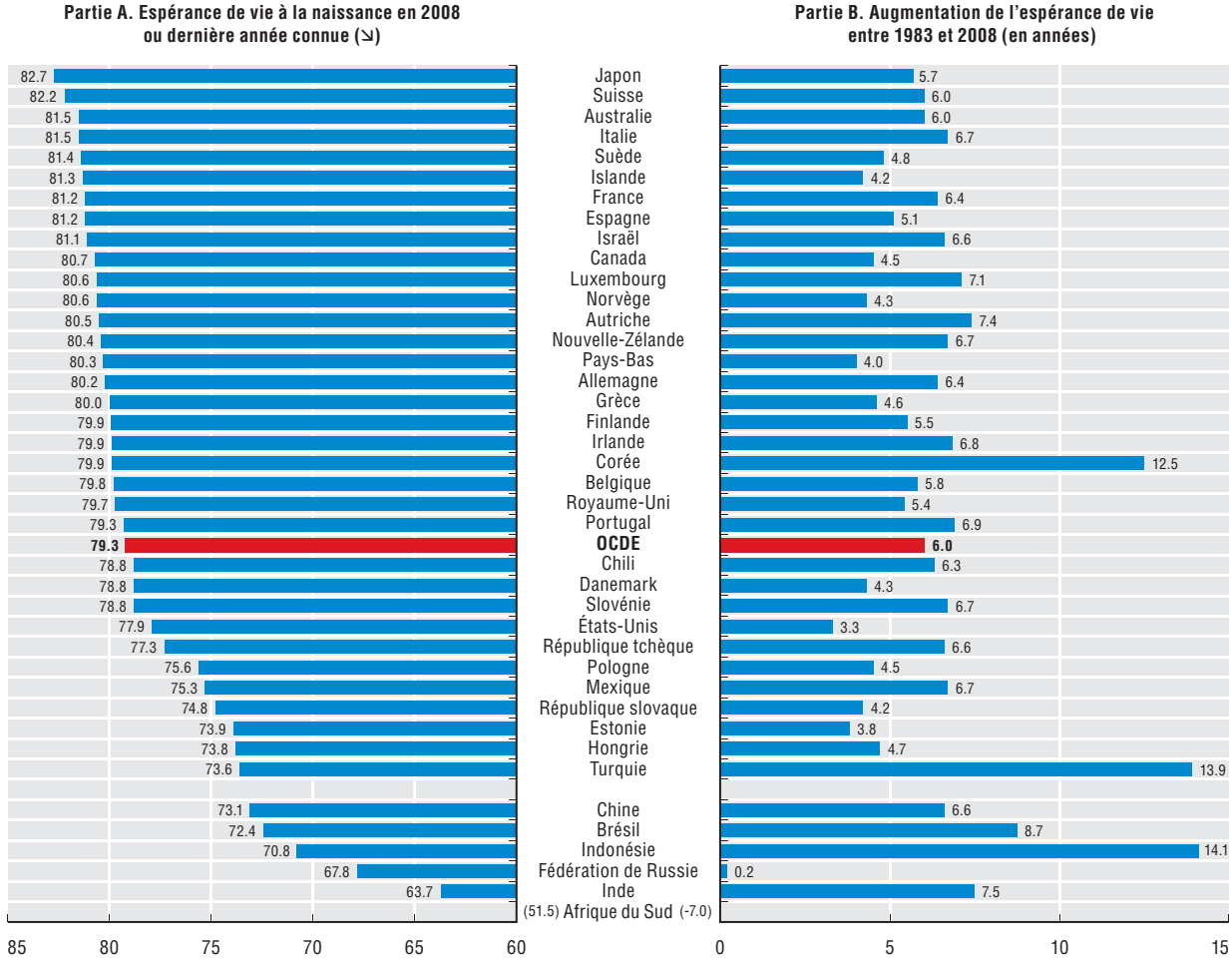
OCDE (2009), *Panorama de la santé 2010 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.

Notes des graphiques

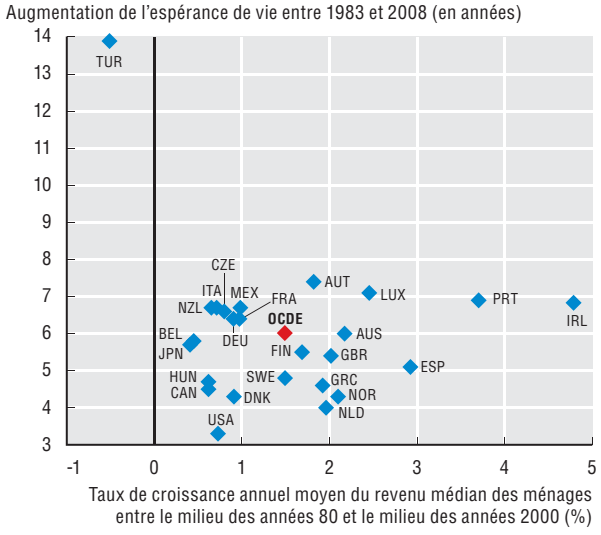
Graphique HE1.1 : 2009 pour le Chili, la France, le Mexique, les Pays-Bas et la Suède ; 2007 pour la Belgique et le Canada ; et 1990 pour le Chili, 1989 pour l'Estonie et 1987 pour la Slovénie au lieu de 1983.

Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

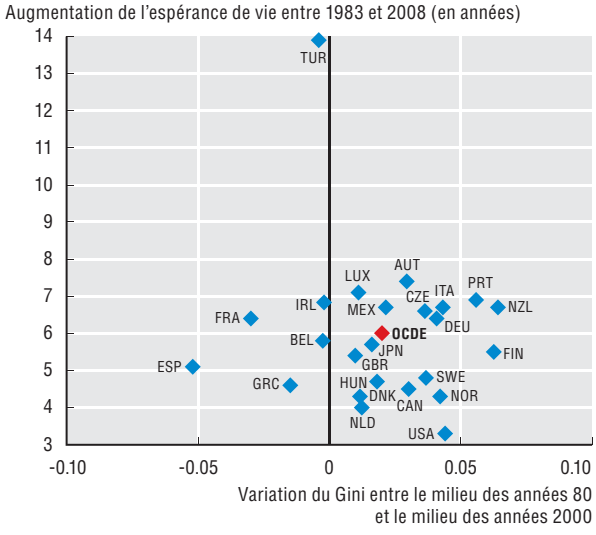
HE1.1. L'espérance de vie à la naissance a considérablement augmenté dans les pays de l'OCDE



HE1.2. Pas de relation entre l'augmentation de l'espérance de vie et l'augmentation des revenus



HE1.3. Pas de relation entre l'augmentation de l'espérance de vie et l'évolution des inégalités de revenu



Source : OCDE (2010), *Éco-Santé OCDE 2010*, Éditions OCDE, Paris (*www.oecd.org/sante/ecosante*), et *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus et la pauvreté* (*www.oecd.org/els/social/inegalite*). Pour les pays non membres de l'OCDE : *Base de données sur la population des Nations Unies – Perspectives de la population mondiale : Révision de 2008* (*http://esa.un.org/UNPP*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382919

2. Mortalité infantile

Définition et mesure

Le taux de mortalité infantile est le nombre de décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes, au cours d'une année. Les variations internationales des taux de mortalité infantile peuvent s'expliquer en partie par la manière dont sont définies les naissances vivantes. Dans la plupart des pays, il n'y a pas de limite d'âge gestationnel ou de poids pour l'enregistrement des décès néonataux. Cependant, des seuils sont appliqués en Norvège (les décès néonataux ne sont comptabilisés comme tels que si l'âge gestationnel est supérieur à 22 semaines), ainsi qu'en République tchèque, en France, aux Pays-Bas et en Pologne, la limite étant fixée à un âge gestationnel d'au moins 22 semaines ou un poids d'au moins 500 grammes (projet EURO-PERISTAT 2008, tableau 3.1).

Les données relatives au revenu des ménages et aux inégalités de revenu sont examinées avec les indicateurs GE1 et EQ1.

Le coefficient de Gini est une mesure de l'inégalité des revenus. Les valeurs vont de 0 – égalité parfaite – à 1 – l'ensemble des revenus allant à une seule personne.

En moyenne, en 2008, un enfant sur 200 né dans la zone de l'OCDE est décédé avant l'âge d'un an (partie A, HE2.1). En 2008, les taux de mortalité infantile dans les pays de l'OCDE s'établissaient entre 2.5 décès, ou moins, pour 1 000 naissances vivantes au Luxembourg, en Slovénie, en Islande et en Suède, et jusqu'à 15 et 17 décès pour 1 000 naissances vivantes au Mexique et en Turquie respectivement. Les taux de mortalité infantile étaient aussi relativement élevés au Chili, aux États-Unis et en République slovaque.

Tous les pays de l'OCDE ont bien progressé sur la voie de la réduction des taux de mortalité infantile au cours des 25 dernières années (partie B, HE2.1). C'est en Turquie, et de loin, que le recul a été le plus marqué, après quoi vient le Mexique. Les pays dans lesquels la mortalité infantile était importante, ayant une marge de réduction plus grande avec des solutions éprouvées et à bas coût, ont davantage amélioré leur position que ceux dans lesquels la mortalité infantile est basse, ceux-ci s'approchant d'un minimum incompressible. Il y a donc eu une forte convergence des taux de mortalité infantile dans la zone de l'OCDE au cours des 25 dernières années. Il sera sans doute de plus en plus difficile pour les pays où les taux sont déjà très faibles de les réduire davantage encore.

Comme pour l'espérance de vie globale, il n'y a guère de relation entre la croissance des revenus des ménages et la mortalité infantile (HE2.2), non plus qu'entre la variation des inégalités de revenu et la mortalité infantile (HE2.3), sur longue période. Au total, ni la progression du revenu médian des ménages ni l'accentuation des inégalités de revenu ne constituent clairement une contrainte pour les pays qui les empêcherait d'améliorer les chances de vie de leurs plus jeunes citoyens. L'absence de relation est robuste, sauf pour le Mexique et la Turquie, deux cas à part où le recul de la mortalité infantile a été particulièrement marqué et où la progression des revenus des ménages est faible. Là encore, comme pour l'indicateur HE1, l'analyse met en garde contre la tentation qu'il y aurait à apporter une explication simple fondée sur les revenus privés, en termes de moyenne ou d'inégalité des revenus, à l'évolution à long terme des taux de mortalité infantile.

Pour en savoir plus

Projet EURO-PERISTAT (2008), *European Perinatal Health Report*, *www.europeristat.com/publications/european-perinatal-health-report.shtml*.

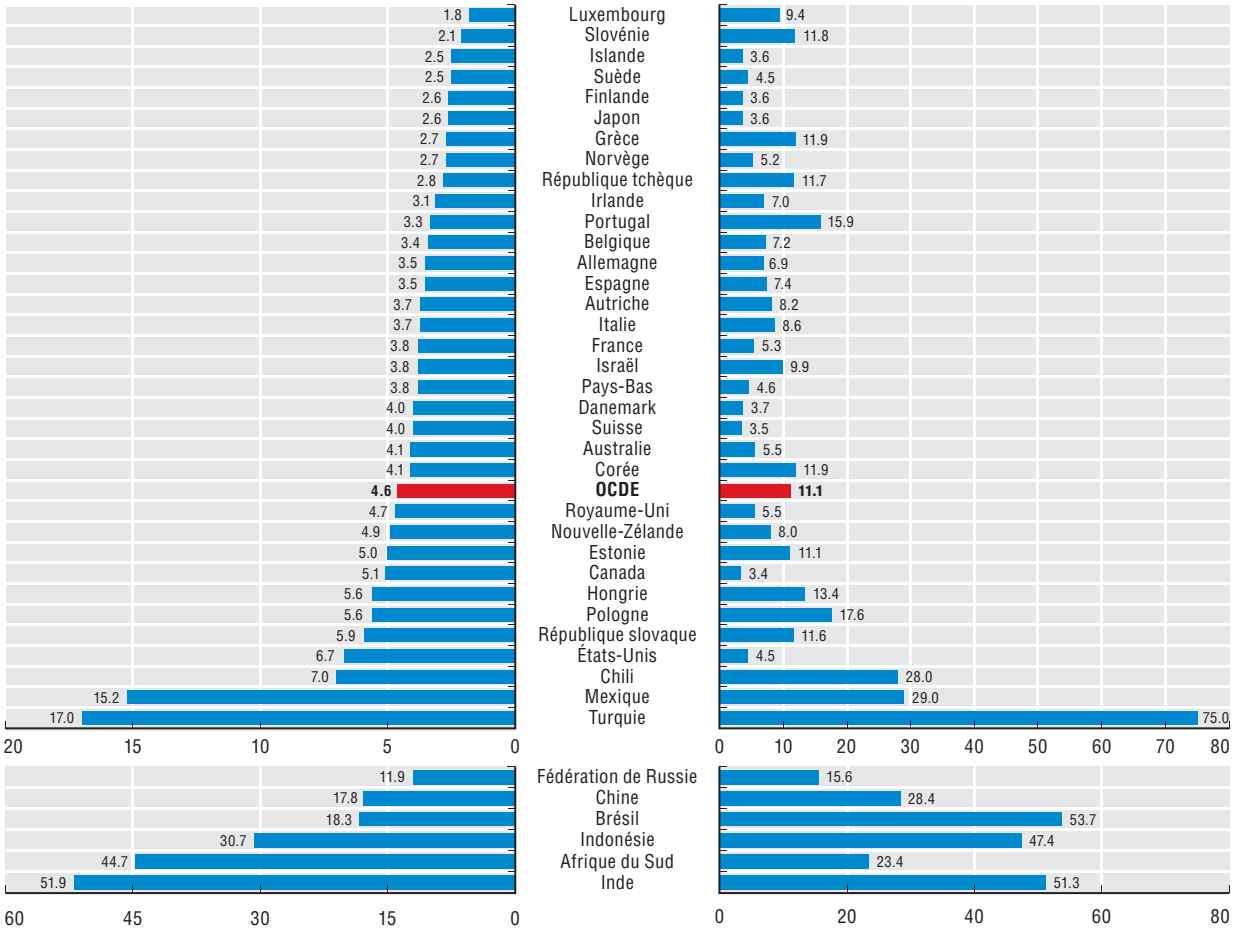
OCDE (2009), *Panorama de la santé 2010 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.

Notes des graphiques

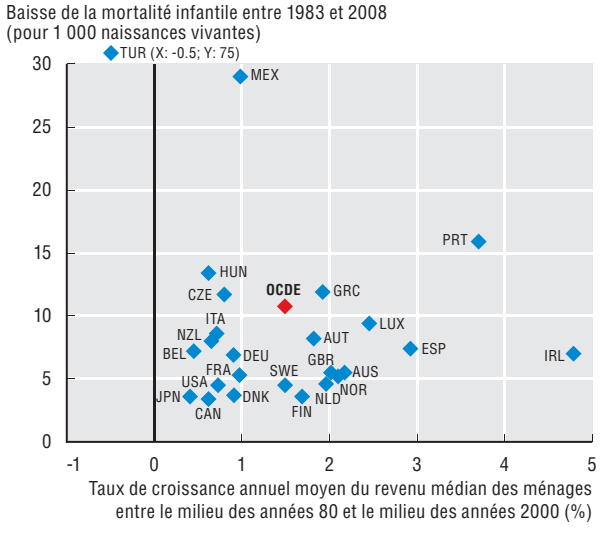
Graphique HE2.1 : 2007 pour le Chili et l'Irlande, 2006 pour la Corée et les États-Unis ; 1980 pour le Chili et 1984 pour la Corée au lieu de 1983 ; et 1980 au lieu de 1983 pour les six pays non membres de l'OCDE.

Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

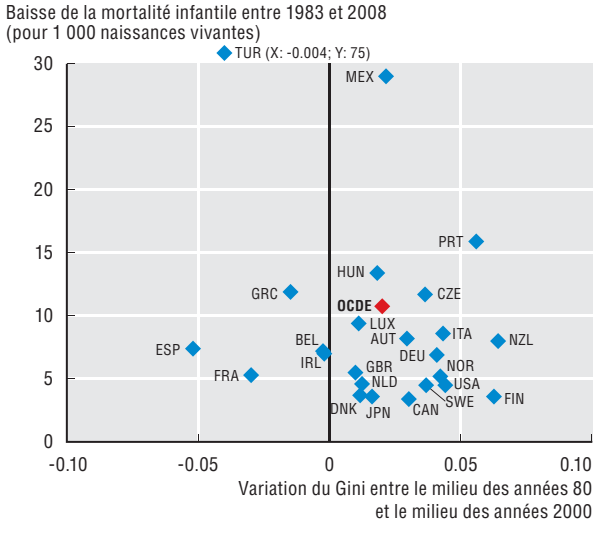
HE2.1. La mortalité infantile a reculé dans les pays de l'OCDE



HE2.2. Pas de relation entre la baisse de la mortalité infantile et l'augmentation des revenus



HE2.3. Pas de relation entre la baisse de la mortalité infantile et l'évolution des inégalités de revenu



Source : OCDE (2010), *Éco-Santé OCDE 2010*, Éditions OCDE, Paris (*www.oecd.org/sante/ecosante*), et *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus et la pauvreté* (*www.oecd.org/els/social/inegalite*). Pour les pays non membres de l'OCDE : UNICEF, Childinfo.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382938

3. Expériences positives et négatives

Définition et mesure

Les données relatives aux expériences positives et négatives proviennent du sondage *Gallup* au niveau mondial. Ce sondage est mené dans plus de 140 pays dans le monde entier, sur la base d'un questionnaire commun traduit dans les langues majeures de chaque pays. À de rares exceptions près, tous les échantillons sont probabilistes et représentatifs à l'échelon national de la population résidente âgée de 15 ans et plus dans l'ensemble du pays, y compris les zones rurales. Si cette méthode assure un haut degré de comparabilité entre pays, les résultats peuvent être affectés par des erreurs d'échantillonnage et de non-échantillonnage. La taille de l'échantillon varie entre environ 1 000 et 4 000 individus, selon les pays. L'indicateur d'expériences positives est une mesure du sentiment de bien-être éprouvé par les personnes interrogées le jour précédant l'enquête, ces personnes déclarant se sentir bien reposées, avoir été traitées de façon respectueuse toute la journée, avoir beaucoup ri ou souri, avoir appris ou fait quelque chose d'intéressant et avoir éprouvé de la joie. L'indicateur d'expériences négatives est une mesure de ce que les personnes interrogées déclarent avoir éprouvé, le jour précédant l'enquête, en termes de douleur physique, d'inquiétude, de tristesse, de stress et de dépression. On peut penser que les expériences positives et négatives subissent moins l'incidence des facteurs culturels propres à chaque pays que le sentiment de satisfaction dans la vie. Les données EQLS (*European Quality of Life Survey*) proviennent d'Anderson *et al.* (2009).

Des mesures d'expériences comme le fait de sourire et d'éprouver du stress fournissent un indicateur large de l'état de bien-être psychologique de la population dans les pays de l'OCDE. Des expériences positives – comme le fait d'indiquer avoir ri – témoignent d'un état psychologique positif et des expériences négatives – comme le fait d'évoquer une dépression – témoignent en grande partie du contraire (il y a une question, dans l'indicateur, qui porte sur la douleur physique ; les autres variables sont des variables psychologiques).

L'Islande était le pays où le taux d'expériences positives était le plus élevé de la zone de l'OCDE en 2006-09 (partie A, HE3.1). Les Mexicains, qui se classent souvent bien vis-à-vis de mesures subjectives de leur situation telle qu'ils la perçoivent eux-mêmes compte tenu du niveau de développement économique du pays, et les Canadiens se situent également dans le haut du classement au regard des expériences positives. Les pays anglophones et les pays nordiques se situent également au-dessus de la moyenne en termes d'expériences positives. Dans la moitié inférieure du classement des pays de l'OCDE, on trouve essentiellement les pays d'Europe occidentale continentale et les pays d'Europe centrale. Les résultats en termes d'expériences positives sont faibles aussi au Japon et en Corée.

Le Danemark est le pays qui enregistre le taux le plus faible d'expériences négatives, situation qu'il partage avec ses voisins nordiques (partie B, HE3.1). Les pays anglophones se situent au niveau ou au-dessus de la moyenne. Le taux d'expériences négatives dont les répondants font état est élevé en Israël, en Espagne, au Portugal et en France. S'il est vrai que les pays qui enregistrent des scores élevés en termes d'expériences positives tendent à avoir des scores bas d'expériences négatives, néanmoins, la relation est faible. Le Canada, le Chili et les États-Unis enregistrent à la fois des taux d'expériences positives relativement élevés et des taux élevés d'expériences négatives. Les raisons qui peuvent expliquer cette situation ne ressortent pas clairement. Il se pourrait que les répondants, dans ces pays, fassent état de plus nombreuses expériences, positives *et* négatives, ou que les répondants qui font état d'expériences soit négatives, soit positives, dans ces pays, sont davantage susceptibles de faire état d'*un plus grand nombre* d'expériences.

Deux tests tendent à indiquer que les données sont significatives. Les personnes étant invitées à faire connaître leurs expériences le jour précédant l'enquête, il se pourrait que des données globales de ce type rendent simplement compte de sentiments fugaces éprouvés la veille. Ou bien encore, la taille de l'échantillon pourrait être trop limitée pour que les résultats soient précis. Il y a une forte relation entre l'indicateur d'expériences positives et l'indicateur de santé mentale positif issu de l'*European Quality of Life Survey* de 2007 (HE3.2). Ces enquêtes étant réalisées sur la base d'échantillons différents, à des dates différentes, avec des questions différentes, la relation forte observée au niveau national tend à confirmer la validité des données. Les pays dans lesquels le taux d'expériences positives était élevé au cours d'une année donnée tendent à se situer en haut de classement à l'occasion de l'enquête suivante (HE3.3). Là encore, cette relation forte montre qu'on n'est pas en présence d'une simple erreur d'échantillonnage aléatoire ou de changements d'humeur d'un jour à l'autre au niveau des pays.

Pour en savoir plus

Anderson, R., B. Mikuliç, G. Vermeylen, M. Lyly-Yrjanainen et V. Zigante (2009), *Second European Quality of Life Survey*, Bureau des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg.

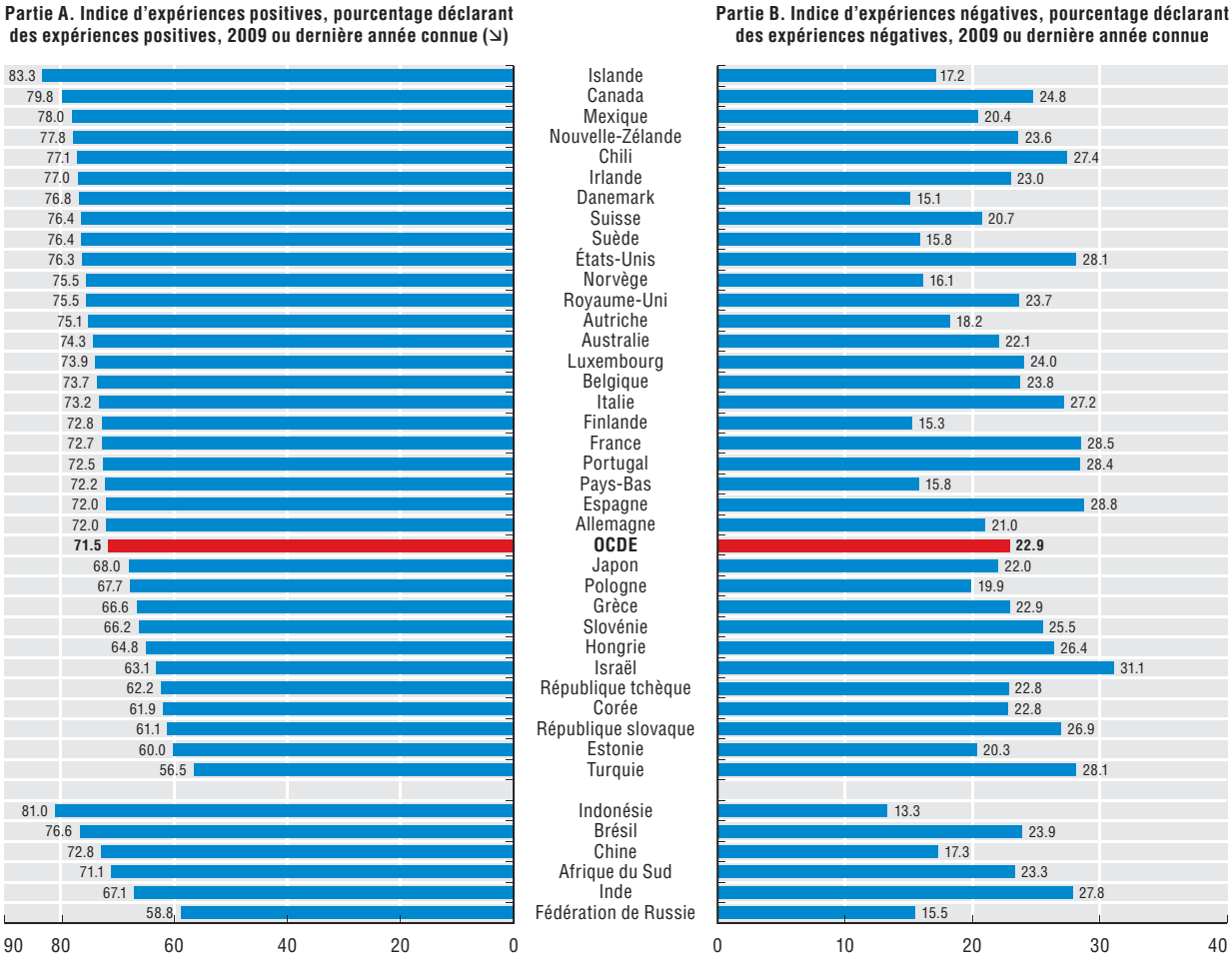
Notes des graphiques

Toutes les données pour le graphique HE3.1 se rapportent à 2009 sauf pour la République slovaque et la Suisse (2006) ; pour la République tchèque (2007) ; et pour l'Australie, l'Autriche, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, la Suède et la Turquie (2008 pour tous ces pays).

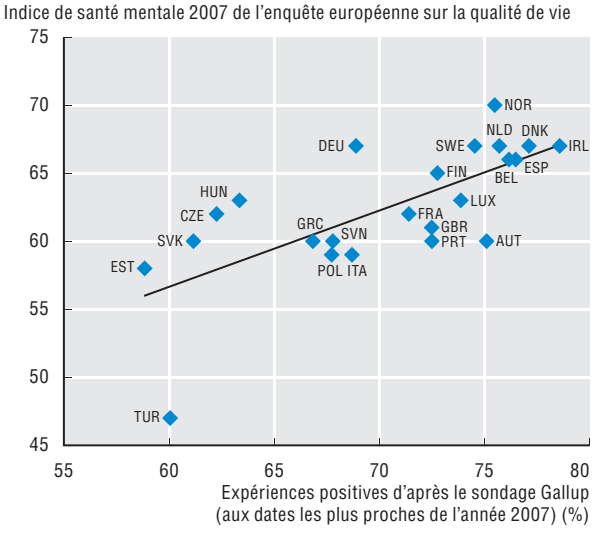
Les données Gallup pour le graphique HE3.2 se rapportent à l'année la plus proche de 2007 s'il n'y a pas de données pour 2007. S'il y a des données Gallup pour 2006 et 2008 et pas 2007, on prend celles se rapportant à 2008.

Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

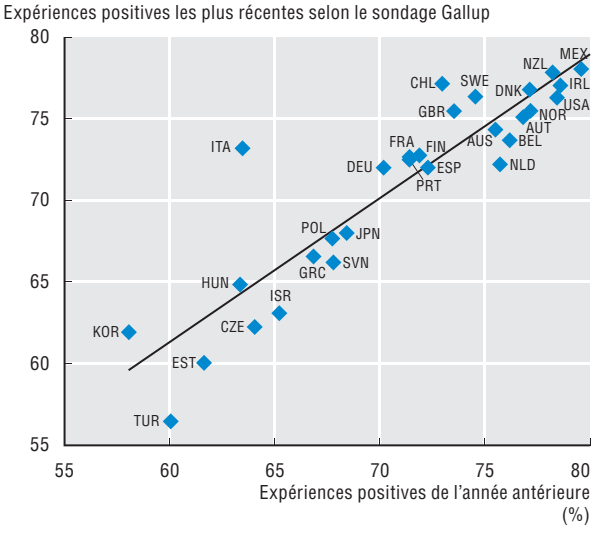
HE3.1. Plus d'expériences positives en Islande, au Canada et au Mexique, plus d'expériences négatives en Israël, en Espagne et en France



HE3.2. Les expériences positives sont corrélées avec un état de la santé mentale positif pour 21 pays de l'OCDE-Europe



HE3.3. Les pays à fortes expériences positives sont souvent les mêmes d'une année à l'autre



Source : Gallup World Poll (*www.gallup.com*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382957

4. Qualité de l'air et de l'eau

Définition et mesure

Les données sont issues du sondage *Gallup* au niveau mondial. Ce sondage est mené dans plus de 140 pays dans le monde entier, sur la base d'un questionnaire commun traduit dans les langues majeures de chaque pays. À de rares exceptions près, tous les échantillons sont probabilistes et représentatifs à l'échelon national de la population résidente âgée de 15 ans et plus dans l'ensemble du pays, y compris les zones rurales. Si cette méthode assure un haut degré de comparabilité entre pays, les résultats peuvent être affectés par des erreurs d'échantillonnage et de non-échantillonnage. La taille de l'échantillon varie entre environ 1 000 et 4 000 individus, selon les pays. Les données rapportées sont des réponses binaires à la question : « Dans la ville ou la région où vous habitez, êtes-vous satisfait ou mécontent de la qualité de l'air/de l'eau ? ». Les données relatives aux expériences positives sont décrites avec l'indicateur HE3 et les données relatives à la mortalité infantile avec l'indicateur HE2.

Avoir accès à un environnement de qualité au niveau local, mesuré ici au travers du sentiment que les habitants ont de la qualité de l'air et de l'eau, est un aspect important d'une vie saine. Un air et une eau de médiocre qualité peuvent avoir un impact négatif tant sur la santé physique que sur la santé psychologique. L'Organisation mondiale de la santé recueille des données objectives sur la qualité de l'eau et l'assainissement mais, dans la plupart des cas, les pays de l'OCDE enregistrent des scores de 100 %, à peu de choses près, au regard de ces mesures de la qualité. C'est pourquoi nous nous fondons ici sur la perception que les gens ont de leur environnement.

La plupart des citoyens des pays de l'OCDE sont satisfaits aussi bien de la qualité de l'air (partie A, HE4.1) que de la qualité de l'eau (partie B, HE4.1). Les pays qui arrivent en tête du point de vue du degré de satisfaction sont les pays nordiques (à l'exception de la Suède). Les pays où le degré de satisfaction est le plus faible sont les pays d'Europe méditerranéenne et d'Europe orientale. La relation entre les deux indicateurs de la qualité de l'environnement local est fortement positive. Autrement dit, les pays dans lesquels les gens sont satisfaits de la qualité de l'eau sont aussi généralement des pays dans lesquels les gens sont satisfaits de la qualité de l'air.

Il y a une forte corrélation entre le degré de satisfaction concernant la qualité de l'air et la proportion de la population qui se plaint d'autres aspects de l'environnement local, dans 21 pays européens de l'OCDE. En plus des problèmes liés à l'air et à l'eau, les gens se plaignent du bruit, du manque d'espaces verts, de la saleté, de la criminalité et du vandalisme (Anderson *et al.*, 2009). Cette relation donne à penser que la qualité de l'air est sans doute un assez bon indicateur de l'état général de l'environnement au niveau local, dans l'ensemble des pays de l'OCDE (la relation avec la qualité de l'eau est plus faible mais néanmoins forte).

Les personnes vivant dans des pays où le degré de satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau est élevé font état de plus d'expériences positives (HE4.2). Le même type de relation existe pour la qualité de l'air. L'existence de ces relations tend à valider l'idée selon laquelle il y a un lien entre la qualité perçue de l'environnement local et le bien-être psychologique.

Il y a aussi un lien entre la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau et la mortalité infantile, qui est un résultat objectif clé sur le plan de la santé (HE4.3). Les taux de mortalité infantile sont notablement supérieurs dans les pays de l'OCDE où la qualité de l'eau, d'après les déclarations, est comparativement basse, peut-être du fait d'un lien avec les maladies diarrhéiques. Il existe le même type de relation, mais moins forte, avec la qualité de l'air. L'existence d'une relation significative entre la mortalité infantile et la qualité de l'eau est robuste sauf pour les nouveaux pays membres (Chili, Estonie, Israël et Slovénie) et pour les pays de l'OCDE à taux élevé de mortalité infantile (Turquie et Mexique).

Pour en savoir plus

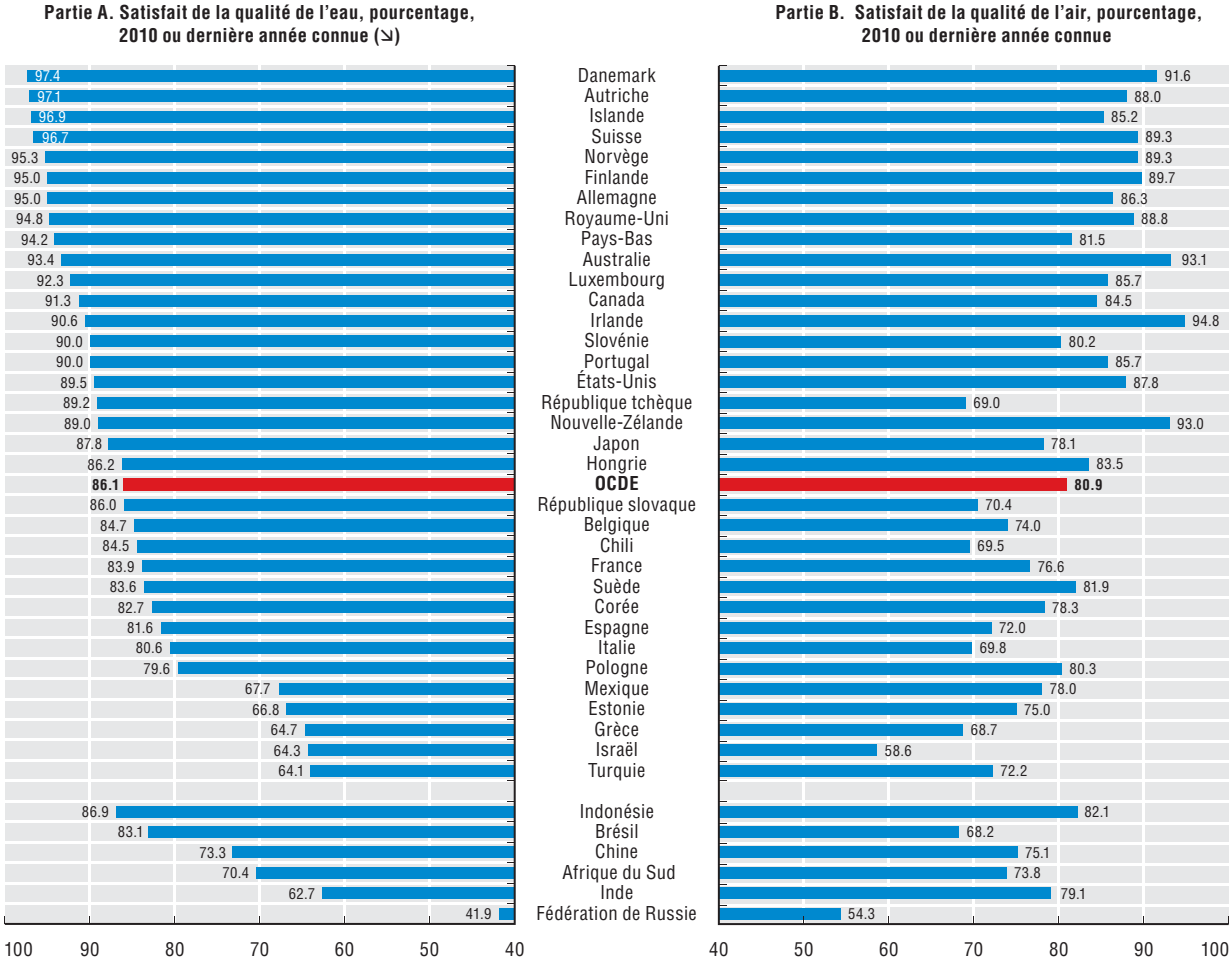
Anderson, R., B. Mikuliç, G. Vermeylen, M. Lyly-Yrjanainen et V. Zigante (2009), *Second European Quality of Life Survey, Overview*, Eurofound, Bureau des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg.

Notes des graphiques

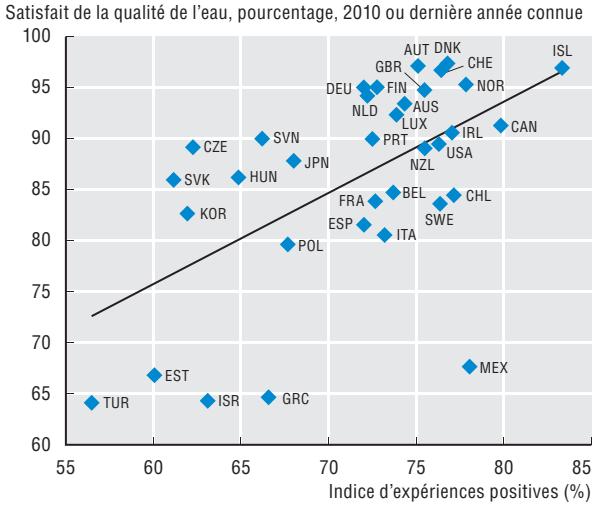
Toutes les données pour le graphique HE4.1 se rapportent à 2010, sauf pour l'Islande et la Norvège (2008), et pour la Corée, Israël, l'Estonie et l'Afrique du Sud (2009).

Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

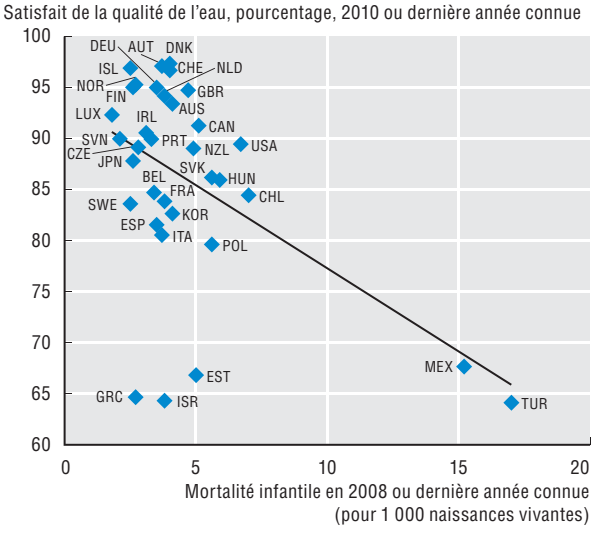
HE4.1. Les pays nordiques sont les plus satisfaits de la qualité de leur eau et de leur air



HE4.2. Les pays à forte qualité de l'eau ont des taux d'expériences positives plus élevés



HE4.3. Les pays à faible qualité de l'eau ont des taux de mortalité infantile plus élevés



Source : Gallup World Poll (*www.gallup.com*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382976

5. Dépenses de santé

Définition et mesure

Les dépenses totales de santé mesurent la consommation finale de biens et services de santé et les dépenses d'investissement dans l'infrastructure sanitaire. Ce chiffre englobe les dépenses effectuées par des agents publics et privés au titre des soins individuels, ainsi que les dépenses au titre des services collectifs (programmes de santé publique et de prévention et administration). En sont exclues un certain nombre de dépenses liées à la santé telles que formation, recherche et santé environnementale. Les données sont exprimées en proportion du produit intérieur brut (PIB). Pour permettre des comparaisons dans le temps, le chiffre des dépenses est déflaté au moyen d'un indice de prix national et converti en USD sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA).

Les dépenses de santé varient largement d'un pays de l'OCDE à l'autre (partie A, HE5.1). En 2008, le pays de l'OCDE qui dépensait le plus pour la santé était les États-Unis, qui y consacrent 16 % du produit intérieur brut, soit 7 285 USD par habitant. Après les États-Unis, mais avec des chiffres de dépenses nettement moindres aussi bien en termes absolus qu'en proportion du PIB, on trouve la France et la Suisse. À l'autre extrême, la Corée (1 801 USD par habitant) et le Mexique (852 USD par habitant) consacrent nettement moins de 10 % de leurs ressources à la santé.

Les dépenses de santé ont connu une progression rapide, dans la zone de l'OCDE, au cours de la dernière décennie (partie B, HE5.1). Entre 1998 et 2008, les dépenses de santé moyennes par habitant dans la zone de l'OCDE ont progressé au rythme de 4 % l'an. Parmi les pays dans lesquels la croissance des dépenses de santé a été forte, on peut citer la Corée, la République slovaque et l'Irlande, les deux premiers de ces pays partant d'une base relativement basse. La Norvège, Israël et l'Allemagne, en revanche, ont réussi à maintenir à un niveau relativement modéré la croissance des dépenses de santé par habitant au cours de la dernière décennie.

L'espérance de vie est plus longue, en 2008, dans les pays dont les dépenses de santé sont plus élevées (HE5.2). S'il est vrai qu'à un niveau élevé de dépenses par habitant correspond généralement une plus grande espérance de vie à la naissance, cette relation est toutefois moins marquée au sein des pays à niveau élevé de dépenses par habitant. Peut-être y a-t-il un phénomène de rendement décroissant des dépenses de santé. Compte tenu du niveau de leurs dépenses de santé, le Japon se distingue par une espérance de vie relativement élevée et les États-Unis par une espérance de vie relativement faible.

Les pays dans lesquels les dépenses de santé ont augmenté plus rapidement sur la période 1998-2008 ont enregistré un accroissement plus rapide de l'espérance de vie (HE5.3). L'allongement de l'espérance de vie en Corée, en Irlande et en Slovénie a été particulièrement marqué, compte tenu de l'évolution des dépenses. À l'inverse, les gains d'espérance de vie ont été moins spectaculaires aux États-Unis, en Grèce et en République slovaque, compte tenu de l'accroissement des dépenses de santé par habitant.

Pour en savoir plus

OCDE (2009), *Panorama de la santé 2010 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.

Notes des graphiques

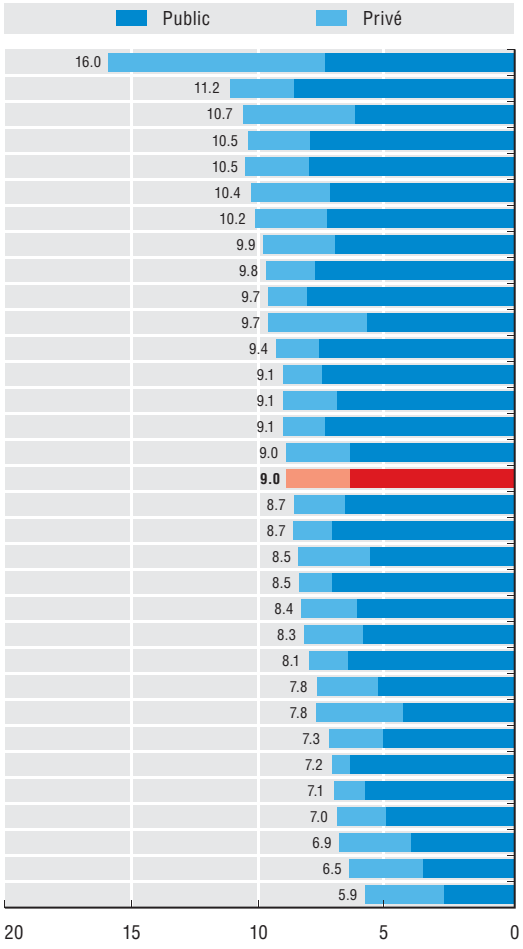
Les données relatives au graphique HE5.1 se rapportent à 2007/08 pour l'Australie ; 2007 pour le Danemark, la Grèce et le Japon ; 2006 pour le Luxembourg et le Portugal.

Pour la Belgique, les Pays-Bas et la Nouvelle-Zélande, dépenses courantes (sauf investissement) plutôt que total des dépenses.

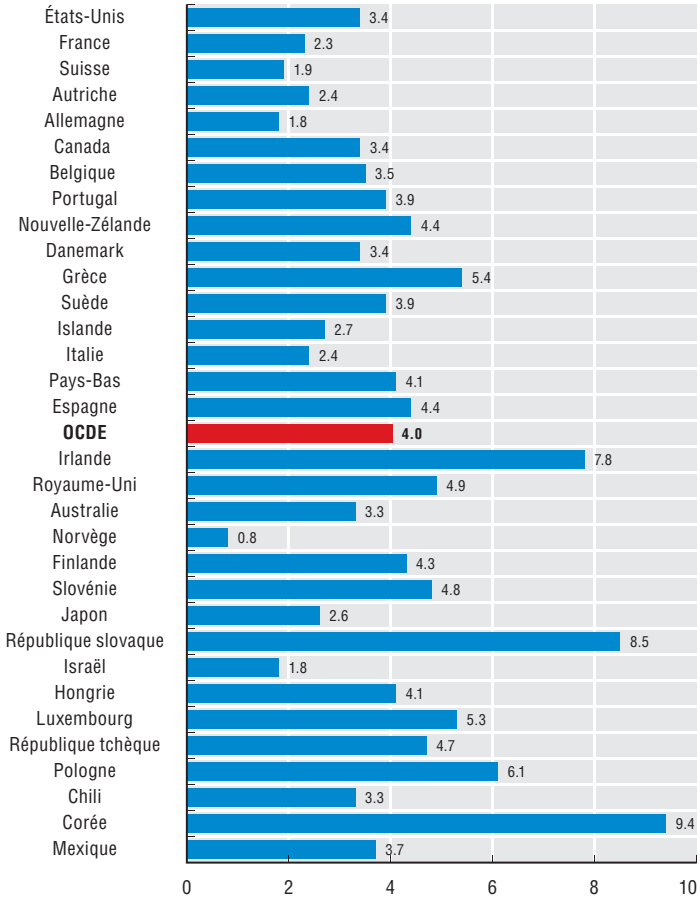
Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

HE5.1. Les dépenses totales de santé ont augmenté significativement aux cours de la dernière décennie

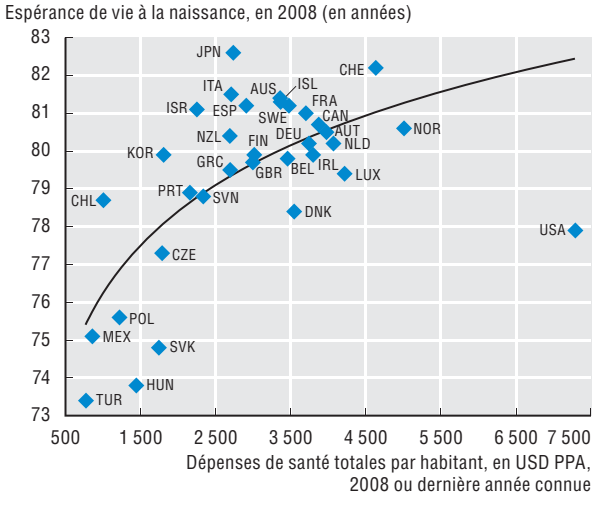
Partie A. Dépenses de santé en pourcentage du PIB, 2008 ou dernière année connue (↘ total)



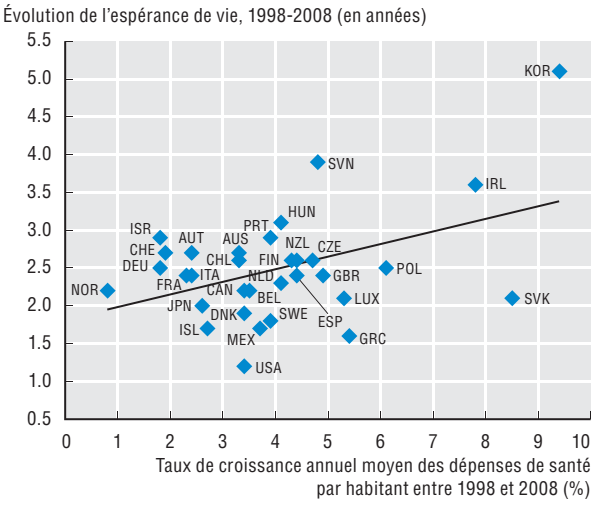
Partie B. Taux de croissance annuel moyen des dépenses de santé par habitant entre 1998 et 2008 (%)



HE5.2. Les pays à espérance de vie élevée dépensent plus pour la santé par personne



HE5.3. Les pays dont les dépenses de santé ont augmenté le plus ont enregistré des gains d'espérance de vie plus élevés



Source : OCDE (2010), *Éco-Santé OCDE 2010*, Éditions OCDE, Paris (*www.oecd.org/sante/ecosante*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932382995

8. INDICATEURS DE LA COHÉSION SOCIALE

1. Confiance
2. Confiance à l'égard des institutions sociales
3. Comportement pro- et anti-social
4. Participation électorale
5. Tolérance

1. Confiance

Définition et mesure

Les données relatives à la confiance reposent sur les réponses apportées à la question suivante : « D'une manière générale, accordez-vous facilement votre confiance ou faites-vous preuve de beaucoup de prudence dans vos rapports avec les autres ? ». Deux enquêtes ont été utilisées : l'*Enquête sociale européenne* (ESS) (vague 4, 2008) pour les pays européens de l'OCDE et le *Programme international d'enquêtes sociales* (ISSP) (vague 2007) pour les pays de l'OCDE non européens. Dans l'ESS, les répondants avaient la possibilité de choisir parmi dix réponses, comprises entre « on n'est jamais trop prudent » et « on peut faire confiance à la plupart des gens ». Dans l'ISSP, quatre réponses sont proposées : « on peut quasiment toujours faire confiance aux autres », « on peut généralement faire confiance aux autres », « on n'est généralement jamais trop prudent quand on a affaire aux autres », « on n'est jamais trop prudent quand on a affaire aux autres ». L'indicateur de la confiance utilisé ici synthétise les cinq premières catégories de l'ESS et les deux premières de l'ISSP, afin d'aboutir à la proportion d'individus qui accordent le plus facilement leur confiance. Lorsque différentes sources sont disponibles pour un même pays, on privilégie l'ESS à l'ISSP, dans la mesure où l'enquête ESS offre des tailles d'échantillons plus importantes et plus de nuance. On a appliqué les pondérations fournies par les enquêtes. La comparabilité des données à l'échelle internationale peut être affectée par la taille des échantillons et les variations dans les taux de réponse. D'autres problèmes de comparabilité peuvent survenir en raison des différences dans les cadres et les questionnaires des enquêtes. Pour évaluer l'évolution de la confiance, on a calculé l'évolution annuelle moyenne en s'appuyant sur l'ESS 2002 (vague 1) et sur l'ISSP 1998 comme points de départ.

Le coefficient de Gini est une mesure de l'inégalité des revenus. Les valeurs vont de 0 – égalité parfaite – à 1 – l'ensemble des revenus allant à une seule personne.

La confiance reflète la perception qu'ont les individus de la fiabilité d'autrui. Elle peut avoir une incidence sur le développement économique et social en facilitant les échanges sur le marché, en améliorant le fonctionnement des institutions publiques et en renforçant les possibilités d'action collective (Morrone *et al.*, 2009).

La proportion d'individus exprimant un degré de confiance élevé varie considérablement d'un pays à l'autre (partie A, CO1.1). Dans les pays de l'OCDE, près de 60 % des répondants ont exprimé un niveau élevé de confiance envers autrui. Au Chili, moins de 15 % des répondants ont déclaré faire confiance aux autres, contre moins de 30 % des répondants au Mexique et en Turquie et plus de 80 % dans les pays nordiques.

En moyenne, le niveau de confiance a légèrement augmenté dernièrement (partie B, CO1.1). Au Japon, le niveau de confiance a augmenté de 3 points de pourcentage en moyenne par an sur neuf ans. En Israël, en Nouvelle-Zélande et en République slovaque, des progressions annuelles solides ont également été enregistrées. Six pays se distinguent par un recul du niveau de confiance, même si ce repli est relativement limité, à l'exception du Portugal.

Plus les revenus des ménages sont élevés, plus le niveau de confiance est important (CO1.2). L'Estonie se distingue par un niveau de confiance inférieur aux prévisions compte tenu de ses niveaux de revenus, contrairement à l'Irlande et à la Norvège où la confiance est plus élevée que prévu au vu des revenus des ménages. Si la confiance peut favoriser l'activité économique, elle peut aussi s'avérer un luxe uniquement accessible aux pays les plus riches.

Des niveaux élevés de confiance s'accompagnent généralement d'inégalités de revenus moindres (CO1.3). Dans les pays marqués par de fortes inégalités, les individus tendent à accorder plus difficilement leur confiance que dans les pays nordiques, où les inégalités de revenus sont plus faibles. Il est difficile d'expliquer ce phénomène : les inégalités de revenus pourraient peut-être empêcher les individus appartenant à des milieux socio-économiques différents de partager des objectifs communs et de se faire mutuellement confiance (Morrone *et al.*, 2009). Inversement, le manque de confiance pourrait freiner le développement de liens sociaux positifs, contribuant ainsi au creusement des inégalités.

Pour en savoir plus

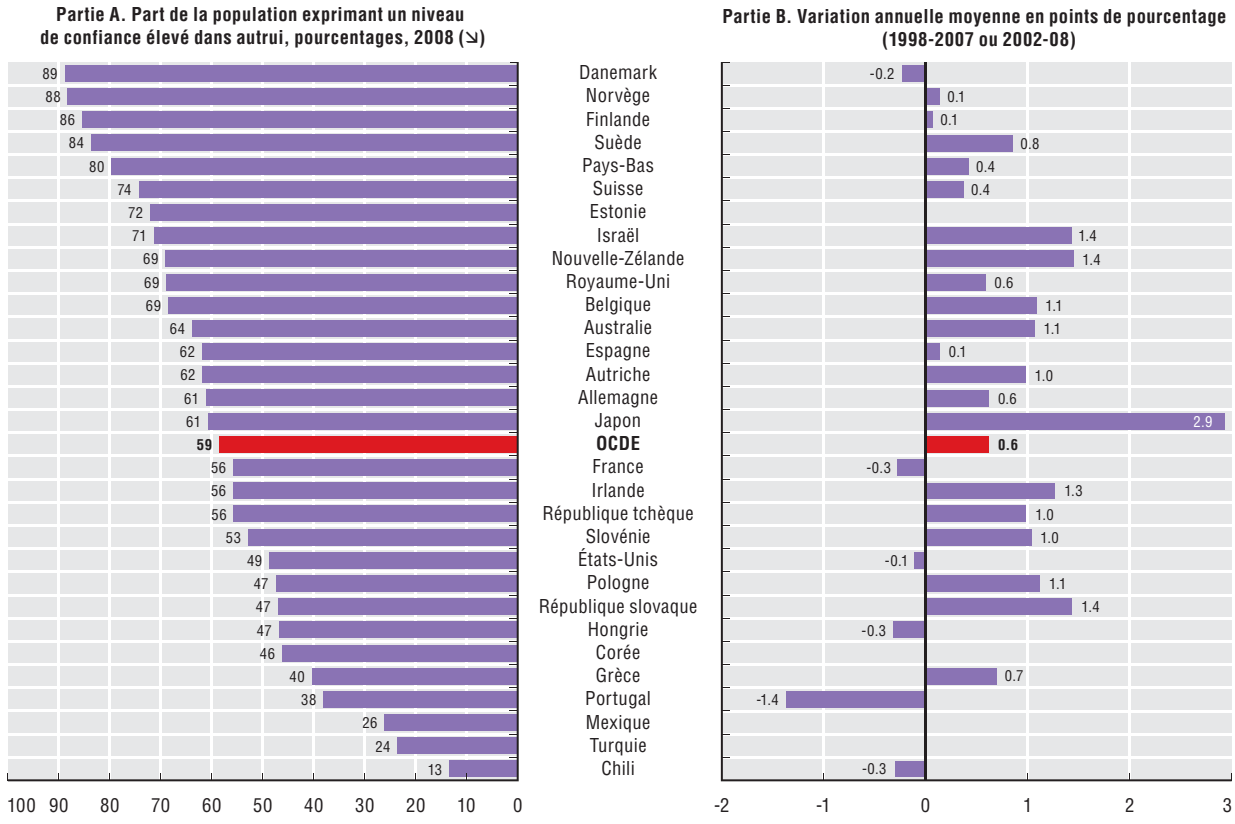
Morrone, A., N. Tontoranelli et G. Ranuzzi (2009), « How Good is Trust? Measuring Trust and its Role for the Progress of societies », *Document de travail de la direction des statistiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris.

Notes des graphiques

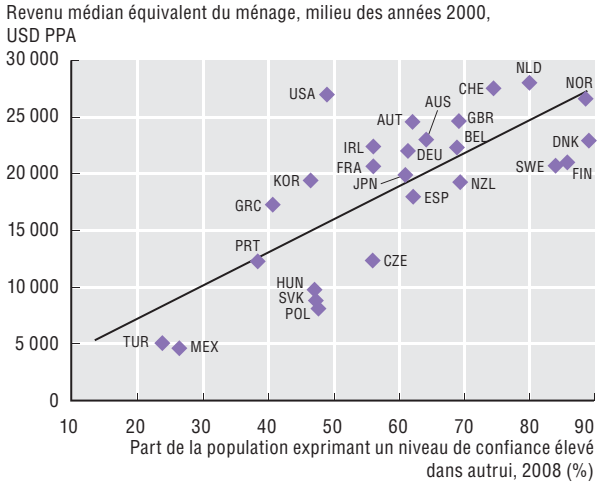
Graphique CO1.1, partie A : 2007 pour l'Australie, l'Autriche, le Chili, la Corée, les États-Unis, l'Irlande, le Japon, le Mexique et la Nouvelle-Zélande. Graphique CO1.1, partie B : 1998/2007 pour l'Australie, l'Autriche, le Chili, les États-Unis, l'Irlande, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la République slovaque et la Suisse ; 2002/08 pour les autres pays.

Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

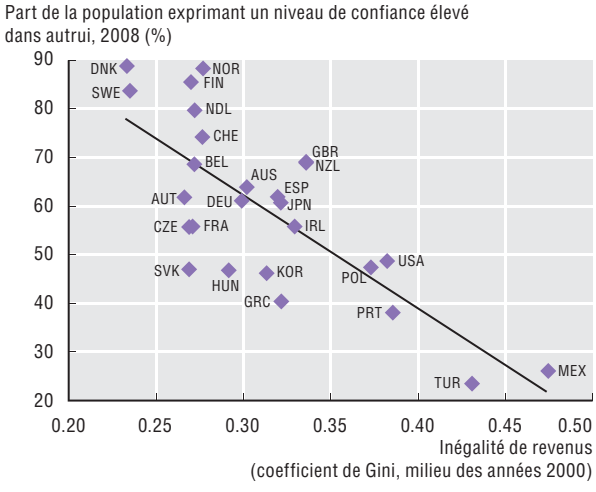
CO1.1. Les pays nordiques présentent les niveaux de confiance les plus élevés, et le Mexique, la Turquie et le Chili, les plus faibles



CO1.2. Les pays riches font davantage confiance



CO1.3. La confiance est plus élevée lorsque les revenus sont répartis de façon plus équitable



Source : ESS (Enquête sociale européenne), ISSP (Programme international d'enquête sociale), OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE* (*www.oecd.org/els/social/inegalite*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932383014

2. Confiance à l'égard des institutions sociales

Définition et mesure

Les données relatives à la confiance envers les institutions sociales sont issues de l'enquête Gallup World Poll, menée dans plus de 140 pays à travers le monde à partir d'un seul questionnaire, traduit dans les langues principales utilisées dans chaque pays. À quelques exceptions près, tous les échantillons sont basés sur la probabilité et représentatifs de la population résidente âgée de 15 ans et plus de l'ensemble d'un pays (y compris les zones rurales). Même si ces caractéristiques assurent une bonne comparabilité des données d'un pays à l'autre, les résultats peuvent être sujets à des erreurs d'échantillonnage et des erreurs hors échantillonnage. La taille des échantillons est comprise entre 1 000 et 4 000, en fonction du pays. Les données relatives à la confiance à l'égard des institutions sont fondées sur un indicateur composite sur la corruption et sur un indicateur composite sur les institutions nationales, mis au point par Gallup. L'indice de la corruption est élaboré à partir des réponses à la question de savoir si la corruption est généralisée dans les entreprises et les pouvoirs publics, tandis que l'indice de confiance dans les institutions nationales s'appuie sur les questions visant la confiance à l'égard du pouvoir militaire, du pouvoir judiciaire et de l'administration nationale. On observe une forte corrélation négative entre l'indice de la corruption de Gallup et l'indice de perception de la corruption de Transparency International, fondé sur un classement des pays de l'OCDE effectué par des experts, ce qui atteste de sa validité.

La cohésion sociale se manifeste par la confiance accordée par les citoyens aux institutions nationales et par leur perception selon laquelle les institutions sociales et économiques sont épargnées par la corruption. Les questions liées à la confiance et à la corruption sont étroitement liées au degré de confiance dans l'ensemble de la société.

En 2010, le Danemark, la Finlande et la Suède se distinguaient par un sentiment de corruption limité (partie A, CO2.1). L'Islande se démarque des autres pays nordiques avec un niveau de perception de la corruption légèrement supérieur à la moyenne. Les pays anglophones se classent en ligne avec la moyenne, voire au-dessus, à l'exception des États-Unis. Les pays de la Méditerranée et d'Europe du Sud, comme l'Espagne, la Grèce, Israël, l'Italie, le Portugal et la Turquie affichent quant à eux une perception de la corruption supérieure à la moyenne, de même que de nombreux pays d'Europe de l'Est, parmi lesquels la Hongrie, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque et la Slovénie.

Les pays nordiques se caractérisent également par un degré élevé de confiance à l'égard des institutions nationales (partie B, CO2.1). À l'autre extrémité du classement se situent la Corée, la Hongrie et le Mexique, où les citoyens n'ont que peu confiance dans leurs institutions. Comme l'on pouvait s'y attendre, la corrélation entre perception de la corruption et confiance à l'égard des institutions nationales est négative. Elle est par ailleurs élevée, à –0.83 environ. En Belgique, en Corée, en Estonie et au Mexique, la perception de la corruption est relativement faible compte tenu du degré élevé de confiance à l'égard des institutions nationales. En revanche, la perception de la corruption est importante en Israël alors que le degré de confiance à l'égard des institutions nationales y est moyen.

Les pays riches sont moins corrompus (CO2.2). Il existe un lien relativement fort entre revenus et corruption. Plusieurs exceptions sont à noter toutefois : la Grèce et les États-Unis, où la corruption est sensiblement plus élevée que prévu par rapport aux revenus, et le Danemark, la Finlande, la Nouvelle-Zélande et la Suède, où la corruption est largement inférieure à ce que l'on pourrait attendre au vu des revenus.

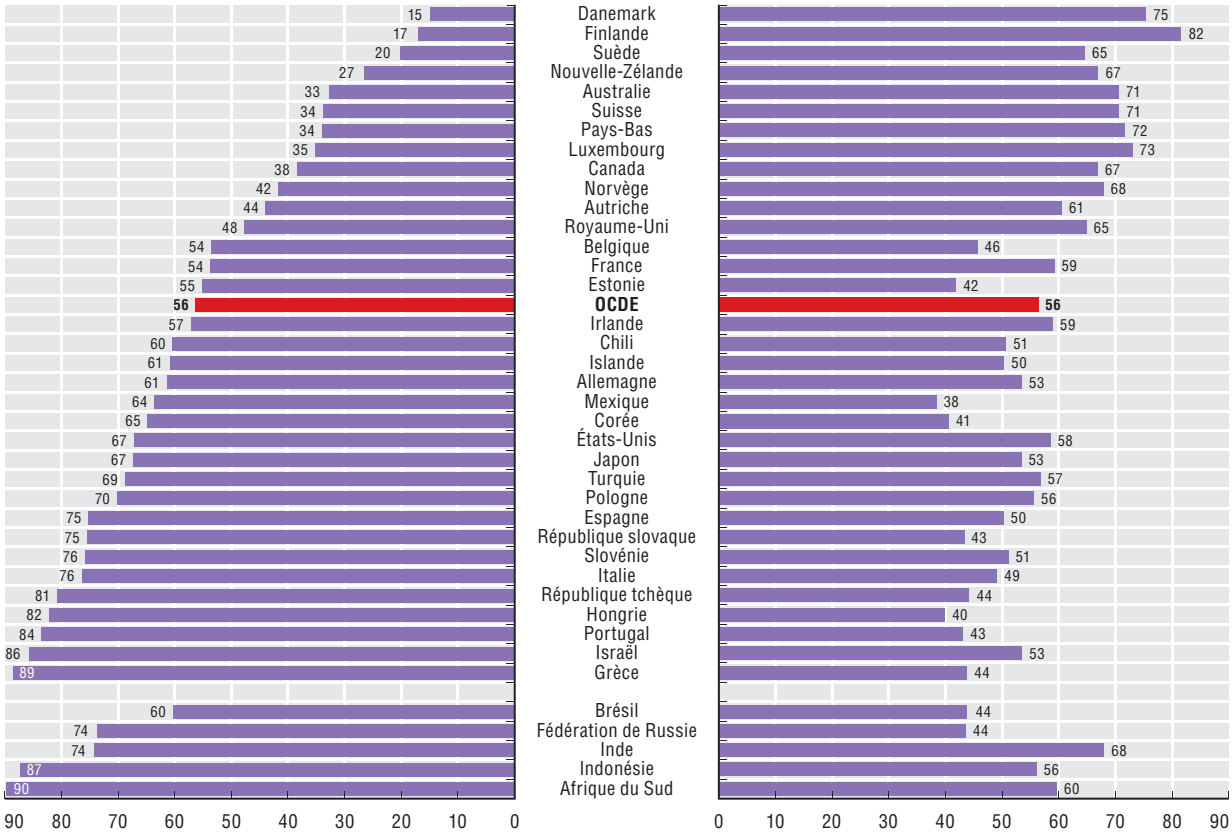
La confiance à l'égard des institutions nationales est également plus élevée dans les pays à hauts revenus (CO2.3). Comme pour la corruption, la corrélation est étroite entre confiance dans les institutions et revenus. Au Danemark, en Finlande et en Turquie, la confiance est plus élevée que ne laissait penser le revenu, tandis que la situation est inversée en Belgique et en Corée avec un niveau de confiance inférieur aux prévisions. Dans les deux cas, il est probable que le lien de cause à effet soit double : un niveau élevé de revenus est à la fois la cause et la conséquence d'un fort degré de confiance et d'une corruption limitée.

Notes des graphiques

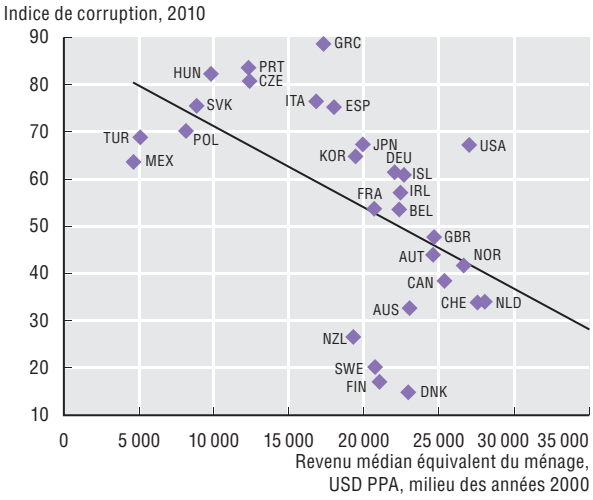
Graphique CO2.1 : 2006 pour la Suisse ; 2008 pour la Finlande, l'Islande et la Norvège ; 2009 pour l'Afrique du Sud, l'Estonie, la Hongrie et Israël.

Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

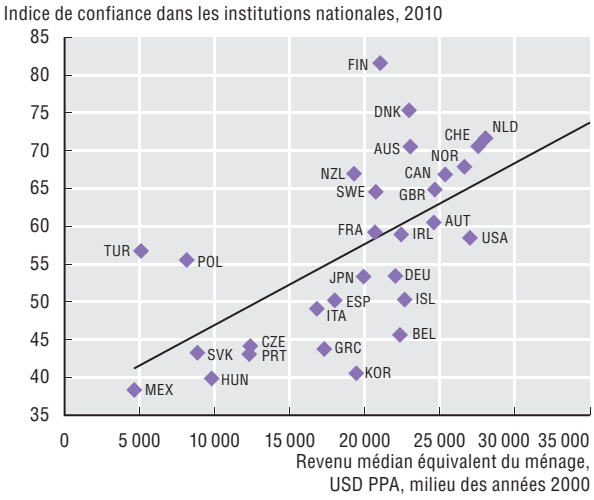
CO2.1. Les pays nordiques estiment que leur niveau de corruption est faible et ont confiance dans leurs institutions sociales



CO2.2. La corruption est plus faible dans les pays à revenu élevé



CO2.3. La confiance dans les institutions nationales est meilleure dans les pays à revenu élevé



Source : Gallup World Poll (*www.gallup.com*), OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE* (*www.oecd.org/els/social/inegalite*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932383033

3. Comportement pro- et anti-social

Définition et mesure

Les données relatives au comportement pro- et anti-social sont issues de l'enquête Gallup World Poll, menée dans plus de 140 pays à travers le monde à partir d'un seul questionnaire, traduit dans les langues principales utilisées dans chaque pays. À quelques exceptions près, tous les échantillons sont basés sur la probabilité et représentatifs de la population résidente âgée de 15 ans et plus de l'ensemble d'un pays (y compris les zones rurales). Même si ces caractéristiques assurent une bonne comparabilité des données d'un pays à l'autre, les résultats peuvent être sujets à des erreurs d'échantillonnage et des erreurs hors échantillonnage. La taille des échantillons est comprise entre 1 000 et 4 000, en fonction du pays. Le comportement pro-social correspond à une moyenne calculée à partir des réponses au trois questions suivantes : Avez-vous travaillé bénévolement ? Avez-vous fait un don à une organisation caritative ? Avez-vous aidé un tiers au cours des 30 derniers jours ? Le comportement anti-social correspond à une moyenne calculée à partir des réponses aux questions suivantes : Est-ce que l'on vous a volé de l'argent ou un bien au cours de l'année écoulée ? Est-ce que vous avez été agressé ?

Le coefficient de Gini est une mesure de l'inégalité des revenus. Les valeurs vont de 0 – égalité parfaite – à 1 – l'ensemble des revenus allant à une seule personne.

Un comportement pro-social est un comportement qui contribue au bon fonctionnement de la société, contrairement au comportement anti-social.

Cinq pays anglophones se distinguent par un niveau élevé de comportement pro-social et figurent dans les six premières places du classement à l'échelle de l'OCDE (partie A, CO3.1). Les pays nordiques, pourtant classés en tête de nombre des indicateurs sociaux présentés ici, affichent des résultats inhabituellement moyens en termes de comportement pro-social. Les pays méditerranéens et d'Europe de l'Est se situent généralement en bas du classement en matière de comportement pro-social.

Au sein de la zone OCDE, le Chili et le Mexique se démarquent par un niveau élevé de comportement anti-social (partie B, CO3.1). À l'inverse, on observe un faible niveau de comportement anti-social dans un panel très diversifié de pays, parmi lesquels la Corée, Israël, le Japon et la Pologne. Là encore, les pays nordiques affichent des performances moyennes, avec un niveau de comportements anti-sociaux en ligne avec la moyenne ou supérieur au Danemark, en Norvège et en Suède.

Un niveau élevé de comportement pro-social ne s'accompagne nécessairement d'un faible niveau de comportement anti-social et *vice versa*. Par exemple, si les comportements anti-sociaux sont peu répandus en Pologne, le pays se situe dans le dernier tiers du classement de l'OCDE en termes de comportement pro-social. De la même manière, la Nouvelle-Zélande affiche de bonnes performances en termes de comportement pro-social mais ses résultats sont aussi supérieurs à la moyenne de l'OCDE sur le plan du comportement anti-social.

Les pays à hauts revenus ont un comportement plus pro-social (CO3.2). La corrélation entre revenus et comportement pro-social est relativement forte. Les pays anglophones ont un comportement plus pro-social que prévu par rapport à leurs revenus, de même que le Mexique. À l'inverse, la Grèce et le Japon ont un comportement beaucoup moins pro-social que ne le laisseraient penser leurs revenus.

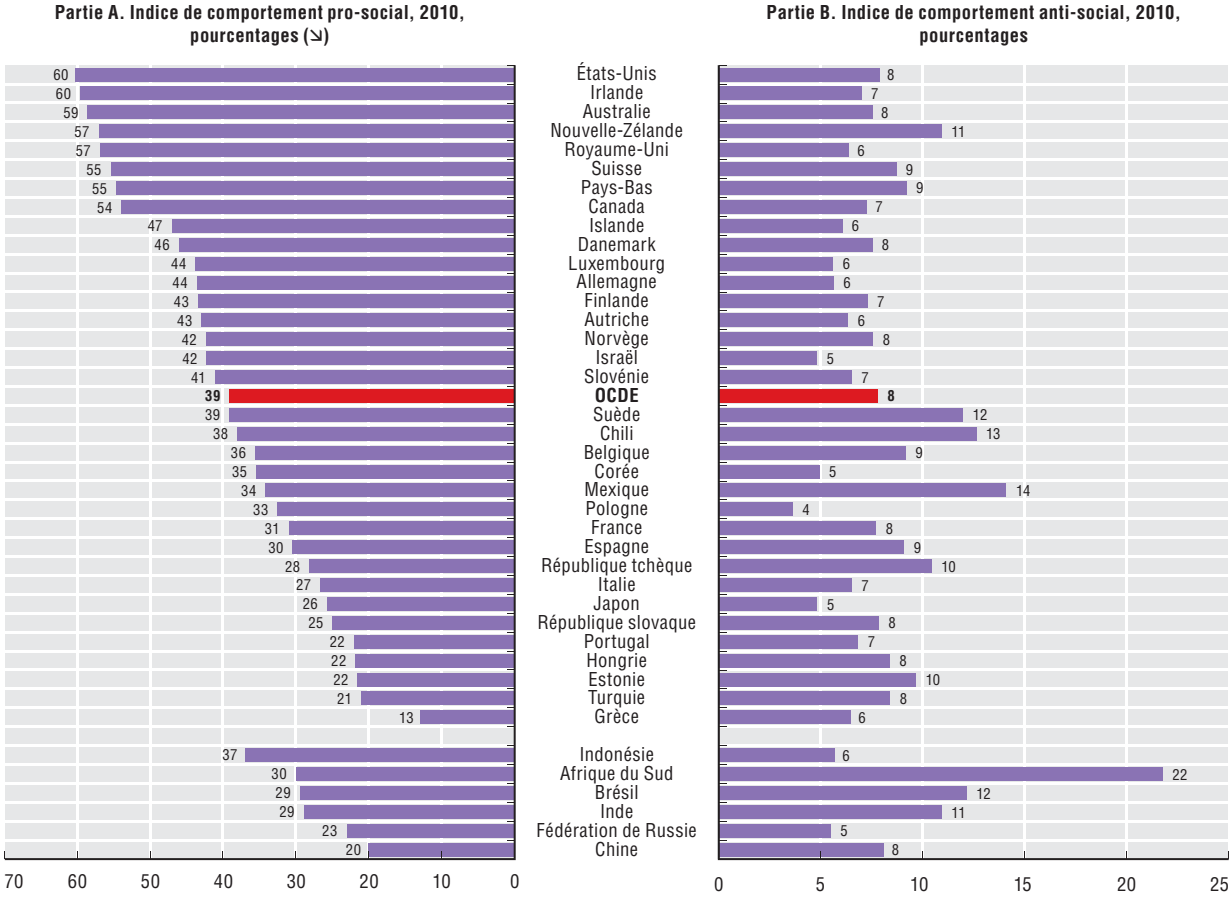
En revanche, la corrélation entre inégalités de revenus et comportement anti-social est limitée (CO3.3). Cette corrélation repose entièrement sur le Mexique, qui se distingue par le niveau de comportement anti-social le plus élevé de l'OCDE, conjugué au taux d'inégalités de revenus le plus important. La République tchèque et la Suède sont relativement épargnées par les inégalités de revenus mais les comportements anti-sociaux y sont très répandus.

Notes des graphiques

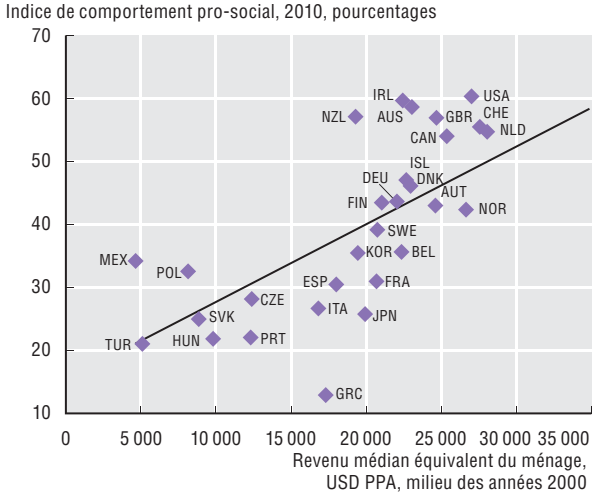
Graphique CO3.1 : 2006 pour la Suisse ; 2008 pour l'Islande et la Norvège ; 2009 pour l'Afrique du Sud, l'Estonie et Israël.

Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

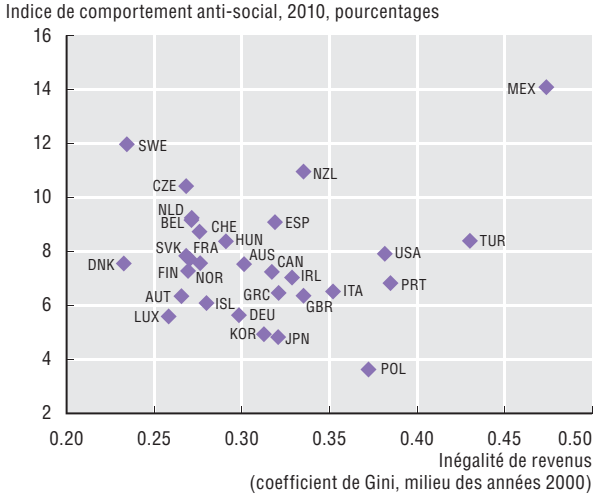
CO3.1. Les pays anglophones présentent les niveaux les plus élevés de comportement pro-social



CO3.2. Les pays riches ont un comportement plus pro-social



CO3.3. Faible relation entre inégalité de revenus et comportement anti-social



Source : Gallup World Poll 2010 (*www.gallup.com*), OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE* (*www.oecd.org/els/social/inegalite*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932383052

4. Participation électorale

Définition et mesure

Dans tous les pays, la participation aux élections législatives reflète l'implication des individus dans la vie de leur communauté. L'indicateur choisi ici pour mesurer la participation des individus au processus électoral est le taux de participation électorale, qui correspond au nombre d'individus qui votent lors d'une élection par rapport à la population en âge de voter (généralement, les plus de 18 ans), tel que consigné par les registres administratifs nationaux. Les types d'élections varient en fonction des pays et des juridictions. Dans certains pays, il convient de noter que la participation aux élections présidentielles et régionales peut être supérieure à la participation aux élections législatives, ce qui tient peut-être au fait que les représentants élus lors des élections présidentielles et régionales jouent un rôle plus déterminant dans la gestion de ces pays. Par ailleurs, des élections fréquentes peuvent peser sur le taux de participation. Les données relatives au taux de participation électorale sont issues de la base de données internationale créée par l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA). La participation des électeurs est également décomposée en fonction de certaines caractéristiques socio-démographiques. Ces données, fondées sur les résultats d'enquêtes menées auprès des particuliers après des élections importantes, s'appuient sur l'Étude comparative des systèmes électoraux (CSES), un programme de recherche international qui recueille des données comparables sur les élections. Les estimations du taux de participation électorale fournies par ces enquêtes peuvent différer de celles fondées sur les données administratives, présentées dans le graphique CO4.1. Les individus hautement qualifiés sont définis comme ceux ayant suivi une formation supérieure, tandis que les individus peu qualifiés sont ceux qui n'ont pas terminé leurs études secondaires.

Un taux de participation électorale élevé est synonyme d'un fort degré d'implication dans le système politique d'un pays. À l'inverse, un taux de participation électorale faible peut témoigner de la satisfaction des citoyens à l'égard de la gestion du pays mais il signifie aussi que le système politique en place reflète la volonté d'un nombre restreint de citoyens.

Les taux de participation aux dernières élections législatives varient considérablement d'un pays de l'OCDE à l'autre (partie A, CO4.1). En Australie, plus de neuf personnes sur dix ont voté aux dernières élections, contre moins d'un électeur sur deux en Corée. L'obligation de vote dans certains pays n'explique qu'une petite partie des variations observées entre les pays. Il est obligatoire de voter aux élections législatives en Australie, en Belgique, en Grèce, au Luxembourg, au Mexique, dans certains cantons de Suisse et en Turquie. Or nombre de ces pays ont enregistré de faibles taux de participation électorale.

D'une manière générale, la participation électorale a diminué dans la plupart des pays de l'OCDE ces 20 dernières années (partie B, CO4.1). En République tchèque, en République slovaque, en Corée et aux États-Unis, la participation électorale a fortement baissé sur la période. Dans la zone OCDE, seuls quatre pays ont résisté à la baisse généralisée du taux de participation électorale : l'Australie, l'Espagne, le Luxembourg et le Mexique.

Plus le niveau d'instruction est élevé, plus la participation électorale est importante (CO4.2). Néanmoins, la moyenne de l'OCDE masque d'importantes variations. L'écart entre les personnes très qualifiées et les personnes peu qualifiées en termes de vote est très important aux États-Unis, en Hongrie et en Pologne. Dans une minorité de pays toutefois, comme la Corée, le Chili et l'Irlande, les individus moins qualifiés sont relativement plus susceptibles de voter que les personnes au niveau d'instruction élevé.

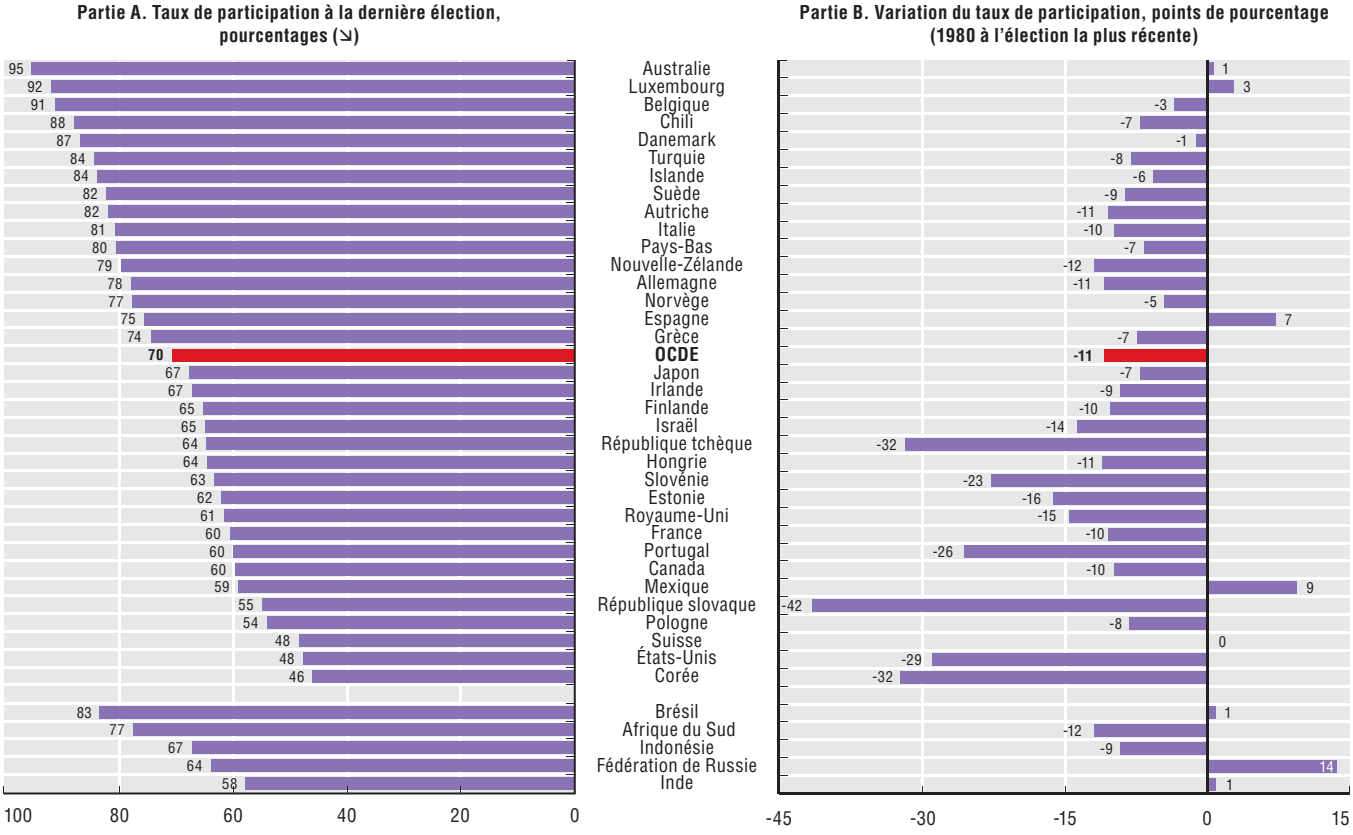
Les personnes âgées votent davantage que les jeunes (CO4.3). Les écarts sont particulièrement importants dans ce domaine en Corée, au Japon et au Royaume-Uni. L'Australie, la Belgique et l'Italie font figure d'exception puisque les jeunes y votent légèrement plus que les personnes âgées. La participation plus importante des personnes âgées aux élections nationales, couplée au vieillissement de la population, peuvent également influer sur le processus politique, en augmentant ainsi le risque de sanctions électorales pour les gouvernements qui diminuent les fonds alloués aux programmes sociaux qui bénéficient plus particulièrement aux personnes âgées.

Notes des graphiques

Graphique CO4.2 : Un faible niveau d'éducation se réfère aux catégories 1-4 dans CSES, de aucun à secondaire non complété et un niveau hautement qualifié se réfère aux catégories 7-8, niveau universtaire.

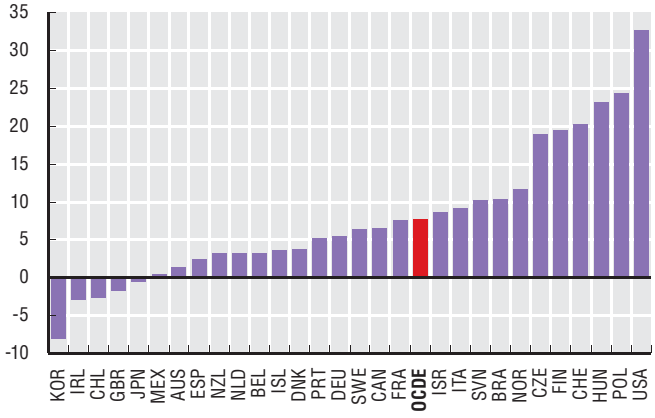
Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

CO4.1. La participation électorale tend à baisser



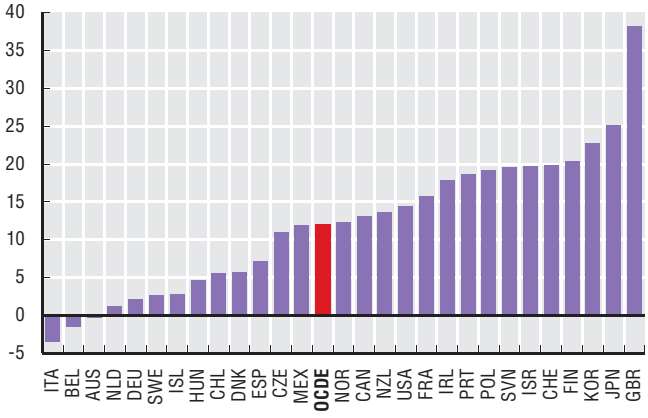
CO4.2. Plus le niveau d'instruction est élevé, plus la participation électorale est forte

Différence entre le taux de participation électorale des personnes hautement qualifiées et celui des individus peu qualifiés, en points de pourcentage



CO4.3. Les personnes âgées votent plus

Différence entre le taux de participation électorale des personnes âgées de 55 ans et plus et celui des 16-35 ans, en points de pourcentage



Source : Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (International IDEA) (*www.idea.int*), Module 2 et 3 de l'Étude comparative des systèmes électoraux (CSES) (*www.cses.org*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932383071

5. Tolérance

Définition et mesure

Les données relatives à la tolérance sont issues de l'enquête Gallup World Poll, menée dans plus de 140 pays à travers le monde à partir d'un seul questionnaire, traduit dans les langues principales utilisées dans chaque pays. À quelques exceptions près, tous les échantillons sont basés sur la probabilité et représentatifs de la population résidente âgée de 15 ans et plus de l'ensemble d'un pays (y compris les zones rurales). Même si ces caractéristiques assurent une bonne comparabilité des données d'un pays à l'autre, les résultats peuvent être sujets à des erreurs d'échantillonnage et des erreurs hors échantillonnage. La taille des échantillons est comprise entre 1 000 et 4 000, en fonction du pays. L'indice de tolérance correspond au rapport entre le nombre de personnes qui répondent par l'affirmative à la question de savoir si les minorités ethniques, les migrants ou les homosexuels s'intègrent bien dans la ville ou la région où elles résident, et le nombre total de personnes contactées.

Le degré de tolérance de la communauté envers les minorités constitue une dimension mesurable de la cohésion sociale. On considère ici trois groupes minoritaires : les minorités ethniques, les migrants et les homosexuels.

Le Canada est le pays le plus tolérant en moyenne à l'égard des minorités (partie A, CO5.1). L'Australie, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande sont aussi relativement tolérants. Les pays nordiques se situent dans la première moitié du classement de l'OCDE. La deuxième moitié, qui correspond aux pays les moins tolérants, est principalement composée par les pays d'Europe du Sud et de l'Est, ainsi que par les pays asiatiques.

Il ne semble pas que le début de la crise fin 2008 ait entraîné une diminution de la tolérance envers les minorités (partie B, CO5.1). En moyenne, le niveau de tolérance est resté inchangé, les améliorations sensibles enregistrées en Corée et en Slovénie ayant été compensées par des contractions importantes au Mexique, en Pologne (où les effets de la crise se sont faits relativement peu sentir si l'on en juge par les indicateurs de revenus et d'emploi présentés ici) et en Turquie.

En termes de groupes, ce sont les minorités ethniques qui sont le mieux tolérées dans la quasi-totalité des pays, tandis que les homosexuels sont les moins bien tolérés, les migrants se situant entre les deux (CO5.2). Les exceptions à ce classement sont très rares et incluent la Belgique, l'Espagne et les Pays-Bas, où la communauté est plus tolérante envers les homosexuels qu'à l'égard des minorités ethniques et des migrants. Dans les pays caractérisés par une forte inclusion sociale, les trois groupes minoritaires sont acceptés de la même manière. La corrélation par pays pour les trois mesures relatives à la tolérance est toujours supérieure à 0.83.

Il existe une forte corrélation positive entre le revenu par pays et les perceptions de la tolérance (CO5.3). En revanche, on n'observe aucune corrélation entre tolérance et inégalités de revenus. Autre élément notable : le nombre de répondants « Sans opinion » sur la question de la tolérance est souvent très élevé par rapport aux autres questions de l'enquête Gallup. Les pays moins tolérants sont caractérisés par un taux de non réponse plus élevé, ce qui laisse à penser qu'il s'agit d'un sujet plus sensible dans ces pays.

Notes des graphiques

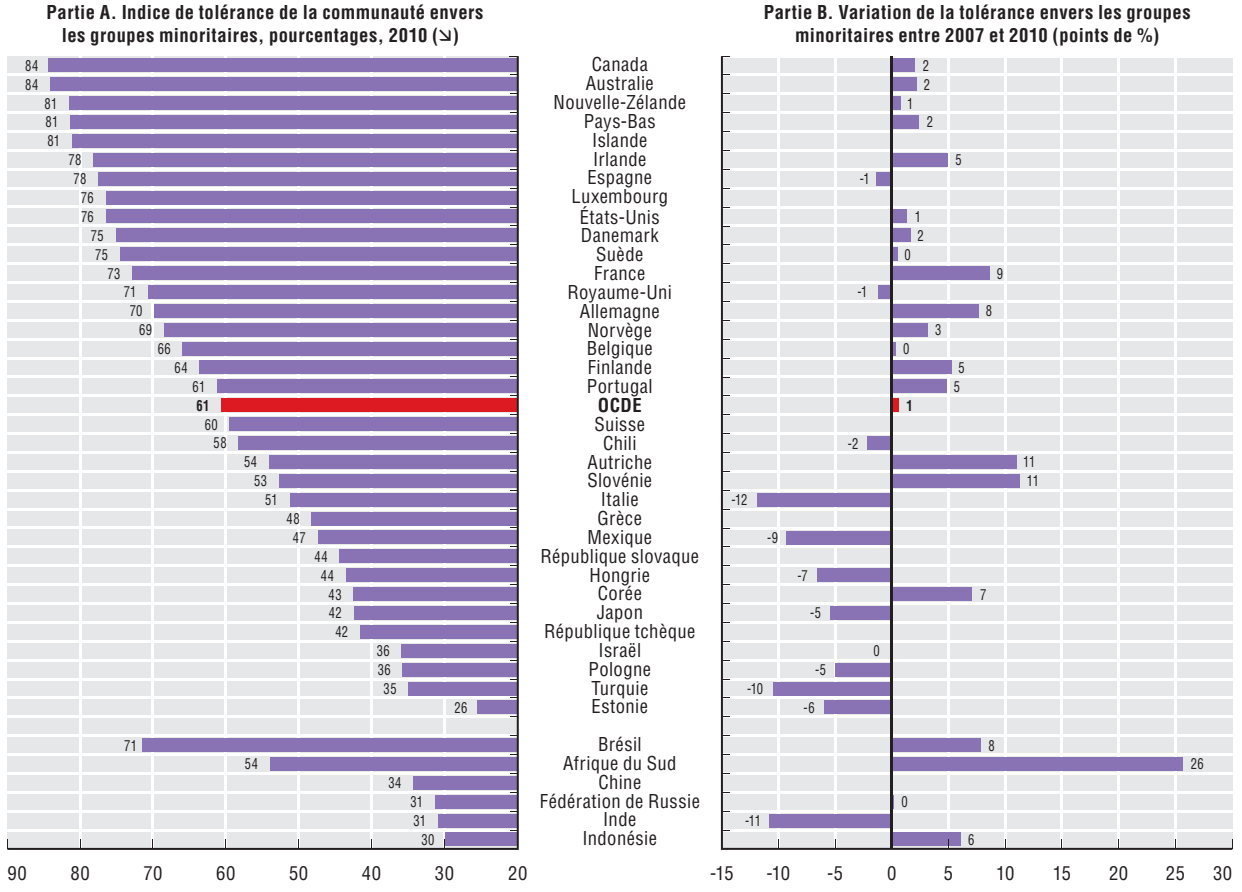
Graphique CO5.1 : 2006 pour la Suisse, 2008 pour l'Islande et la Norvège, 2009 pour l'Afrique du Sud, l'Estonie et Israël. La variation couvre la période 2005/10 pour le Canada, 2006/08 pour la Norvège, 2006/09 pour l'Afrique du Sud et l'Estonie, 2006/10 pour l'Autriche, le Chili, la Corée, la Fédération de Russie, la Finlande, la France, l'Indonésie, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, le Portugal et la Slovénie.

Graphique CO5.2 : 2006 pour la Suisse, 2008 pour l'Islande et la Norvège, 2009 pour l'Afrique du Sud, l'Estonie et Israël.

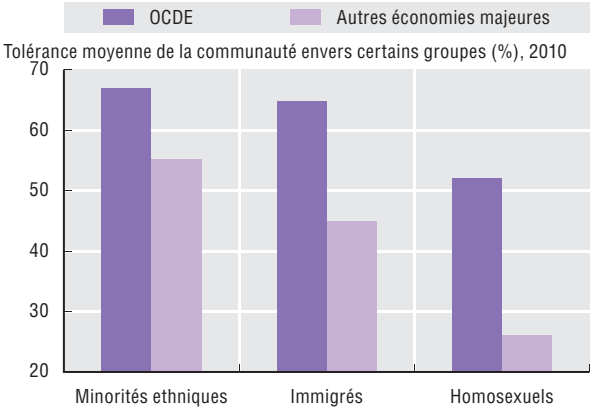
Graphique CO5.3 : Tolérance de la communauté à l'égard des groupes minoritaires : 2006 pour la Suisse, 2008 pour l'Islande et la Norvège.

Les informations sur les données concernant Israël sont disponibles sur *http://dx.doi.org/10.1787/888932315602*.

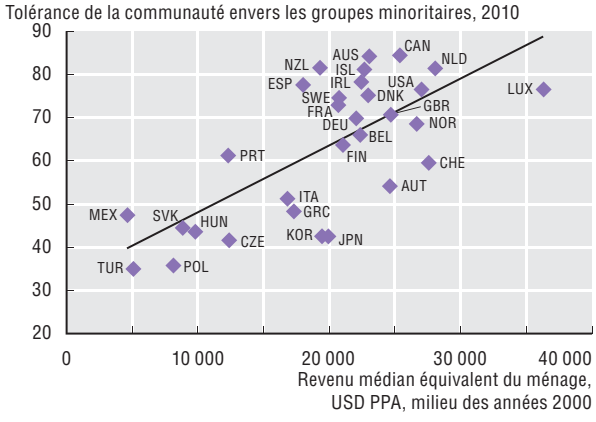
CO5.1. La tolérance envers les groupes minoritaires est plus élevée dans les pays anglophones et en Europe du Nord



CO5.2. Dans les pays de l'OCDE, la tolérance est plus élevée envers les minorités ethniques et plus faible envers les homosexuels



CO5.3. Les pays riches ont des communautés plus tolérantes



Source : Gallup World Poll 2010 (*www.gallup.com*), OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE* (*www.oecd.org/els/social/inegalite*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932383090

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Union européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

ÉDITIONS OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
(81 2011 04 2 P) ISBN 978-92-64-09871-8 – n° 57986 2011

Panorama de la société 2011

LES INDICATEURS SOCIAUX DE L'OCDE

Ce rapport, la sixième édition de *Panorama de la société*, actualise certains indicateurs parus dans de précédentes éditions et introduit plusieurs nouveaux indicateurs. Il comporte un chapitre spécial sur le travail non rémunéré. Des données sur quatre nouveaux pays membres de l'OCDE (le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovénie) sont présentées. Des données sur les principales économies émergentes telles que l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie et la Russie sont également présentées lorsque disponibles.

Chapitre 1. Cuisiner, s'occuper des enfants, construire ou réparer : le travail non rémunéré à travers le monde

Chapitre 2. Interpréter les indicateurs sociaux de l'OCDE

Chapitre 3. *Panorama de la société :* vue d'ensemble

Chapitre 4. Indicateurs de contexte général
- Revenu des ménages
- Fécondité
- Migrations
- Familles
- Ratio de soutien démographique

Chapitre 5. Indicateurs de l'autonomie
- Emploi
- Chômage
- Performances scolaires
- Nombre potentiel d'années à la retraite
- Dépenses d'éducation

Chapitre 6. Indicateurs d'équité
- Inégalités de revenus
- Pauvreté
- Difficultés liées au revenu
- Capacité à sortir des minima sociaux
- Dépenses sociales publiques

Chapitre 7. Indicateurs de santé
- Espérance de vie
- Mortalité infantile
- Expériences positives et négatives
- Qualité de l'air et de l'eau
- Dépenses de santé

Chapitre 8. Indicateurs de la cohésion sociale
- Confiance
- Confiance à l'égard des institutions sociales
- Comportement pro- et anti-social
- Participation électorale
- Tolérance

www.oecd.org/els/social/indicators

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2011), *Panorama de la société 2011 : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Éditions OCDE.
http://dx.doi.org/10.1787/soc_glance-2011-fr

Cet ouvrage est publié sur *OECD iLibrary*, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation. Rendez-vous sur le site ***www.oecd-ilibrary.org*** et n'hésitez pas à nous contacter pour plus d'informations.

éditionsOCDE
www.oecd.org/editions

ISBN 978-92-64-09871-8
81 2011 04 2 P

9 789264 098718